

Synthèse. Stat'

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

Numéro 16 • Octobre 2015

Autonomie dans le travail

ENQUÊTES CONDITIONS DE TRAVAIL

ÉLISABETH ALGAVA, LYDIE VINCK

I – AUTONOMIE DANS LE TRAVAIL

- 1 ● La possibilité d'interrompre son travail en dehors des pauses prévues.....8
- 2 ● Les indications données par les supérieurs hiérarchiques..... 17
- 3 ● L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi..... 29
- 4 ● Le comportement en cas d'incident 41
- 5 ● La possibilité de faire varier les délais fixés 53
- 6 ● La possibilité d'organiser son travail 65

II – MONOTONIE ET ENNUI

- 7 ● La monotonie des tâches 71
- 8 ● L'ennui au travail..... 78
- 9 ● La possibilité de faire des chose plaisantes 84

III – DÉVELOPPEMENT CULTUREL, UTILISATION ET ACCROISSEMENT DES COMPÉTENCES

- 10 ● Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles 90
- 11 ● Le manque de compétences, les compétences inutilisées..... 98
- 12 ● La possibilité de développer ses compétences..... 104

Introduction

Ce numéro de *Synthèse.Stat'* porte sur l'autonomie des salariés dans la réalisation des tâches qui leur sont confiées ainsi que sur la façon dont le travail leur permet ou non de se développer personnellement.

La structure de ce volume s'inspire étroitement de la façon dont le Collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail a construit le troisième de ses six axes d'analyse des risques psychosociaux, celui portant sur l'autonomie (1).

Les résultats sont issus des enquêtes Conditions de travail. Conformément aux principes de cette enquête depuis sa création en 1978, c'est le point de vue et les connaissances du salarié sur son travail qui sont recueillis.

Les résultats sont systématiquement ventilés par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, secteur d'activité, type d'employeur (distinguant les trois versants de la fonction publique).

Afin de présenter des évolutions, lorsque le questionnaire est resté à l'identique, les résultats sont fournis pour les années 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013.

Cinq autres volumes sont ou seront publiés pour rendre compte des résultats de l'enquête Conditions de travail.

- [Contraintes physiques, prévention des risques et accidents du travail](#)
- [Organisation du temps de travail](#)
- [Intensité du travail et usages des technologies de l'information et de la communication](#)
- Rapports sociaux au travail
- Vécu du travail : reconnaissance, conflits de valeurs, insécurité et changements dans le travail

(1) http://www.college-risquespsychosociaux-travail.fr/rapport-final_fr_8,59.cfm

L'enquête Conditions de travail 2013

La sixième édition de l'enquête Conditions de travail, réalisée par la Dares, la Drees, la DGAFP et l'Insee, s'inscrit dans la continuité des éditions précédentes. Elle a été réalisée en « face à face » auprès d'un échantillon d'environ 34 000 personnes. C'est la seule enquête sur les conditions de travail de cette ampleur et portant sur l'ensemble des actifs occupés. Cela permet des analyses fines par catégorie socioprofessionnelle et secteur d'activité.

La reconduction de l'enquête, environ tous les 7 ans depuis 1978, permet de disposer de la profondeur temporelle nécessaire pour apprécier les évolutions récentes. En plus de l'actualisation des résultats des enquêtes précédentes, l'enquête de 2013 permet d'approfondir certains sujets et d'aborder des problématiques nouvelles et complémentaires à travers deux innovations :

- un auto-questionnaire, rempli par l'enquêté, permettant de mesurer l'exposition aux risques psychosociaux ;
- un questionnaire postal auprès des employeurs des salariés interrogés permettant d'analyser plus finement de nombreux thèmes comme l'organisation du travail ou les pratiques de prévention des risques.

La taille de l'échantillon a été augmentée par rapport à l'édition de 2005 (34 000 contre 18 000) du fait de deux ensembles d'ajouts.

➤ **Les suppléments « fonction publique » et « secteur hospitalier »**

Ces suppléments visent à mieux connaître les conditions de travail au sein du secteur public (fonctionnaires ou non, travaillant dans l'un des trois versants de la fonction publique -État, territoriale, hospitalière) et au sein du secteur hospitalier, en y comparant notamment le secteur public et le secteur privé, à but lucratif ou non.

Ce sont ainsi 6 700 personnes supplémentaires qui ont été interrogées.

➤ **Les suppléments Dom**

Pour la première fois, l'enquête couvre quatre départements d'Outre-mer (Martinique, Guyane, Guadeloupe et Réunion). En partie grâce à des financements locaux, ce sont 4 800 questionnaires individuels qui ont été collectés.

L'enquête a été réalisée en deux volets.

Un premier volet auprès des personnes en emploi

Il a été collecté d'octobre 2012 à mars 2013. Presque 34 000 individus ont répondu. L'enquête a été réalisée au domicile des enquêtés par les enquêteurs de l'Insee munis d'un ordinateur. À la différence des précédentes, l'enquête de 2013 n'est pas complémentaire à l'enquête Emploi de l'Insee et le questionnement est autonome.

L'échantillon principal se compose de logements sélectionnés dans le recensement tandis que les échantillons supplémentaires sont constitués par des individus tirés dans des bases de sondage issues des fichiers de paie.

Le questionnaire est commun à l'ensemble des enquêtés (métropole et Dom, échantillon principal et échantillons complémentaires, salariés et non salariés, etc.).

Un second volet auprès des employeurs

Il a été collecté de novembre 2012 à août 2013.

Deux échantillons distincts d'établissements ont été concernés :

- les établissements employeurs des salariés interrogés dans le cadre du premier volet, sous réserve qu'ils emploient au moins 10 salariés ;
- 7 000 établissements employant au moins un salarié, tirés dans le répertoire SIRENE, représentatifs de l'ensemble de l'économie.

Trois questionnaires ont été élaborés selon le type d'établissement :

- un questionnaire « fonction publique » adressé aux établissements de l'État et des collectivités territoriales ;
- un questionnaire « secteur hospitalier », pour les hôpitaux et cliniques ;
- un questionnaire « secteur marchand et associatif » pour tous les autres établissements.

Pour retrouver les informations sur l'enquête

[Accueil](#) > [Études, recherches, statistiques de la Dares](#) > [Statistiques](#) > [Conditions de travail et santé](#) > [Les enquêtes Conditions de travail \(CT\)](#) > [L'enquête Conditions de travail 2013](#)

Les résultats présentés

1 • Organisation

Les tableaux présentés décrivent les différentes dimensions de l'autonomie.

Dans le [questionnaire individuel auprès des actifs en emploi](#), ce thème correspond à une partie du module **Organisation du travail** (pages 85 à 99) du questionnaire principal et pour les séries 6, 8, 9, 12 à une partie du questionnaire auto-administré (pages 109 à 123).

Les résultats sont présentés sous forme de 12 séries de 11 tableaux et un graphique.

Les tableaux présentent les résultats :

- 1) pour l'ensemble des salariés (et par sexe)
- 2) par catégorie socioprofessionnelle
- 3) par catégorie socioprofessionnelle pour les hommes
- 4) par catégorie socioprofessionnelle pour les femmes
- 5) par âge
- 6) par âge pour les hommes
- 7) par âge pour les femmes
- 8) par secteur d'activité
- 9) par type d'employeur
- 10) par type d'employeur pour les hommes
- 11) par type d'employeur pour les femmes

Le graphique porte sur l'ensemble des salariés et présente l'évolution quand il y a lieu.

Chaque fois que cela est possible, pour le graphique et les tableaux 1 à 7, les résultats sont donnés pour les éditions de l'enquête Conditions de travail de 1984, 1991, 1998, 2005 et 2013.

Les tableaux 8 à 11 portent uniquement sur l'année 2013 :

- la nomenclature des activités françaises a connu une révision profonde en 2008 qui induit une rupture de série. Les résultats de 2013 sont présentés dans la nouvelle nomenclature, agrégée en 17 postes ;
- la classification des salariés selon le versant de la fonction publique a fait l'objet d'un effort particulier pour l'enquête Conditions de travail 2013 du fait des sur-échantillons (voir ci-dessus), mais il n'existe pas de variable comparable pour les éditions précédentes.

2 • Champ

Afin de favoriser la présentation des évolutions, le champ a été restreint aux **salariés de France métropolitaine**. Sur les 34 000 enquêtés de 2013, environ 26 000 sont dans ce champ (les autres étant des indépendants ou des actifs occupés dans les Dom).

Pour les éditions antérieures, le nombre de réponses prises en compte varie entre 17 000 et 19 000.

L'augmentation de l'effectif salarié enquêté en 2013 tient pour l'essentiel aux sur-échantillons dans la fonction publique et le secteur hospitalier.

3 • Pondération

Compte tenu des changements dans le protocole de l'enquête, la pondération de l'enquête de 2013 a fait l'objet d'une attention particulière.

En effet, les éditions antérieures de l'enquête étaient des modules complémentaires à l'enquête Emploi de l'Insee. La pondération était alors celle calculée pour l'enquête Emploi, ajustée pour tenir compte de la non-réponse supplémentaire (faible une fois l'enquête Emploi acceptée).

En 2013, il fallait tenir compte de la non-réponse « primaire », celles de ménages refusant ou évitant l'enquête. De plus, les sur-échantillons ciblaient des individus tirés dans des bases de sondage (issues des fichiers de paie) totalement différentes de celles de l'échantillon principal (constitué de logements sélectionnés dans le recensement).

L'objectif était de calculer une pondération unique qui puisse être utilisée pour étudier une sous-population (la fonction publique ou le secteur hospitalier) ou l'ensemble des enquêtés. À cette fin, après un partage des poids entre les différents échantillons, la pondération est issue de l'empilement de deux calages sur marges réalisés séparément, l'un sur le secteur privé et l'autre sur la fonction publique. Des vérifications ont été faites pour s'assurer que les résultats avec ou sans prise en compte des sur-échantillons ne diffèrent pas, ou très peu.

4 • Modalités de calcul et limites de significativité

Les effectifs sont calculés sur l'ensemble des enquêtés en appliquant la pondération décrite ci-dessus. Les proportions afférentes à une question sont pour leur part calculées sur les répondants à une question, à l'exclusion de ceux qui ont refusé de répondre ou répondu « ne sait pas ». Cette règle est reprise des publications sur les éditions antérieures et permet d'assurer la comparabilité. Elle a peu d'influence sur les résultats dans la mesure où la non-réponse partielle à une question donnée est de l'ordre de 1%.

Lorsque l'effectif de salariés dans une catégorie est inférieur à 100, les résultats ne sont pas présentés. Il s'agit d'une condition sur les dénominateurs (nombre de salariés dans une catégorie) qui se retrouve en grande partie à l'identique dans toutes les séries.

Pour les tableaux 4 (femmes par CSP) de chaque série, moins de 100 femmes ouvrières agricoles, et moins de 100 femmes contremaîtres ou agents de maîtrise ont été interrogées lors de chacune des éditions de l'enquête. Il y avait aussi moins de 100 femmes techniciennes interrogées en 1984, 1991 et 1998.

Pour les tableaux 6 (hommes par âge), moins de 100 hommes de moins de 20 ans ont répondu au questionnaire auto-administré (cela concerne donc les séries 6, 8, 9 et 12, qui portent uniquement sur 2013).

Pour les tableaux 7 (femmes par âge), moins de 100 femmes de moins de 20 ans ont été enquêtées en 1991, 1998, 2005 et 2013.

Pour les tableaux 8 (par secteur d'activité en 2013), le secteur « cokéfaction et raffinage » concerne moins de 100 personnes.

5 • Abréviations utilisées dans les tableaux

Catégories socioprofessionnelles	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	3. Cadres et professions intellectuelles supérieures
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	32. Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques
41. P.I. enseignement, santé, public	41. Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	46. Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises
54. Employés adm. d'entreprise	54. Employés administratifs d'entreprise

Secteur d'activité économique (Naf rev.2)	
Fabrication aliments, boissons, tabac	Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
Fabrication d'équipements et de machines	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution
Commerce et réparation auto. moto.	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien
Adm. publique, enseignement, santé et social	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale

Type d'employeur	
Fonct. pub. de l'Etat	Fonction publique de l'État <i>Salarié de l'État (ministères, établissements publics administratifs (EPA) nationaux, établissements publics d'enseignement, ...)</i>
Fonct. pub. territoriale	Fonction publique territoriale <i>Salarié d'une collectivité territoriale (régions, départements, communes, OPHLM, établissements publics administratifs (EPA) des collectivités territoriales, ...)</i>
Fonct. pub. hospitalière	Fonction publique hospitalière <i>Salarié d'un hôpital public, salarié du secteur public social et médico-social (établissement d'hébergement pour personnes âgées, établissements sociaux ou médico-sociaux)</i>
Marchand ou associatif	Secteur marchand ou associatif <i>Salarié d'une entreprise, d'un artisan, d'une association, salarié d'un ou plusieurs particuliers</i>

- . [Les conditions de travail des salariés dans le secteur privé et la fonction publique](#), *Dares Analyses* n° 102, décembre 2014.
- . [Conditions de travail. Reprise de l'intensification du travail chez les salariés](#), *Dares Analyses* n° 049, juillet 2014.
- . [L'enquête Conditions de travail 2013](#)
- . [Conditions de travail des indépendants](#), in *Emploi et revenus des indépendants*, Insee Références - Édition 2015.
- . [Contraintes physiques, prévention des risques et accidents du travail](#), *Synthèse.Stat'* n° 10, mars 2015.
- . [L'organisation du temps de travail](#), *Synthèse.Stat'* n° 12, juin 2015.
- . [Intensité du travail et usages des technologies de l'information et de la communication](#), *Synthèse.Stat'* n° 14, juin 2015.
- . Collège d'expertise sur le suivi statistique des risques psychosociaux au travail, « [Mesurer les facteurs psychosociaux de risques au travail pour les maîtriser](#) », avril 2011.

I – AUTONOMIE DANS LE TRAVAIL

1 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail

Tableau 1.1 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail en 2005 et 2013
En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
			Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
Femmes	2005	10 530	45,1	5,8	49,1
	2013	11 364	35,0	7,8	57,2
Hommes	2005	11 720	36,6	6,0	57,4
	2013	11 495	25,5	7,8	66,8
Ensemble	2005	22 251	40,6	5,9	53,5
	2013	22 859	30,2	7,8	62,0

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés déclarent qu'ils ne peuvent pas interrompre momentanément leur travail quand ils le souhaitent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

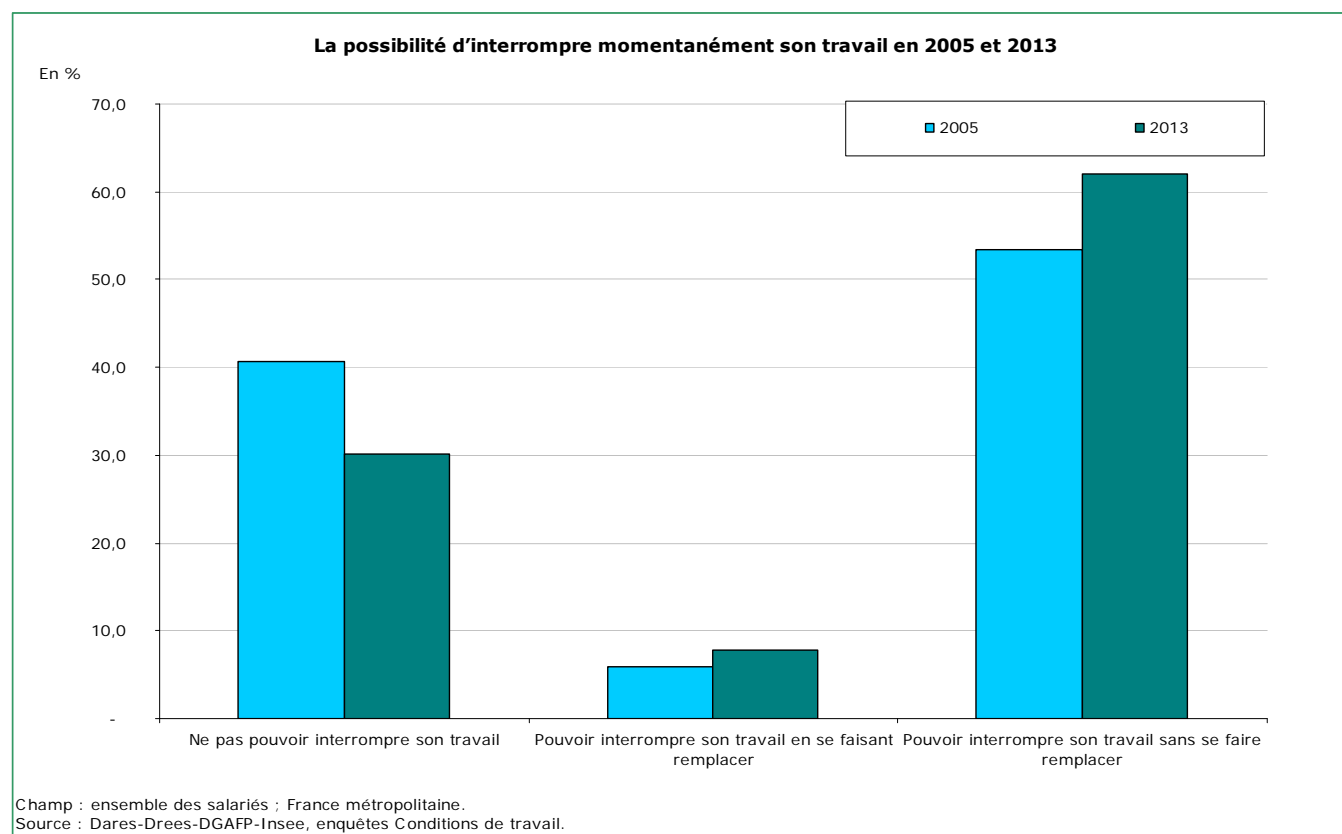


Tableau 1.2 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
			Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	26,1	4,0	69,9
	2013	4 417	18,6	5,3	76,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	47,2	4,9	47,9
	2013	1 664	36,2	6,7	57,1
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	11,2	3,4	85,4
	2013	2 564	7,3	4,4	88,4
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	36,9	5,7	57,4
	2013	5 887	28,6	7,4	64,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	56,2	6,4	37,4
	2013	2 326	48,9	9,1	42,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	24,1	5,0	70,9
	2013	1 835	15,7	5,5	78,8
47. Techniciens	2005	1 068	23,9	4,3	71,8
	2013	1 159	15,7	5,2	79,1
48. Contremaitres, agents de maîtrise	2005	603	23,1	7,3	69,6
	2013	560	13,8	10,9	75,3
5. Employés	2005	7 291	46,2	5,9	47,9
	2013	7 098	36,4	9,6	54,0
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	49,5	4,9	45,6
	2013	2 641	39,1	10,8	50,1
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	28,8	6,2	65,0
	2013	1 525	15,6	8,5	75,9
55. Employés de commerce	2005	1 042	53,5	8,2	38,3
	2013	1 075	44,7	13,8	41,5
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	54,5	5,7	39,8
	2013	1 853	44,8	6,3	48,8
6. Ouvriers	2005	5 847	45,6	7,3	47,2
	2013	5 456	33,2	7,7	59,1
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	43,9	6,9	49,2
	2013	3 584	31,8	7,5	60,7
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	50,3	8,3	41,4
	2013	1 616	37,9	8,3	53,7
69. Ouvriers agricoles	2005	222	35,9	5,5	58,6
	2013	252	22,0	6,7	71,3
Ensemble	2005	22 251	40,6	5,9	53,5
	2013	22 859	30,2	7,8	62,0

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés déclarent qu'ils ne peuvent pas interrompre momentanément leur travail quand ils le souhaitent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.3 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
			Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	20,2	4,1	75,8
	2013	2 656	13,8	5,4	80,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	40,1	5,3	54,5
	2013	824	30,7	6,0	63,3
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	10,1	3,5	86,4
	2013	1 714	6,0	5,1	89,0
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	29,6	5,6	64,8
	2013	2 830	21,2	7,8	71,0
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	48,7	6,6	44,7
	2013	613	43,5	11,4	45,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	22,7	4,8	72,4
	2013	748	14,7	6,6	78,6
47. Techniciens	2005	938	24,1	4,5	71,4
	2013	973	16,2	5,4	78,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	535	24,1	7,5	68,4
	2013	490	13,3	10,2	76,5
5. Employés	2005	1 736	47,0	6,1	46,9
	2013	1 658	34,1	11,6	54,3
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	53,3	4,2	42,5
	2013	888	33,2	14,0	52,8
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	29,3	6,7	64,0
	2013	216	19,1	10,0	70,9
55. Employés de commerce	2005	261	37,9	9,4	52,7
	2013	264	40,1	10,0	49,9
56. Services directs aux particuliers	2005	183	51,3	10,8	37,9
	2013	290	42,7	6,7	50,6
6. Ouvriers	2005	4 820	44,5	7,0	48,4
	2013	4 351	32,0	7,5	60,5
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	43,3	6,7	50,0
	2013	3 127	31,0	7,1	61,9
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	49,5	8,2	42,3
	2013	1 032	37,1	8,7	54,2
69. Ouvriers agricoles	2005	156	32,1	5,3	62,6
	2013	187	21,4	7,3	71,2
Ensemble	2005	11 720	36,6	6,0	57,4
	2013	11 495	25,5	7,8	66,8

Lecture : en 2013, 25,5 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne peuvent pas interrompre leur travail momentanément leur travail quand ils le souhaitent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.4 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent		
			Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	36,5	3,8	59,7
	2013	1 761	25,9	5,1	69,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	54,9	4,3	40,7
	2013	839	41,6	7,5	51,0
36. Cadres d'entreprise	2005	552	13,9	3,3	82,8
	2013	850	9,9	3,0	87,1
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	45,1	5,8	49,1
	2013	3 057	35,5	7,0	57,6
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	59,6	6,4	34,1
	2013	1 713	50,8	8,3	40,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	25,3	5,1	69,6
	2013	1 087	16,4	4,7	78,9
47. Techniciennes	2005	130	22,7	3,3	74,1
	2013	186	13,2	4,4	82,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	68	-	-	-
	2013	69	-	-	-
5. Employées	2005	5 555	46,0	5,8	48,2
	2013	5 440	37,1	9,0	53,9
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	47,3	5,3	47,4
	2013	1 753	42,1	9,1	48,8
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	28,7	6,1	65,2
	2013	1 309	15,0	8,2	76,7
55. Employées de commerce	2005	781	58,7	7,7	33,6
	2013	811	46,2	15,0	38,8
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	54,9	5,0	40,0
	2013	1 563	45,2	6,3	48,5
6. Ouvrières	2005	1 027	50,3	8,4	41,3
	2013	1 105	37,6	8,5	53,8
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	48,7	8,5	42,8
	2013	456	37,4	10,2	52,3
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	52,2	8,6	39,3
	2013	584	39,3	7,6	53,0
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-	-
	2013	65	-	-	-
Ensemble	2005	10 530	45,1	5,8	49,1
	2013	11 364	35,0	7,8	57,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 35,0 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne peuvent pas interrompre momentanément leur travail quand elles le souhaitent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.5 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
			Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
Moins de 20 ans	2005	320	50,7	1,8	47,5
	2013	257	55,1	7,7	37,2
De 20 à 24 ans	2005	1 588	51,2	7,2	41,6
	2013	1 536	39,4	9,5	51,1
De 25 à 29 ans	2005	2 632	41,7	5,3	53,0
	2013	2 578	31,2	9,9	58,9
De 30 à 34 ans	2005	3 014	40,4	6,4	53,1
	2013	2 734	30,3	8,5	61,1
De 35 à 39 ans	2005	3 133	39,3	5,6	55,2
	2013	2 934	31,7	7,5	60,8
De 40 à 44 ans	2005	3 263	39,9	5,6	54,5
	2013	3 269	29,9	7,2	62,9
De 45 à 49 ans	2005	3 103	39,3	6,4	54,3
	2013	3 243	29,4	7,6	63,0
De 50 à 54 ans	2005	2 884	38,8	6,1	55,1
	2013	3 026	27,3	6,7	66,0
55 ans et plus	2005	2 313	38,0	5,5	56,4
	2013	3 283	25,4	6,7	67,9
Ensemble	2005	22 251	40,6	5,9	53,5
	2013	22 859	30,2	7,8	62,0

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés déclarent qu'ils ne peuvent pas interrompre momentanément leur travail quand ils le souhaitent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.6 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail selon l'âge des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
			Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
Moins de 20 ans	2005	223	43,2	1,4	55,4
	2013	168	52,7	6,8	40,4
De 20 à 24 ans	2005	873	48,9	7,7	43,4
	2013	864	35,5	10,0	54,5
De 25 à 29 ans	2005	1 427	38,7	5,0	56,3
	2013	1 271	23,4	9,6	66,9
De 30 à 34 ans	2005	1 666	35,8	7,0	57,2
	2013	1 378	25,8	7,0	67,2
De 35 à 39 ans	2005	1 658	36,2	5,7	58,1
	2013	1 553	28,5	8,6	62,9
De 40 à 44 ans	2005	1 703	35,0	6,0	58,9
	2013	1 698	25,1	7,5	67,4
De 45 à 49 ans	2005	1 597	36,1	5,8	58,2
	2013	1 534	23,1	7,9	69,0
De 50 à 54 ans	2005	1 427	34,6	5,7	59,7
	2013	1 458	21,5	7,0	71,5
55 ans et plus	2005	1 146	30,8	6,5	62,7
	2013	1 572	21,9	5,8	72,3
Ensemble	2005	11 720	36,6	6,0	57,4
	2013	11 495	25,5	7,8	66,8

Lecture : en 2013, 25,5 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne peuvent pas interrompre leur travail momentanément leur travail quand ils le souhaitent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.7 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail selon l'âge des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent		
			Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
Moins de 20 ans	2005	97	-	-	-
	2013	88	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	54,0	6,7	39,3
	2013	672	44,4	8,8	46,8
De 25 à 29 ans	2005	1 204	45,3	5,6	49,1
	2013	1 306	38,7	10,1	51,1
De 30 à 34 ans	2005	1 348	46,1	5,8	48,1
	2013	1 356	34,9	10,1	54,9
De 35 à 39 ans	2005	1 475	42,7	5,4	51,9
	2013	1 381	35,3	6,3	58,4
De 40 à 44 ans	2005	1 560	45,1	5,2	49,7
	2013	1 571	35,2	6,9	58,0
De 45 à 49 ans	2005	1 506	42,6	7,2	50,2
	2013	1 709	35,1	7,3	57,6
De 50 à 54 ans	2005	1 457	42,9	6,4	50,6
	2013	1 568	32,6	6,5	60,9
55 ans et plus	2005	1 168	45,1	4,6	50,3
	2013	1 711	28,6	7,4	63,9
Ensemble	2005	10 530	45,1	5,8	49,1
	2013	11 364	35,0	7,8	57,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 35,0 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne peuvent pas interrompre momentanément leur travail quand elles le souhaitent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.8 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
		Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
Agriculture, sylviculture et pêche	249	22,4	5,0	72,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	36,9	13,6	49,6
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	13,5	4,5	82,0
Fabrication de matériels de transport	442	18,4	12,1	69,5
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	20,3	8,4	71,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	17,5	6,2	76,3
Construction	1 478	22,5	4,7	72,7
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	28,7	10,6	60,7
Transports et entreposage	1 322	34,5	6,7	58,8
Hébergement et restauration	814	44,9	11,0	44,1
Information et communication	677	10,3	3,0	86,8
Activités financières et d'assurance	823	12,9	8,2	78,8
Activités immobilières	255	17,0	3,3	79,7
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	20,8	5,0	74,2
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	40,3	8,5	51,2
Autres activités de services	1 612	35,3	6,2	58,5
Non renseigné	111	30,0	3,1	67,0
Ensemble	22 859	30,2	7,8	62,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés déclarent qu'ils ne peuvent pas interrompre momentanément leur travail quand ils le souhaitent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.9 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
		Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
Fonct. pub. de l'État	2 316	43,3	7,8	48,9
Fonct. pub. territoriale	1 755	30,3	10,1	59,6
Fonct. pub. hospitalière	1 099	45,8	9,0	45,2
Marchand ou associatif	17 689	27,5	7,5	65,0
Ensemble	22 859	30,2	7,8	62,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés déclarent qu'ils ne peuvent pas interrompre momentanément leur travail quand ils le souhaitent.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.10 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent		
		Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
Fonct. pub. de l'État	1 019	33,7	9,9	56,5
Fonct. pub. territoriale	716	22,3	8,7	69,0
Fonct. pub. hospitalière	271	42,0	10,2	47,8
Marchand ou associatif	9 490	24,4	7,4	68,2
Ensemble	11 495	25,5	7,8	66,8

Lecture : en 2013, 25,5 % des hommes salariés déclarent qu'ils ne peuvent pas interrompre leur travail momentanément leur travail quand ils le souhaitent.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 1.11 • La possibilité d'interrompre momentanément son travail en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent		
		Ne pas pouvoir interrompre leur travail	Pouvoir interrompre leur travail en se faisant remplacer	Pouvoir interrompre leur travail sans se faire remplacer
Fonct. pub. de l'État	1 297	50,8	6,1	43,1
Fonct. pub. territoriale	1 038	35,8	11,1	53,1
Fonct. pub. hospitalière	829	47,1	8,6	44,3
Marchand ou associatif	8 200	31,1	7,6	61,3
Ensemble	11 364	35,0	7,8	57,2

Lecture : en 2013, 35,0 % des femmes salariées déclarent qu'elles ne peuvent pas interrompre momentanément leur travail quand elles le souhaitent.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

2 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques

Tableau 2.1 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques	
			Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
Femmes	1991	8 396	18,9	81,1
	1998	9 036	14,4	85,6
	2005	10 530	19,2	80,8
	2013	11 364	20,0	80,0
Hommes	1991	10 406	17,2	82,8
	1998	10 481	14,1	85,9
	2005	11 720	17,6	82,4
	2013	11 495	18,7	81,3
Ensemble	1991	18 801	17,9	82,1
	1998	19 517	14,2	85,8
	2005	22 251	18,4	81,6
	2013	22 859	19,3	80,7

Lecture : en 2013, 19,3 % des salariés déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 80,7 % d'entre eux ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

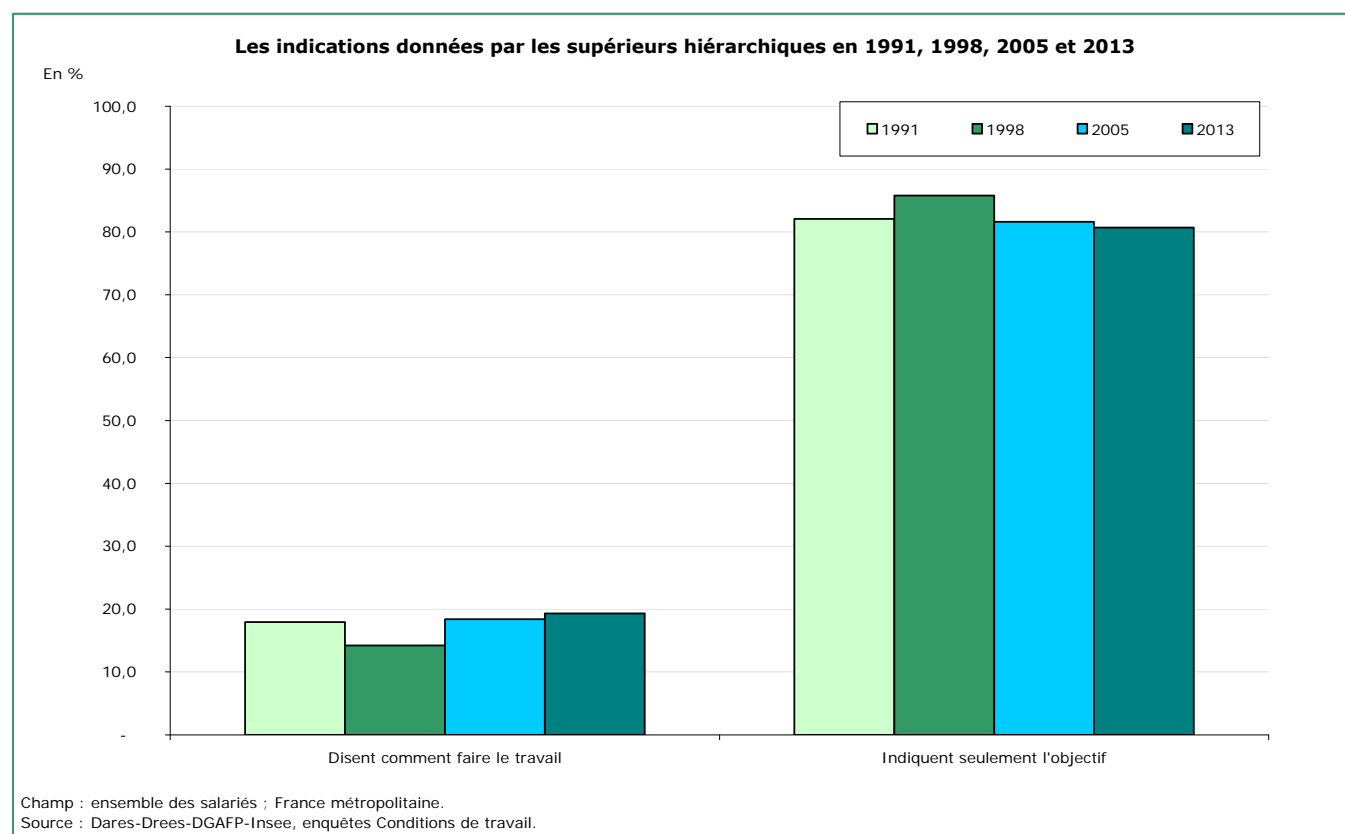


Tableau 2.2 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques		
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	2 121	3,0	97,0
	1998	2 582	2,8	97,2
	2005	3 327	5,3	94,7
	2013	4 417	8,3	91,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	880	4,1	95,9
	1998	1 104	2,9	97,1
	2005	1 341	5,8	94,2
	2013	1 664	8,4	91,6
36. Cadres d'entreprise	1991	1 231	2,4	97,6
	1998	1 464	2,6	97,4
	2005	1 958	4,9	95,1
	2013	2 564	8,4	91,6
4. Professions intermédiaires	1991	4 379	8,0	92,0
	1998	4 517	7,0	93,0
	2005	5 778	12,0	88,0
	2013	5 887	16,1	83,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 855	9,1	90,9
	1998	1 897	6,9	93,1
	2005	2 337	12,1	87,9
	2013	2 326	13,6	86,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	1 137	8,6	91,4
	1998	1 196	7,7	92,3
	2005	1 771	13,9	86,1
	2013	1 835	20,3	79,7
47. Techniciens	1991	804	7,3	92,7
	1998	842	7,7	92,3
	2005	1 068	11,4	88,6
	2013	1 159	16,4	83,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	582	4,0	96,0
	1998	582	5,2	94,8
	2005	603	8,0	92,0
	2013	560	12,3	87,7

Tableau 2.2 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013
SUIITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques		
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif	
5. Employés	1991	6 014	19,2	80,8
	1998	6 607	15,9	84,1
	2005	7 291	21,7	78,3
	2013	7 098	21,8	78,2
51. Employés de la fonction publique	1991	2 189	20,1	79,9
	1998	2 562	17,5	82,5
	2005	2 799	23,3	76,7
	2013	2 641	19,9	80,1
54. Employés adm. d'entreprise	1991	2 017	17,4	82,6
	1998	1 969	14,6	85,4
	2005	1 763	21,8	78,2
	2013	1 525	22,0	78,0
55. Employés de commerce	1991	783	24,4	75,6
	1998	785	20,8	79,2
	2005	1 042	26,5	73,5
	2013	1 075	29,1	70,9
56. Services directs aux particuliers	1991	1 025	16,7	83,3
	1998	1 291	11,8	88,2
	2005	1 686	15,9	84,1
	2013	1 853	19,8	80,2
6. Ouvriers	1991	6 287	28,4	71,6
	1998	5 812	22,8	77,2
	2005	5 847	27,8	72,2
	2013	5 456	28,3	71,7
61. Ouvriers qualifiés	1991	4 010	21,9	78,1
	1998	3 913	17,7	82,3
	2005	3 815	21,1	78,9
	2013	3 584	24,0	76,0
66. Ouvriers non qualifiés	1991	2 047	41,3	58,7
	1998	1 655	34,5	65,5
	2005	1 810	40,5	59,5
	2013	1 616	38,3	61,7
69. Ouvriers agricoles	1991	230	26,2	73,8
	1998	244	26,6	73,4
	2005	222	39,2	60,8
	2013	252	25,7	74,3
Ensemble	1991	18 801	17,9	82,1
	1998	19 517	14,2	85,8
	2005	22 251	18,4	81,6
	2013	22 859	19,3	80,7

Lecture : en 2013, 19,3 % des salariés déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 80,7 % d'entre eux ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.3 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques		
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	1 498	2,3	97,7
	1998	1 719	2,4	97,6
	2005	2 115	4,3	95,7
	2013	2 656	7,1	92,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	508	3,5	96,5
	1998	597	2,9	97,1
	2005	700	5,5	94,5
	2013	824	7,4	92,6
36. Cadres d'entreprise	1991	989	1,7	98,3
	1998	1 119	2,0	98,0
	2005	1 406	3,7	96,3
	2013	1 714	7,1	92,9
4. Professions intermédiaires	1991	2 480	6,2	93,8
	1998	2 440	5,9	94,1
	2005	3 043	10,3	89,7
	2013	2 830	15,2	84,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	641	7,9	92,1
	1998	557	6,1	93,9
	2005	730	9,9	90,1
	2013	613	13,6	86,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	595	6,2	93,8
	1998	600	5,9	94,1
	2005	840	11,7	88,3
	2013	748	19,2	80,8
47. Techniciens	1991	705	6,7	93,3
	1998	740	6,8	93,2
	2005	938	10,3	89,7
	2013	973	14,7	85,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	539	3,5	96,5
	1998	542	4,3	95,7
	2005	535	8,2	91,8
	2013	490	12,4	87,6

Tableau 2.3 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques		
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif	
5. Employés	1991	1 416	19,9	80,1
	1998	1 584	17,4	82,6
	2005	1 736	23,9	76,1
	2013	1 658	23,6	76,4
51. Employés de la fonction publique	1991	769	21,5	78,5
	1998	934	18,4	81,6
	2005	1 018	23,0	77,0
	2013	888	19,3	80,7
54. Employés adm. d'entreprise	1991	332	16,2	83,8
	1998	299	14,8	85,2
	2005	274	24,1	75,9
	2013	216	25,3	74,7
55. Employés de commerce	1991	171	16,4	83,6
	1998	182	9,2	90,8
	2005	261	23,8	76,2
	2013	264	27,3	72,7
56. Services directs aux particuliers	1991	144	23,9	76,1
	1998	168	25,0	75,0
	2005	183	28,3	71,7
	2013	290	32,0	68,0
6. Ouvriers	1991	5 011	25,9	74,1
	1998	4 739	21,3	78,7
	2005	4 820	25,8	74,2
	2013	4 351	26,1	73,9
61. Ouvriers qualifiés	1991	3 611	20,4	79,6
	1998	3 486	16,2	83,8
	2005	3 409	20,3	79,7
	2013	3 127	22,4	77,6
66. Ouvriers non qualifiés	1991	1 215	42,3	57,7
	1998	1 065	37,3	62,7
	2005	1 255	39,1	60,9
	2013	1 032	37,9	62,1
69. Ouvriers agricoles	1991	185	26,7	73,3
	1998	187	25,7	74,3
	2005	156	37,6	62,4
	2013	187	21,4	78,6
Ensemble	1991	10 406	17,2	82,8
	1998	10 481	14,1	85,9
	2005	11 720	17,6	82,4
	2013	11 495	18,7	81,3

Lecture : en 2013, 18,7 % des hommes salariés déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 81,3 % d'entre eux ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.4 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées auxquelles leurs supérieurs hiérarchiques		
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	623	4,9	95,1
	1998	863	3,7	96,3
	2005	1 211	6,9	93,1
	2013	1 761	10,2	89,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	371	4,9	95,1
	1998	507	2,9	97,1
	2005	642	6,2	93,8
	2013	839	9,3	90,7
36. Cadres d'entreprise	1991	242	5,0	95,0
	1998	345	4,5	95,5
	2005	552	7,9	92,1
	2013	850	11,1	88,9
4. Professions intermédiaires	1991	1 898	10,2	89,8
	1998	2 077	8,4	91,6
	2005	2 735	14,1	85,9
	2013	3 057	16,9	83,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 214	9,7	90,3
	1998	1 340	7,2	92,8
	2005	1 606	13,0	87,0
	2013	1 713	13,6	86,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	542	11,2	88,8
	1998	596	9,4	90,6
	2005	931	15,8	84,2
	2013	1 087	21,1	78,9
47. Techniciennes	1991	99	-	-
	1998	102	-	-
	2005	130	18,8	81,2
	2013	186	25,1	74,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	43	-	-
	1998	40	-	-
	2005	68	-	-
	2013	69	-	-

Tableau 2.4 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées auxquelles leurs supérieurs hiérarchiques	
			Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
5. Employées	1991	4 598	19,0	81,0
	1998	5 023	15,5	84,5
	2005	5 555	21,0	79,0
	2013	5 440	21,2	78,8
51. Employées de la fonction publique	1991	1 420	19,3	80,7
	1998	1 628	16,9	83,1
	2005	1 782	23,5	76,5
	2013	1 753	20,2	79,8
54. Employées adm. d'entreprise	1991	1 685	17,7	82,3
	1998	1 670	14,6	85,4
	2005	1 489	21,4	78,6
	2013	1 309	21,5	78,5
55. Employées de commerce	1991	612	26,6	73,4
	1998	603	24,3	75,7
	2005	781	27,4	72,6
	2013	811	29,7	70,3
56. Services directs aux particuliers	1991	881	15,5	84,5
	1998	1 122	9,8	90,2
	2005	1 503	14,3	85,7
	2013	1 563	17,6	82,4
6. Ouvrières	1991	1 276	38,0	62,0
	1998	1 073	29,5	70,5
	2005	1 027	37,4	62,6
	2013	1 105	37,3	62,7
61. Ouvrières qualifiées	1991	399	35,7	64,3
	1998	427	29,6	70,4
	2005	406	28,1	71,9
	2013	456	35,1	64,9
66. Ouvrières non qualifiées	1991	832	39,7	60,3
	1998	589	29,4	70,6
	2005	555	43,5	56,5
	2013	584	39,0	61,0
69. Ouvrières agricoles	1991	45	-	-
	1998	57	-	-
	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
Ensemble	1991	8 396	18,9	81,1
	1998	9 036	14,4	85,6
	2005	10 530	19,2	80,8
	2013	11 364	20,0	80,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 20,0 % des femmes salariées déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 80,0 % d'entre elles ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.5 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques	
			Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
Moins de 20 ans	1991	251	65,9	34,1
	1998	216	66,5	33,5
	2005	320	55,8	44,2
	2013	257	60,5	39,5
De 20 à 24 ans	1991	1 729	30,4	69,6
	1998	1 105	31,4	68,6
	2005	1 588	33,3	66,7
	2013	1 536	32,7	67,3
De 25 à 29 ans	1991	2 957	19,8	80,2
	1998	2 793	17,3	82,7
	2005	2 632	19,7	80,3
	2013	2 578	21,7	78,3
De 30 à 34 ans	1991	2 957	17,7	82,3
	1998	2 977	12,9	87,1
	2005	3 014	17,2	82,8
	2013	2 734	20,0	80,0
De 35 à 39 ans	1991	2 941	14,1	85,9
	1998	2 989	13,4	86,6
	2005	3 133	17,1	82,9
	2013	2 934	19,0	81,0
De 40 à 44 ans	1991	2 963	15,3	84,7
	1998	2 884	10,7	89,3
	2005	3 263	15,1	84,9
	2013	3 269	16,7	83,3
De 45 à 49 ans	1991	2 030	12,9	87,1
	1998	2 860	11,3	88,7
	2005	3 103	16,3	83,7
	2013	3 243	16,6	83,4
De 50 à 54 ans	1991	1 485	15,9	84,1
	1998	2 324	10,0	90,0
	2005	2 884	16,4	83,6
	2013	3 026	16,3	83,7
55 ans et plus	1991	1 488	13,2	86,8
	1998	1 369	10,9	89,1
	2005	2 313	14,6	85,4
	2013	3 283	15,7	84,3
Ensemble	1991	18 801	17,9	82,1
	1998	19 517	14,2	85,8
	2005	22 251	18,4	81,6
	2013	22 859	19,3	80,7

Lecture : en 2013, 19,3 % des salariés déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 80,7 % d'entre eux ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.6 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon l'âge des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques	
			Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
Moins de 20 ans	1991	166	71,5	28,5
	1998	174	69,6	30,4
	2005	223	60,1	39,9
	2013	168	66,4	33,6
De 20 à 24 ans	1991	865	31,3	68,7
	1998	539	34,0	66,0
	2005	873	33,6	66,4
	2013	864	31,3	68,7
De 25 à 29 ans	1991	1 586	19,1	80,9
	1998	1 516	17,4	82,6
	2005	1 427	18,4	81,6
	2013	1 271	19,9	80,1
De 30 à 34 ans	1991	1 661	16,4	83,6
	1998	1 658	13,4	86,6
	2005	1 666	15,6	84,4
	2013	1 378	21,4	78,6
De 35 à 39 ans	1991	1 625	12,8	87,2
	1998	1 625	11,4	88,6
	2005	1 658	16,9	83,1
	2013	1 553	19,9	80,1
De 40 à 44 ans	1991	1 652	13,9	86,1
	1998	1 518	9,0	91,0
	2005	1 703	13,6	86,4
	2013	1 698	17,1	82,9
De 45 à 49 ans	1991	1 162	12,6	87,4
	1998	1 470	11,0	89,0
	2005	1 597	14,9	85,1
	2013	1 534	15,2	84,8
De 50 à 54 ans	1991	869	14,6	85,4
	1998	1 237	9,5	90,5
	2005	1 427	14,7	85,3
	2013	1 458	12,1	87,9
55 ans et plus	1991	819	12,7	87,3
	1998	745	11,1	88,9
	2005	1 146	13,4	86,6
	2013	1 572	13,1	86,9
Ensemble	1991	10 406	17,2	82,8
	1998	10 481	14,1	85,9
	2005	11 720	17,6	82,4
	2013	11 495	18,7	81,3

Lecture : en 2013, 18,7 % des hommes salariés déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 81,3 % d'entre eux ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.7 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques selon l'âge des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées auxquelles leurs supérieurs hiérarchiques	
			Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
Moins de 20 ans	1991	85	-	-
	1998	41	-	-
	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
De 20 à 24 ans	1991	864	29,5	70,5
	1998	566	28,9	71,1
	2005	715	32,9	67,1
	2013	672	34,5	65,5
De 25 à 29 ans	1991	1 371	20,6	79,4
	1998	1 278	17,2	82,8
	2005	1 204	21,2	78,8
	2013	1 306	23,4	76,6
De 30 à 34 ans	1991	1 296	19,4	80,6
	1998	1 319	12,2	87,8
	2005	1 348	19,1	80,9
	2013	1 356	18,7	81,3
De 35 à 39 ans	1991	1 317	15,7	84,3
	1998	1 364	15,9	84,1
	2005	1 475	17,3	82,7
	2013	1 381	18,1	81,9
De 40 à 44 ans	1991	1 311	17,1	82,9
	1998	1 366	12,7	87,3
	2005	1 560	16,8	83,2
	2013	1 571	16,3	83,7
De 45 à 49 ans	1991	868	13,3	86,7
	1998	1 390	11,6	88,4
	2005	1 506	17,7	82,3
	2013	1 709	17,7	82,3
De 50 à 54 ans	1991	616	17,7	82,3
	1998	1 088	10,6	89,4
	2005	1 457	18,2	81,8
	2013	1 568	20,1	79,9
55 ans et plus	1991	668	13,8	86,2
	1998	624	10,6	89,4
	2005	1 168	15,8	84,2
	2013	1 711	18,2	81,8
Ensemble	1991	8 396	18,9	81,1
	1998	9 036	14,4	85,6
	2005	10 530	19,2	80,8
	2013	11 364	20,0	80,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 20,0 % des femmes salariées déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 80,0 % d'entre elles ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.8 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques	
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
Agriculture, sylviculture et pêche	249	22,4	77,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	32,0	68,0
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	15,7	84,3
Fabrication de matériels de transport	442	29,8	70,2
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	22,6	77,4
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	23,0	77,0
Construction	1 478	21,1	78,9
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	22,7	77,3
Transports et entreposage	1 322	23,2	76,8
Hébergement et restauration	814	31,4	68,6
Information et communication	677	10,3	89,7
Activités financières et d'assurance	823	17,5	82,5
Activités immobilières	255	16,4	83,6
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	15,6	84,4
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	16,5	83,5
Autres activités de services	1 612	13,7	86,3
Non renseigné	111	18,2	81,8
Ensemble	22 859	19,3	80,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 19,3 % des salariés déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 80,7 % d'entre eux ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.9 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques	
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
Fonct. pub. de l'État	2 316	12,0	88,0
Fonct. pub. territoriale	1 755	15,7	84,3
Fonct. pub. hospitalière	1 099	19,6	80,4
Marchand ou associatif	17 689	20,6	79,4
Ensemble	22 859	19,3	80,7

Lecture : en 2013, 19,3 % des salariés déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 80,7 % d'entre eux ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.10 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés auxquels leurs supérieurs hiérarchiques	
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
Fonct. pub. de l'État	1 019	11,4	88,6
Fonct. pub. territoriale	716	13,0	87,0
Fonct. pub. hospitalière	271	22,8	77,2
Marchand ou associatif	9 490	19,8	80,2
Ensemble	11 495	18,7	81,3

Lecture : en 2013, 18,7 % des hommes salariés déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 81,3 % d'entre eux ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 2.11 • Les indications données par les supérieurs hiérarchiques en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées auxquelles leurs supérieurs hiérarchiques	
		Disent comment faire le travail	Indiquent seulement l'objectif
Fonct. pub. de l'État	1 297	12,5	87,5
Fonct. pub. territoriale	1 038	17,5	82,5
Fonct. pub. hospitalière	829	18,5	81,5
Marchand ou associatif	8 200	21,6	78,4
Ensemble	11 364	20,0	80,0

Lecture : en 2013, 20,0 % des femmes salariées déclarent que leurs supérieurs hiérarchiques leur disent comment faire le travail, tandis que pour 80,0 % d'entre elles ils indiquent seulement l'objectif.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

3 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi

Tableau 3.1 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent				
		Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)	
Femmes	1991	8 396	42,9	33,4	5,3	18,4
	1998	9 036	39,1	33,3	5,4	22,2
	2005	10 530	35,8	34,4	7,3	22,4
	2013	11 364	35,6	37,2	6,0	21,3
Hommes	1991	10 406	40,8	34,9	7,5	16,7
	1998	10 481	35,6	37,7	8,7	18,0
	2005	11 720	34,7	35,5	10,2	19,5
	2013	11 495	31,2	40,1	9,1	19,6
Ensemble	1991	18 801	41,7	34,2	6,5	17,5
	1998	19 517	37,2	35,7	7,1	20,0
	2005	22 251	35,2	35,0	8,9	20,9
	2013	22 859	33,4	38,7	7,5	20,4

Lecture : en 2013, 33,4 % des salariés déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

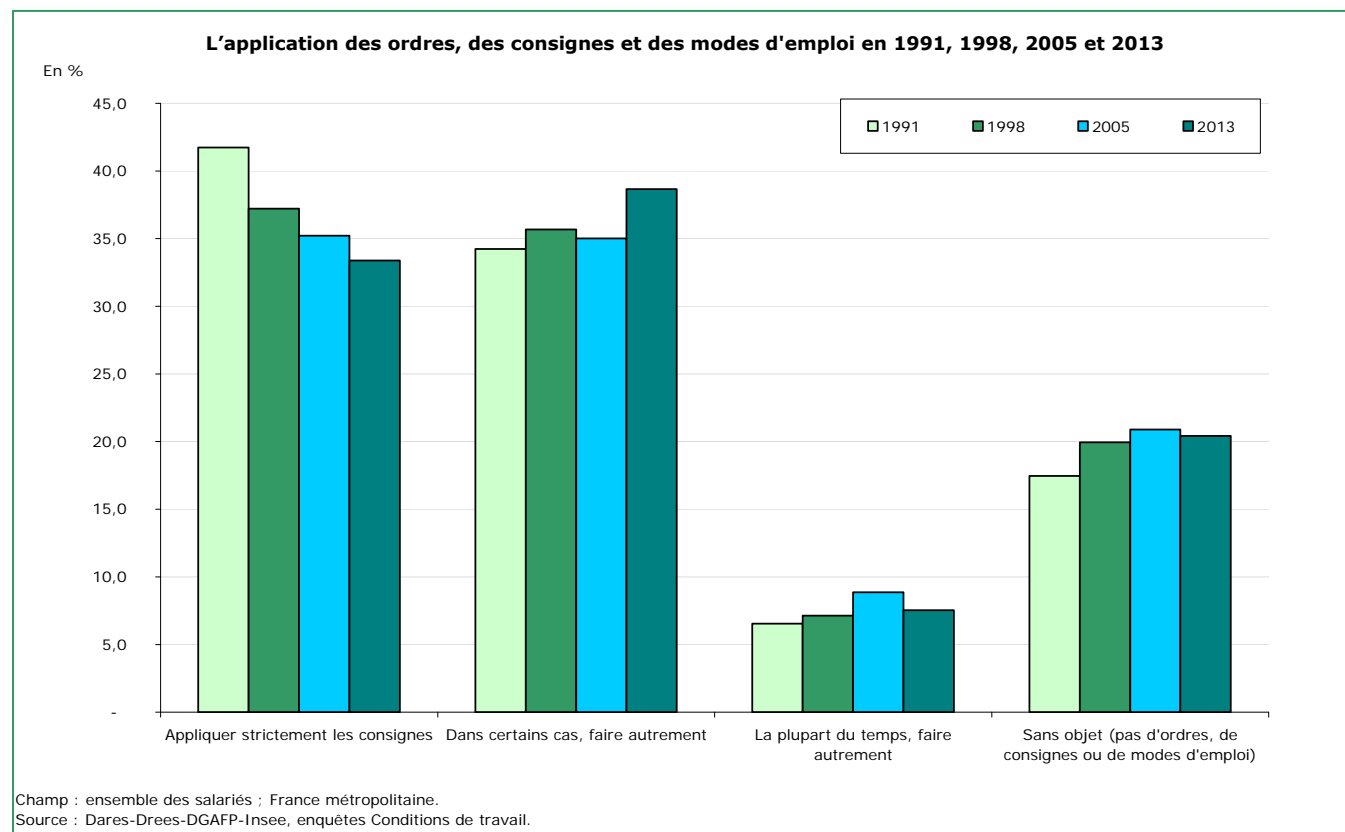


Tableau 3.2 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent				
		Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	2 121	20,5	35,0	7,5	37,0
	1998	2 582	18,1	39,3	6,7	35,8
	2005	3 327	18,8	38,3	10,3	32,7
	2013	4 417	18,4	39,4	7,1	35,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	880	23,6	32,7	6,5	37,2
	1998	1 104	19,2	38,9	5,6	36,3
	2005	1 341	19,0	37,9	8,8	34,3
	2013	1 664	21,5	34,7	7,8	36,0
36. Cadres d'entreprise	1991	1 231	18,5	36,8	8,2	36,5
	1998	1 464	17,4	39,7	7,6	35,2
	2005	1 958	18,8	38,8	11,3	31,1
	2013	2 564	16,7	43,0	6,7	33,5
4. Professions intermédiaires	1991	4 379	29,3	43,5	7,4	19,7
	1998	4 517	29,4	40,9	8,3	21,4
	2005	5 778	29,4	40,9	9,2	20,5
	2013	5 887	30,5	42,6	8,4	18,4
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 855	31,9	40,8	6,4	20,9
	1998	1 897	32,0	38,6	5,8	23,6
	2005	2 337	30,1	39,1	8,0	22,8
	2013	2 326	30,3	42,3	7,3	20,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	1 137	25,7	45,9	8,0	20,4
	1998	1 196	27,0	41,4	9,7	21,8
	2005	1 771	29,6	41,7	10,1	18,7
	2013	1 835	31,9	41,8	9,1	17,2
47. Techniciens	1991	804	26,9	45,3	7,9	20,0
	1998	842	29,4	43,1	9,6	17,9
	2005	1 068	28,0	44,8	8,3	18,8
	2013	1 159	30,7	42,4	9,2	17,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	582	31,3	45,3	8,9	14,4
	1998	582	25,8	44,1	11,5	18,7
	2005	603	28,9	38,5	13,3	19,3
	2013	560	26,4	47,6	9,7	16,2

Tableau 3.2 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent			
			Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
5. Employés	1991	6 014	46,7	31,6	5,3	16,4
	1998	6 607	42,8	31,9	5,9	19,4
	2005	7 291	38,6	32,4	7,6	21,5
	2013	7 098	38,6	36,3	6,2	19,0
51. Employés de la fonction publique	1991	2 189	53,8	29,1	5,2	11,8
	1998	2 562	49,9	32,5	5,1	12,6
	2005	2 799	44,2	34,3	8,4	13,1
	2013	2 641	44,1	36,7	5,8	13,3
54. Employés adm. d'entreprise	1991	2 017	42,3	38,7	5,7	13,2
	1998	1 969	40,6	37,1	5,6	16,6
	2005	1 763	36,7	35,1	7,1	21,1
	2013	1 525	34,2	41,8	6,7	17,2
55. Employés de commerce	1991	783	46,7	28,9	4,1	20,3
	1998	785	43,2	30,8	6,9	19,1
	2005	1 042	40,3	34,6	7,8	17,3
	2013	1 075	41,3	39,0	6,1	13,6
56. Services directs aux particuliers	1991	1 025	40,0	24,8	5,8	29,4
	1998	1 291	31,8	23,2	7,2	37,8
	2005	1 686	30,1	24,9	6,6	38,3
	2013	1 853	32,5	29,8	6,1	31,6
6. Ouvriers	1991	6 287	52,8	30,1	6,8	10,4
	1998	5 812	45,4	34,4	7,9	12,4
	2005	5 847	46,2	30,6	9,2	13,9
	2013	5 456	41,8	36,8	8,7	12,8
61. Ouvriers qualifiés	1991	4 010	48,0	33,7	7,8	10,6
	1998	3 913	41,1	36,5	8,7	13,6
	2005	3 815	41,4	32,7	10,5	15,3
	2013	3 584	39,6	37,9	9,5	13,0
66. Ouvriers non qualifiés	1991	2 047	62,9	22,2	5,1	9,7
	1998	1 655	54,9	29,1	6,5	9,6
	2005	1 810	56,8	25,6	6,8	10,9
	2013	1 616	47,8	33,4	6,8	12,0
69. Ouvriers agricoles	1991	230	45,8	37,5	3,7	13,0
	1998	244	49,0	36,0	4,2	10,8
	2005	222	41,2	36,2	7,3	15,3
	2013	252	34,6	41,9	9,3	14,3
Ensemble	1991	18 801	41,7	34,2	6,5	17,5
	1998	19 517	37,2	35,7	7,1	20,0
	2005	22 251	35,2	35,0	8,9	20,9
	2013	22 859	33,4	38,7	7,5	20,4

Lecture : en 2013, 33,4 % des salariés déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.3 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent				
		Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	1 498	20,0	33,8	7,7	38,6
	1998	1 719	17,9	39,2	7,6	35,2
	2005	2 115	17,0	38,1	10,9	34,1
	2013	2 656	17,3	39,3	7,5	35,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	508	24,6	30,6	5,7	39,1
	1998	597	18,7	39,9	6,8	34,5
	2005	700	18,4	35,8	8,8	36,9
	2013	824	21,3	29,4	10,5	38,8
36. Cadres d'entreprise	1991	989	17,7	35,4	8,7	38,2
	1998	1 119	17,5	39,0	8,0	35,5
	2005	1 406	16,4	39,3	11,8	32,4
	2013	1 714	15,3	45,0	6,2	33,5
4. Professions intermédiaires	1991	2 480	27,7	43,1	8,4	20,7
	1998	2 440	27,0	40,9	10,4	21,8
	2005	3 043	27,3	41,4	10,5	20,8
	2013	2 830	27,1	43,6	10,3	19,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	641	29,4	37,0	8,4	25,2
	1998	557	28,2	38,9	8,7	24,2
	2005	730	27,2	39,7	9,4	23,7
	2013	613	25,7	41,1	8,8	24,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	595	23,6	45,9	8,5	22,1
	1998	600	26,0	36,6	12,0	25,4
	2005	840	25,6	42,6	11,7	20,1
	2013	748	24,7	45,8	11,5	18,0
47. Techniciens	1991	705	26,9	44,4	8,3	20,4
	1998	740	27,8	43,4	9,8	19,0
	2005	938	27,5	44,3	8,7	19,4
	2013	973	30,9	41,5	9,9	17,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	539	31,1	45,8	8,7	14,4
	1998	542	25,5	44,2	11,1	19,2
	2005	535	29,8	36,7	13,2	20,2
	2013	490	25,1	47,8	10,9	16,2

Tableau 3.3 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent			
			Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
5. Employés	1991	1 416	51,4	31,8	6,6	10,3
	1998	1 584	45,8	34,6	7,5	12,1
	2005	1 736	42,4	33,0	9,7	14,9
	2013	1 658	40,6	38,3	8,3	12,8
51. Employés de la fonction publique	1991	769	59,7	27,8	5,8	6,7
	1998	934	53,4	32,6	5,6	8,3
	2005	1 018	43,3	35,1	9,6	12,0
	2013	888	44,4	36,2	8,7	10,7
54. Employés adm. d'entreprise	1991	332	40,6	40,7	7,1	11,6
	1998	299	34,4	42,4	10,0	13,3
	2005	274	35,8	38,9	7,9	17,3
	2013	216	33,8	45,6	6,3	14,3
55. Employés de commerce	1991	171	35,9	36,1	8,5	19,5
	1998	182	28,2	37,4	11,6	22,8
	2005	261	38,6	29,0	12,1	20,3
	2013	264	41,5	38,4	10,1	10,0
56. Services directs aux particuliers	1991	144	50,0	27,2	7,3	15,4
	1998	168	43,1	28,7	8,9	19,3
	2005	183	52,8	17,9	9,5	19,8
	2013	290	33,1	39,0	6,8	21,1
6. Ouvriers	1991	5 011	50,5	32,1	7,3	10,1
	1998	4 739	43,0	36,6	8,6	11,9
	2005	4 820	44,3	31,7	10,0	14,0
	2013	4 351	38,7	39,0	9,6	12,6
61. Ouvriers qualifiés	1991	3 611	46,8	34,2	8,1	10,9
	1998	3 486	39,6	37,5	9,3	13,6
	2005	3 409	40,8	33,0	11,0	15,2
	2013	3 127	36,7	39,5	10,2	13,5
66. Ouvriers non qualifiés	1991	1 215	62,8	24,4	5,5	7,3
	1998	1 065	53,9	33,1	6,8	6,1
	2005	1 255	55,0	27,1	7,6	10,3
	2013	1 032	46,6	36,3	7,4	9,7
69. Ouvriers agricoles	1991	185	44,4	39,7	3,5	12,4
	1998	187	44,4	38,8	4,8	12,1
	2005	156	35,9	39,8	6,0	18,3
	2013	187	28,5	46,4	11,5	13,6
Ensemble	1991	10 406	40,8	34,9	7,5	16,7
	1998	10 481	35,6	37,7	8,7	18,0
	2005	11 720	34,7	35,5	10,2	19,5
	2013	11 495	31,2	40,1	9,1	19,6

Lecture : en 2013, 31,2 % des hommes salariés déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.4 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent				
		Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	623	21,8	37,9	7,2	33,1
	1998	863	18,4	39,4	5,0	37,2
	2005	1 211	21,8	38,6	9,3	30,2
	2013	1 761	20,1	39,5	6,5	33,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	371	22,4	35,4	7,6	34,5
	1998	507	19,7	37,8	4,0	38,4
	2005	642	19,6	40,2	8,8	31,4
	2013	839	21,8	39,9	5,1	33,2
36. Cadres d'entreprise	1991	242	21,7	42,6	6,5	29,2
	1998	345	17,1	42,1	6,5	34,4
	2005	552	24,8	37,6	10,0	27,6
	2013	850	19,7	39,1	7,8	33,5
4. Professions intermédiaires	1991	1 898	31,4	44,1	6,1	18,4
	1998	2 077	32,3	40,9	5,8	21,0
	2005	2 735	31,8	40,4	7,8	20,1
	2013	3 057	33,7	41,8	6,7	17,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 214	33,3	42,8	5,3	18,6
	1998	1 340	33,6	38,5	4,6	23,3
	2005	1 606	31,4	38,9	7,3	22,5
	2013	1 713	32,0	42,7	6,7	18,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	542	28,1	45,9	7,4	18,6
	1998	596	28,0	46,1	7,5	18,3
	2005	931	33,2	40,8	8,6	17,4
	2013	1 087	36,9	39,1	7,4	16,6
47. Techniciennes	1991	99	-	-	-	-
	1998	102	-	-	-	-
	2005	130	31,3	48,6	5,2	14,9
	2013	186	29,6	47,6	5,6	17,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	43	-	-	-	-
	1998	40	-	-	-	-
	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-

Tableau 3.4 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent			
			Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
5. Employées	1991	4 598	45,3	31,5	5,0	18,3
	1998	5 023	41,9	31,0	5,4	21,8
	2005	5 555	37,4	32,2	6,9	23,5
	2013	5 440	37,9	35,7	5,5	20,8
51. Employées de la fonction publique	1991	1 420	50,7	29,9	4,9	14,6
	1998	1 628	47,9	32,4	4,7	15,0
	2005	1 782	44,7	33,9	7,7	13,7
	2013	1 753	43,9	37,0	4,4	14,7
54. Employées adm. d'entreprise	1991	1 685	42,7	38,3	5,5	13,5
	1998	1 670	41,8	36,2	4,8	17,2
	2005	1 489	36,8	34,4	7,0	21,8
	2013	1 309	34,3	41,2	6,8	17,7
55. Employées de commerce	1991	612	49,7	26,9	2,9	20,5
	1998	603	47,7	28,8	5,5	18,1
	2005	781	40,8	36,4	6,4	16,3
	2013	811	41,3	39,1	4,8	14,8
56. Services directs aux particuliers	1991	881	38,3	24,5	5,5	31,6
	1998	1 122	30,0	22,4	7,0	40,6
	2005	1 503	27,4	25,8	6,3	40,6
	2013	1 563	32,4	28,0	6,0	33,5
6. Ouvrières	1991	1 276	61,4	22,5	4,5	11,6
	1998	1 073	56,0	24,6	5,0	14,4
	2005	1 027	54,9	25,8	5,8	13,5
	2013	1 105	53,8	27,7	5,2	13,3
61. Ouvrières qualifiées	1991	399	58,9	29,1	4,4	7,6
	1998	427	53,8	28,3	4,3	13,6
	2005	406	47,2	30,4	6,2	16,2
	2013	456	59,1	26,7	5,0	9,2
66. Ouvrières non qualifiées	1991	832	63,1	19,0	4,6	13,3
	1998	589	56,7	21,7	5,8	15,8
	2005	555	60,7	22,2	5,0	12,1
	2013	584	49,7	28,4	5,6	16,2
69. Ouvrières agricoles	1991	45	-	-	-	-
	1998	57	-	-	-	-
	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	1991	8 396	42,9	33,4	5,3	18,4
	1998	9 036	39,1	33,3	5,4	22,2
	2005	10 530	35,8	34,4	7,3	22,4
	2013	11 364	35,6	37,2	6,0	21,3

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 35,6 % des femmes salariées déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.5 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent			
			Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
Moins de 20 ans	1991	251	72,2	21,8	2,5	3,4
	1998	216	71,4	22,8	5,2	0,6
	2005	320	62,0	29,9	1,7	6,4
	2013	257	48,2	39,9	3,1	8,8
De 20 à 24 ans	1991	1 729	51,5	34,3	4,7	9,4
	1998	1 105	50,1	35,7	6,2	8,0
	2005	1 588	45,6	36,6	6,1	11,7
	2013	1 536	41,5	44,3	4,6	9,5
De 25 à 29 ans	1991	2 957	39,6	39,9	7,0	13,6
	1998	2 793	38,7	38,4	7,9	15,0
	2005	2 632	34,6	40,9	8,9	15,6
	2013	2 578	31,9	46,5	8,3	13,3
De 30 à 34 ans	1991	2 957	39,6	39,1	6,6	14,7
	1998	2 977	34,3	39,5	7,5	18,8
	2005	3 014	33,7	37,7	9,7	19,0
	2013	2 734	32,4	42,4	7,5	17,7
De 35 à 39 ans	1991	2 941	37,1	37,1	7,5	18,3
	1998	2 989	35,7	37,2	6,9	20,2
	2005	3 133	34,1	35,8	8,8	21,3
	2013	2 934	31,4	42,3	6,6	19,7
De 40 à 44 ans	1991	2 963	41,9	31,5	6,9	19,7
	1998	2 884	36,0	36,2	6,9	20,9
	2005	3 263	33,8	34,6	9,3	22,3
	2013	3 269	33,8	38,3	9,3	18,6
De 45 à 49 ans	1991	2 030	40,3	32,9	5,8	21,0
	1998	2 860	36,9	34,2	7,2	21,7
	2005	3 103	33,8	33,8	8,9	23,4
	2013	3 243	33,2	36,2	7,7	22,8
De 50 à 54 ans	1991	1 485	44,0	27,9	6,8	21,3
	1998	2 324	34,7	32,7	6,8	25,7
	2005	2 884	36,3	32,3	9,2	22,1
	2013	3 026	32,8	33,6	8,7	24,9
55 ans et plus	1991	1 488	42,3	23,3	6,7	27,8
	1998	1 369	35,6	27,6	7,1	29,7
	2005	2 313	31,1	29,1	9,6	30,2
	2013	3 283	32,4	30,9	6,4	30,2
Ensemble	1991	18 801	41,7	34,2	6,5	17,5
	1998	19 517	37,2	35,7	7,1	20,0
	2005	22 251	35,2	35,0	8,9	20,9
	2013	22 859	33,4	38,7	7,5	20,4

Lecture : en 2013, 33,4 % des salariés déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.6 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon l'âge des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent			
			Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
Moins de 20 ans	1991	166	76,5	19,6	2,5	1,4
	1998	174	72,6	21,8	5,6	-
	2005	223	64,6	28,0	2,0	5,5
	2013	168	48,7	41,0	1,5	8,8
De 20 à 24 ans	1991	865	50,4	36,5	5,2	7,9
	1998	539	48,5	37,8	7,3	6,4
	2005	873	44,9	38,3	7,4	9,4
	2013	864	38,2	46,7	5,6	9,5
De 25 à 29 ans	1991	1 586	39,2	39,1	8,5	13,1
	1998	1 516	36,7	38,5	10,0	14,8
	2005	1 427	32,2	42,1	9,8	16,0
	2013	1 271	27,9	48,5	10,8	12,8
De 30 à 34 ans	1991	1 661	36,9	41,1	7,8	14,2
	1998	1 658	32,8	42,4	8,8	16,0
	2005	1 666	33,1	37,6	10,9	18,4
	2013	1 378	29,7	42,6	9,5	18,3
De 35 à 39 ans	1991	1 625	34,9	37,2	8,8	19,1
	1998	1 625	33,6	38,8	9,1	18,5
	2005	1 658	33,1	36,4	10,8	19,6
	2013	1 553	31,6	42,5	8,0	17,8
De 40 à 44 ans	1991	1 652	40,7	32,0	7,6	19,8
	1998	1 518	32,9	39,9	8,0	19,1
	2005	1 703	32,7	33,9	11,7	21,7
	2013	1 698	32,3	39,3	11,8	16,6
De 45 à 49 ans	1991	1 162	40,5	33,1	6,6	19,7
	1998	1 470	34,9	36,2	9,0	19,9
	2005	1 597	33,3	34,8	10,6	21,3
	2013	1 534	31,3	38,0	8,9	21,8
De 50 à 54 ans	1991	869	43,8	29,8	7,7	18,7
	1998	1 237	34,9	34,6	8,0	22,5
	2005	1 427	38,6	31,4	10,4	19,6
	2013	1 458	28,1	36,1	9,8	26,0
55 ans et plus	1991	819	43,8	24,6	7,2	24,4
	1998	745	33,9	30,5	8,2	27,4
	2005	1 146	28,8	31,3	9,9	29,9
	2013	1 572	30,8	32,1	7,7	29,5
Ensemble	1991	10 406	40,8	34,9	7,5	16,7
	1998	10 481	35,6	37,7	8,7	18,0
	2005	11 720	34,7	35,5	10,2	19,5
	2013	11 495	31,2	40,1	9,1	19,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 31,2 % des hommes salariés déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.7 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi selon l'âge des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent			
			Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
Moins de 20 ans	1991	85	-	-	-	-
	1998	41	-	-	-	-
	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	864	52,6	32,2	4,2	10,9
	1998	566	51,7	33,6	5,1	9,6
	2005	715	46,4	34,5	4,5	14,6
	2013	672	45,7	41,3	3,4	9,6
De 25 à 29 ans	1991	1 371	40,0	40,7	5,1	14,1
	1998	1 278	41,0	38,4	5,5	15,1
	2005	1 204	37,5	39,6	7,8	15,1
	2013	1 306	35,8	44,5	5,8	13,8
De 30 à 34 ans	1991	1 296	43,0	36,6	5,1	15,3
	1998	1 319	36,0	35,8	5,9	22,3
	2005	1 348	34,3	37,8	8,1	19,8
	2013	1 356	35,2	42,2	5,5	17,1
De 35 à 39 ans	1991	1 317	39,9	37,0	5,8	17,3
	1998	1 364	38,2	35,4	4,3	22,1
	2005	1 475	35,1	35,1	6,6	23,2
	2013	1 381	31,2	42,0	5,1	21,7
De 40 à 44 ans	1991	1 311	43,5	31,0	6,0	19,5
	1998	1 366	39,5	32,0	5,7	22,8
	2005	1 560	35,0	35,4	6,7	22,9
	2013	1 571	35,5	37,2	6,6	20,8
De 45 à 49 ans	1991	868	39,9	32,6	4,7	22,9
	1998	1 390	39,1	32,1	5,3	23,6
	2005	1 506	34,5	32,7	7,2	25,6
	2013	1 709	35,0	34,7	6,6	23,8
De 50 à 54 ans	1991	616	44,1	25,1	5,7	25,1
	1998	1 088	34,6	30,6	5,5	29,3
	2005	1 457	34,1	33,1	8,1	24,6
	2013	1 568	37,1	31,3	7,8	23,8
55 ans et plus	1991	668	40,3	21,8	6,0	31,9
	1998	624	37,6	24,1	5,8	32,4
	2005	1 168	33,4	27,0	9,2	30,4
	2013	1 711	33,9	29,9	5,3	30,9
Ensemble	1991	8 396	42,9	33,4	5,3	18,4
	1998	9 036	39,1	33,3	5,4	22,2
	2005	10 530	35,8	34,4	7,3	22,4
	2013	11 364	35,6	37,2	6,0	21,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 35,6 % des femmes salariées déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.8 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent			
		Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
Agriculture, sylviculture et pêche	249	34,0	35,0	12,1	18,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	43,8	33,0	9,1	14,0
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	34,5	41,6	7,9	15,9
Fabrication de matériels de transport	442	37,9	44,2	4,2	13,7
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	38,4	36,6	7,6	17,5
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	33,3	40,3	9,9	16,5
Construction	1 478	29,3	44,0	11,0	15,6
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	33,6	39,7	7,4	19,3
Transports et entreposage	1 322	40,1	39,1	6,1	14,7
Hébergement et restauration	814	42,0	33,8	5,5	18,7
Information et communication	677	16,6	39,1	14,7	29,5
Activités financières et d'assurance	823	23,1	50,0	10,0	16,9
Activités immobilières	255	23,9	39,1	8,0	28,9
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	31,9	40,0	6,5	21,6
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	34,2	39,0	6,8	20,1
Autres activités de services	1 612	29,0	25,6	5,8	39,7
Non renseigné	111	40,8	30,8	9,1	19,3
Ensemble	22 859	33,4	38,7	7,5	20,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 33,4 % des salariés déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.9 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent			
		Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
Fonct. pub. de l'État	2 316	31,2	39,4	8,3	21,1
Fonct. pub. territoriale	1 755	36,2	36,6	7,1	20,2
Fonct. pub. hospitalière	1 099	37,2	42,6	4,9	15,3
Marchand ou associatif	17 689	33,2	38,5	7,6	20,7
Ensemble	22 859	33,4	38,7	7,5	20,4

Lecture : en 2013, 33,4 % des salariés déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.10 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui déclarent			
		Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
Fonct. pub. de l'État	1 019	31,5	36,7	10,6	21,3
Fonct. pub. territoriale	716	30,4	40,0	9,0	20,6
Fonct. pub. hospitalière	271	33,8	39,6	5,1	21,5
Marchand ou associatif	9 490	31,2	40,5	9,0	19,2
Ensemble	11 495	31,2	40,1	9,1	19,6

Lecture : en 2013, 31,2 % des hommes salariés déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 3.11 • L'application des ordres, des consignes et des modes d'emploi en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui déclarent			
		Appliquer strictement les consignes	Dans certains cas, faire autrement	La plupart du temps, faire autrement	Sans objet (pas d'ordres, de consignes ou de modes d'emploi)
Fonct. pub. de l'État	1 297	31,1	41,5	6,5	20,9
Fonct. pub. territoriale	1 038	40,1	34,2	5,7	20,0
Fonct. pub. hospitalière	829	38,3	43,6	4,8	13,2
Marchand ou associatif	8 200	35,4	36,2	6,0	22,3
Ensemble	11 364	35,6	37,2	6,0	21,3

Lecture : en 2013, 35,6 % des femmes salariées déclarent appliquer strictement les consignes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

4 • Le comportement en cas d'incident

Tableau 4.1 • Le comportement en cas d'incident en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
Femmes	1991	8 396	45,0	15,3	39,7
	1998	9 036	51,9	16,4	31,7
	2005	10 530	49,8	19,1	31,2
	2013	11 364	47,7	19,0	33,4
Hommes	1991	10 406	53,6	15,2	31,2
	1998	10 481	59,2	15,6	25,2
	2005	11 720	53,8	20,6	25,6
	2013	11 495	53,9	19,4	26,7
Ensemble	1991	18 801	49,8	15,3	35,0
	1998	19 517	55,9	16,0	28,2
	2005	22 251	51,9	19,8	28,2
	2013	22 859	50,8	19,2	30,0

Lecture : en 2013, 50,8 % des salariés déclarent qu'ils règlent la plupart du temps les incidents eux-mêmes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

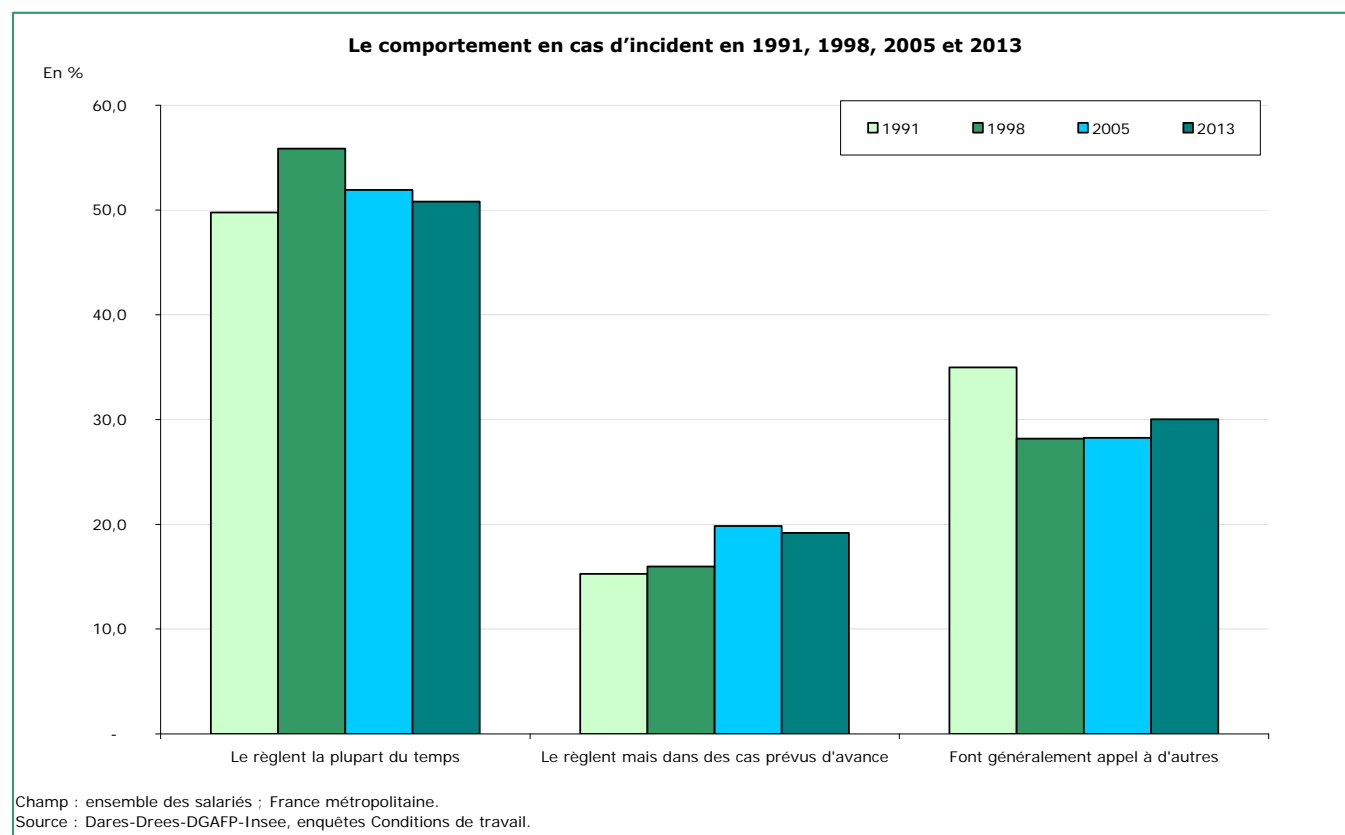


Tableau 4.2 • **Le comportement en cas d'incident selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	2 121	79,5	10,3	10,2
	1998	2 582	79,8	10,0	10,2
	2005	3 327	70,2	16,9	12,9
	2013	4 417	67,1	16,9	16,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	880	79,0	10,5	10,5
	1998	1 104	78,2	9,7	12,2
	2005	1 341	69,6	16,1	14,2
	2013	1 664	67,9	17,7	14,4
36. Cadres d'entreprise	1991	1 231	79,9	10,2	9,8
	1998	1 464	81,2	10,2	8,6
	2005	1 958	70,6	17,5	11,9
	2013	2 564	66,2	16,4	17,3
4. Professions intermédiaires	1991	4 379	63,3	16,2	20,5
	1998	4 517	63,6	18,3	18,1
	2005	5 778	58,5	21,1	20,4
	2013	5 887	55,0	20,9	24,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 855	60,1	16,2	23,7
	1998	1 897	58,6	18,7	22,7
	2005	2 337	57,3	21,0	21,7
	2013	2 326	51,0	22,9	26,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	1 137	64,6	17,0	18,3
	1998	1 196	70,3	16,8	12,8
	2005	1 771	58,3	22,1	19,6
	2013	1 835	57,9	18,4	23,7
47. Techniciens	1991	804	65,5	15,5	19,0
	1998	842	61,5	19,8	18,7
	2005	1 068	56,4	21,1	22,5
	2013	1 159	53,3	21,1	25,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	582	68,1	15,1	16,7
	1998	582	69,5	17,8	12,6
	2005	603	66,9	18,8	14,3
	2013	560	65,1	20,7	14,2

Tableau 4.2 • **Le comportement en cas d'incident selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013**

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
5. Employés	1991	6 014	42,8	16,6	40,6
	1998	6 607	50,8	17,3	31,9
	2005	7 291	46,9	20,5	32,6
	2013	7 098	44,2	19,5	36,2
51. Employés de la fonction publique	1991	2 189	37,5	16,4	46,2
	1998	2 562	44,3	19,0	36,7
	2005	2 799	39,8	22,9	37,3
	2013	2 641	38,7	21,5	39,8
54. Employés adm. d'entreprise	1991	2 017	45,3	20,9	33,9
	1998	1 969	53,6	18,4	28,0
	2005	1 763	47,4	22,1	30,5
	2013	1 525	47,6	20,7	31,6
55. Employés de commerce	1991	783	41,4	13,4	45,3
	1998	785	47,8	17,2	35,1
	2005	1 042	44,1	22,9	33,1
	2013	1 075	38,9	23,4	37,7
56. Services directs aux particuliers	1991	1 025	50,5	11,3	38,2
	1998	1 291	61,0	12,3	26,7
	2005	1 686	60,1	13,4	26,6
	2013	1 853	52,6	13,3	34,1
6. Ouvriers	1991	6 287	36,9	15,0	48,0
	1998	5 812	45,0	15,3	39,8
	2005	5 847	41,3	19,4	39,3
	2013	5 456	41,8	18,7	39,5
61. Ouvriers qualifiés	1991	4 010	42,7	16,3	41,0
	1998	3 913	49,5	16,2	34,3
	2005	3 815	47,1	20,1	32,7
	2013	3 584	44,9	19,3	35,9
66. Ouvriers non qualifiés	1991	2 047	25,2	13,0	61,8
	1998	1 655	34,6	13,0	52,4
	2005	1 810	28,5	18,1	53,4
	2013	1 616	31,5	18,1	50,5
69. Ouvriers agricoles	1991	230	41,3	10,7	48,0
	1998	244	42,8	15,3	42,0
	2005	222	44,6	17,4	38,0
	2013	252	63,9	15,3	20,8
Ensemble	1991	18 801	49,8	15,3	35,0
	1998	19 517	55,9	16,0	28,2
	2005	22 251	51,9	19,8	28,2
	2013	22 859	50,8	19,2	30,0

Lecture : en 2013, 50,8 % des salariés déclarent qu'ils règlent la plupart du temps les incidents eux-mêmes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.3 • Le comportement en cas d'incident selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	1 498	81,5	9,4	9,1
	1998	1 719	82,3	9,5	8,2
	2005	2 115	71,7	17,0	11,3
	2013	2 656	70,3	15,4	14,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	508	82,0	9,0	8,9
	1998	597	82,1	8,2	9,8
	2005	700	73,3	16,3	10,5
	2013	824	71,0	15,5	13,5
36. Cadres d'entreprise	1991	989	81,1	9,6	9,2
	1998	1 119	82,5	10,1	7,4
	2005	1 406	71,0	17,2	11,8
	2013	1 714	68,9	15,9	15,3
4. Professions intermédiaires	1991	2 480	68,7	15,7	15,6
	1998	2 440	69,7	16,6	13,7
	2005	3 043	62,9	21,0	16,2
	2013	2 830	59,2	21,1	19,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	641	70,0	16,0	14,1
	1998	557	69,4	15,5	15,1
	2005	730	65,4	21,1	13,5
	2013	613	58,7	23,3	18,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	595	68,7	17,6	13,6
	1998	600	76,6	14,3	9,0
	2005	840	64,3	21,7	14,0
	2013	748	61,6	19,7	18,7
47. Techniciens	1991	705	67,5	14,2	18,3
	1998	740	63,6	18,7	17,7
	2005	938	57,8	21,4	20,7
	2013	973	54,8	21,1	24,1
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	539	68,8	15,4	15,8
	1998	542	70,5	17,5	12,0
	2005	535	65,9	18,7	15,4
	2013	490	65,0	20,6	14,5

Tableau 4.3 • Le comportement en cas d'incident selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
5. Employés	1991	1 416	47,8	18,0	34,2
	1998	1 584	55,3	19,3	25,4
	2005	1 736	47,4	24,4	28,2
	2013	1 658	46,1	21,9	32,1
51. Employés de la fonction publique	1991	769	44,9	17,1	38,0
	1998	934	51,9	21,3	26,8
	2005	1 018	44,2	26,8	29,0
	2013	888	43,8	24,4	31,8
54. Employés adm. d'entreprise	1991	332	52,5	22,3	25,2
	1998	299	60,4	16,2	23,3
	2005	274	55,7	20,9	23,4
	2013	216	56,2	21,9	21,9
55. Employés de commerce	1991	171	53,5	16,3	30,1
	1998	182	62,6	19,3	18,1
	2005	261	47,7	25,7	26,6
	2013	264	41,6	27,7	30,7
56. Services directs aux particuliers	1991	144	45,7	14,8	39,5
	1998	168	57,6	13,2	29,2
	2005	183	52,4	14,9	32,7
	2013	290	49,4	8,5	42,0
6. Ouvriers	1991	5 011	39,5	15,9	44,6
	1998	4 739	46,8	16,0	37,1
	2005	4 820	42,6	20,5	36,9
	2013	4 351	43,7	19,8	36,5
61. Ouvriers qualifiés	1991	3 611	43,9	16,8	39,3
	1998	3 486	51,0	16,3	32,7
	2005	3 409	48,0	20,5	31,5
	2013	3 127	46,8	20,0	33,2
66. Ouvriers non qualifiés	1991	1 215	25,7	14,2	60,1
	1998	1 065	33,5	14,7	51,8
	2005	1 255	28,0	20,7	51,3
	2013	1 032	30,3	19,6	50,1
69. Ouvriers agricoles	1991	185	43,2	11,2	45,6
	1998	187	45,4	17,7	36,9
	2005	156	43,1	18,6	38,3
	2013	187	66,6	17,2	16,2
Ensemble	1991	10 406	53,6	15,2	31,2
	1998	10 481	59,2	15,6	25,2
	2005	11 720	53,8	20,6	25,6
	2013	11 495	53,9	19,4	26,7

Lecture : en 2013, 53,9 % des hommes salariés déclarent qu'ils règlent la plupart du temps les incidents eux-mêmes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.4 • Le comportement en cas d'incident selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui en cas d'incident déclarent qu'elles		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	623	74,9	12,4	12,7
	1998	863	74,8	11,1	14,1
	2005	1 211	67,5	16,8	15,6
	2013	1 761	62,3	19,0	18,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	371	75,0	12,5	12,5
	1998	507	73,6	11,4	15,0
	2005	642	65,7	16,0	18,3
	2013	839	65,0	19,8	15,2
36. Cadres d'entreprise	1991	242	75,0	12,7	12,3
	1998	345	76,9	10,6	12,5
	2005	552	69,7	18,1	12,1
	2013	850	61,0	17,6	21,5
4. Professions intermédiaires	1991	1 898	56,3	16,7	27,0
	1998	2 077	56,6	20,3	23,1
	2005	2 735	53,5	21,3	25,1
	2013	3 057	51,1	20,8	28,1
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 214	54,8	16,3	28,9
	1998	1 340	54,0	20,1	25,9
	2005	1 606	53,5	21,0	25,4
	2013	1 713	48,3	22,8	28,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	542	60,1	16,4	23,5
	1998	596	64,0	19,4	16,7
	2005	931	53,0	22,4	24,6
	2013	1 087	55,4	17,5	27,1
47. Techniciennes	1991	99	-	-	-
	1998	102	-	-	-
	2005	130	46,4	18,4	35,3
	2013	186	45,4	21,1	33,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	43	-	-	-
	1998	40	-	-	-
	2005	68	-	-	-
	2013	69	-	-	-

Tableau 4.4 • Le comportement en cas d'incident selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui en cas d'incident déclarent qu'elles		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
5. Employées	1991	4 598	41,3	16,2	42,5
	1998	5 023	49,3	16,7	34,0
	2005	5 555	46,7	19,3	34,0
	2013	5 440	43,7	18,8	37,5
51. Employées de la fonction publique	1991	1 420	33,4	15,9	50,6
	1998	1 628	40,0	17,7	42,3
	2005	1 782	37,3	20,7	42,0
	2013	1 753	36,1	20,1	43,8
54. Employées adm. d'entreprise	1991	1 685	43,8	20,6	35,6
	1998	1 670	52,4	18,8	28,8
	2005	1 489	45,8	22,4	31,8
	2013	1 309	46,2	20,6	33,2
55. Employées de commerce	1991	612	38,0	12,5	49,5
	1998	603	43,3	16,5	40,2
	2005	781	42,9	21,9	35,2
	2013	811	38,0	22,0	39,9
56. Services directs aux particuliers	1991	881	51,3	10,7	38,0
	1998	1 122	61,5	12,2	26,3
	2005	1 503	61,0	13,2	25,9
	2013	1 563	53,2	14,2	32,6
6. Ouvrières	1991	1 276	27,0	11,5	61,5
	1998	1 073	36,8	11,9	51,4
	2005	1 027	35,0	14,4	50,6
	2013	1 105	34,1	14,4	51,6
61. Ouvrières qualifiées	1991	399	31,5	12,5	56,0
	1998	427	37,4	15,1	47,5
	2005	406	40,3	17,1	42,6
	2013	456	31,5	14,0	54,5
66. Ouvrières non qualifiées	1991	832	24,5	11,2	64,4
	1998	589	36,6	10,0	53,4
	2005	555	29,6	12,4	58,1
	2013	584	33,6	15,2	51,2
69. Ouvrières agricoles	1991	45	-	-	-
	1998	57	-	-	-
	2005	66	-	-	-
	2013	65	-	-	-
Ensemble	1991	8 396	45,0	15,3	39,7
	1998	9 036	51,9	16,4	31,7
	2005	10 530	49,8	19,1	31,2
	2013	11 364	47,7	19,0	33,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 47,7 % des femmes salariées déclarent qu'elles règlent la plupart du temps les incidents elles-mêmes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.5 • **Le comportement en cas d'incident selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
Moins de 20 ans	1991	251	15,1	9,9	75,0
	1998	216	21,0	7,2	71,8
	2005	320	17,1	14,0	68,9
	2013	257	15,0	17,4	67,6
De 20 à 24 ans	1991	1 729	33,2	15,8	50,9
	1998	1 105	34,8	18,7	46,6
	2005	1 588	35,3	21,7	43,0
	2013	1 536	31,5	20,9	47,6
De 25 à 29 ans	1991	2 957	45,1	18,7	36,2
	1998	2 793	50,0	18,2	31,8
	2005	2 632	48,0	22,0	30,0
	2013	2 578	43,3	22,5	34,2
De 30 à 34 ans	1991	2 957	48,4	18,3	33,3
	1998	2 977	54,0	18,4	27,6
	2005	3 014	50,6	22,7	26,6
	2013	2 734	48,4	22,9	28,7
De 35 à 39 ans	1991	2 941	54,2	16,2	29,7
	1998	2 989	55,2	17,0	27,8
	2005	3 133	52,5	20,2	27,3
	2013	2 934	52,3	20,2	27,6
De 40 à 44 ans	1991	2 963	54,3	13,8	31,9
	1998	2 884	59,2	15,6	25,1
	2005	3 263	54,0	19,6	26,4
	2013	3 269	52,6	18,9	28,5
De 45 à 49 ans	1991	2 030	56,6	13,4	30,0
	1998	2 860	62,3	14,3	23,3
	2005	3 103	54,5	20,1	25,3
	2013	3 243	54,6	19,3	26,1
De 50 à 54 ans	1991	1 485	54,9	11,7	33,4
	1998	2 324	62,8	12,9	24,3
	2005	2 884	56,5	17,4	26,1
	2013	3 026	56,3	16,4	27,2
55 ans et plus	1991	1 488	54,5	10,1	35,3
	1998	1 369	63,2	12,4	24,4
	2005	2 313	61,2	15,7	23,1
	2013	3 283	58,6	14,6	26,9
Ensemble	1991	18 801	49,8	15,3	35,0
	1998	19 517	55,9	16,0	28,2
	2005	22 251	51,9	19,8	28,2
	2013	22 859	50,8	19,2	30,0

Lecture : en 2013, 50,8 % des salariés déclarent qu'ils règlent la plupart du temps les incidents eux-mêmes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.6 • **Le comportement en cas d'incident selon l'âge des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
Moins de 20 ans	1991	166	15,7	8,5	75,7
	1998	174	20,1	7,3	72,6
	2005	223	14,7	15,0	70,3
	2013	168	13,5	15,1	71,4
De 20 à 24 ans	1991	865	35,2	15,3	49,5
	1998	539	33,0	19,4	47,5
	2005	873	34,6	23,8	41,6
	2013	864	34,6	23,7	41,7
De 25 à 29 ans	1991	1 586	48,7	17,6	33,6
	1998	1 516	54,4	17,5	28,0
	2005	1 427	50,7	21,8	27,4
	2013	1 271	49,5	21,4	29,0
De 30 à 34 ans	1991	1 661	52,8	19,0	28,3
	1998	1 658	56,4	17,3	26,3
	2005	1 666	51,9	23,6	24,5
	2013	1 378	52,9	23,3	23,8
De 35 à 39 ans	1991	1 625	58,4	15,9	25,7
	1998	1 625	60,1	17,4	22,5
	2005	1 658	55,2	20,8	24,0
	2013	1 553	54,6	20,3	25,1
De 40 à 44 ans	1991	1 652	58,3	14,7	27,0
	1998	1 518	64,4	14,7	20,9
	2005	1 703	57,2	20,3	22,6
	2013	1 698	53,2	20,2	26,5
De 45 à 49 ans	1991	1 162	59,5	13,8	26,8
	1998	1 470	66,5	14,8	18,7
	2005	1 597	56,2	21,1	22,6
	2013	1 534	57,3	20,2	22,5
De 50 à 54 ans	1991	869	57,7	11,6	30,7
	1998	1 237	65,0	12,8	22,2
	2005	1 427	59,2	17,9	22,9
	2013	1 458	61,6	15,8	22,6
55 ans et plus	1991	819	60,1	10,1	29,8
	1998	745	67,3	11,0	21,6
	2005	1 146	65,6	15,8	18,6
	2013	1 572	62,9	13,1	24,0
Ensemble	1991	10 406	53,6	15,2	31,2
	1998	10 481	59,2	15,6	25,2
	2005	11 720	53,8	20,6	25,6
	2013	11 495	53,9	19,4	26,7

Lecture : en 2013, 53,9 % des hommes salariés déclarent qu'ils règlent la plupart du temps les incidents eux-mêmes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.7 • **Le comportement en cas d'incident selon l'âge des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013**
En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui en cas d'incident déclarent qu'elles		
			Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
Moins de 20 ans	1991	85	-	-	-
	1998	41	-	-	-
	2005	97	-	-	-
	2013	88	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	864	31,3	16,4	52,4
	1998	566	36,4	17,9	45,6
	2005	715	36,1	19,1	44,8
	2013	672	27,5	17,4	55,2
De 25 à 29 ans	1991	1 371	40,9	19,9	39,2
	1998	1 278	44,8	19,0	36,2
	2005	1 204	44,8	22,3	32,9
	2013	1 306	37,3	23,5	39,3
De 30 à 34 ans	1991	1 296	42,7	17,4	39,9
	1998	1 319	51,0	19,8	29,2
	2005	1 348	49,1	21,6	29,3
	2013	1 356	43,9	22,5	33,6
De 35 à 39 ans	1991	1 317	49,0	16,5	34,5
	1998	1 364	49,4	16,5	34,1
	2005	1 475	49,4	19,5	31,1
	2013	1 381	49,7	20,0	30,3
De 40 à 44 ans	1991	1 311	49,3	12,5	38,1
	1998	1 366	53,5	16,7	29,8
	2005	1 560	50,6	18,8	30,5
	2013	1 571	52,0	17,4	30,6
De 45 à 49 ans	1991	868	52,8	12,9	34,3
	1998	1 390	57,9	13,8	28,2
	2005	1 506	52,8	19,1	28,2
	2013	1 709	52,1	18,6	29,3
De 50 à 54 ans	1991	616	50,9	11,9	37,3
	1998	1 088	60,4	13,0	26,6
	2005	1 457	54,0	16,8	29,2
	2013	1 568	51,4	17,0	31,6
55 ans et plus	1991	668	47,6	10,2	42,2
	1998	624	58,3	14,0	27,7
	2005	1 168	56,7	15,7	27,6
	2013	1 711	54,6	15,9	29,5
Ensemble	1991	8 396	45,0	15,3	39,7
	1998	9 036	51,9	16,4	31,7
	2005	10 530	49,8	19,1	31,2
	2013	11 364	47,7	19,0	33,4

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 47,7 % des femmes salariées déclarent qu'elles règlent la plupart du temps les incidents elles-mêmes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.8 • **Le comportement en cas d'incident en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
		Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
Agriculture, sylviculture et pêche	249	64,2	18,1	17,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	42,1	19,8	38,1
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	55,7	14,3	30,0
Fabrication de matériels de transport	442	42,6	26,2	31,1
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	49,8	19,5	30,7
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	41,2	24,7	34,2
Construction	1 478	48,6	17,9	33,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	50,6	19,6	29,8
Transports et entreposage	1 322	46,5	20,6	32,8
Hébergement et restauration	814	47,9	13,8	38,3
Information et communication	677	57,6	22,7	19,7
Activités financières et d'assurance	823	56,3	19,7	24,0
Activités immobilières	255	61,3	19,6	19,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	53,6	17,9	28,5
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	48,3	20,6	31,2
Autres activités de services	1 612	64,5	13,0	22,6
Non renseigné	111	53,8	14,4	31,7
Ensemble	22 859	50,8	19,2	30,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 50,8 % des salariés déclarent qu'ils règlent la plupart du temps les incidents eux-mêmes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.9 • **Le comportement en cas d'incident en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
		Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
Fonct. pub. de l'État	2 316	57,1	19,2	23,7
Fonct. pub. territoriale	1 755	48,7	20,8	30,5
Fonct. pub. hospitalière	1 099	38,4	22,5	39,2
Marchand ou associatif	17 689	51,0	18,8	30,2
Ensemble	22 859	50,8	19,2	30,0

Lecture : en 2013, 50,8 % des salariés déclarent qu'ils règlent la plupart du temps les incidents eux-mêmes.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.10 • **Le comportement en cas d'incident en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui en cas d'incident déclarent qu'ils		
		Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
Fonct. pub. de l'État	1 019	59,9	20,6	19,6
Fonct. pub. territoriale	716	53,6	20,3	26,1
Fonct. pub. hospitalière	271	47,8	23,3	28,8
Marchand ou associatif	9 490	53,5	19,1	27,4
Ensemble	11 495	53,9	19,4	26,7

Lecture : en 2013, 53,9 % des hommes salariés déclarent qu'ils règlent la plupart du temps les incidents eux-mêmes.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 4.11 • **Le comportement en cas d'incident en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui en cas d'incident déclarent qu'elles		
		Le règlent la plupart du temps	Le règlent mais dans des cas prévus d'avance	Font généralement appel à d'autres
Fonct. pub. de l'État	1 297	54,9	18,1	27,0
Fonct. pub. territoriale	1 038	45,4	21,1	33,5
Fonct. pub. hospitalière	829	35,3	22,2	42,5
Marchand ou associatif	8 200	48,0	18,5	33,5
Ensemble	11 364	47,7	19,0	33,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 47,7 % des femmes salariées déclarent qu'elles règlent la plupart du temps les incidents elles-mêmes.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

5 • La possibilité de faire varier les délais fixés

Tableau 5.1 • La possibilité de faire varier les délais fixés en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
Femmes	1991	8 396	29,9	37,4	32,7
	1998	9 036	29,9	32,4	37,7
	2005	10 530	30,6	30,6	38,7
	2013	11 364	27,4	36,4	36,2
Hommes	1991	10 406	39,8	36,6	23,6
	1998	10 481	40,9	33,9	25,3
	2005	11 720	42,5	32,5	25,0
	2013	11 495	41,6	36,2	22,2
Ensemble	1991	18 801	35,4	37,0	27,7
	1998	19 517	35,8	33,2	31,0
	2005	22 251	36,9	31,6	31,5
	2013	22 859	34,5	36,3	29,1

Lecture : en 2013, 34,5 % des salariés peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

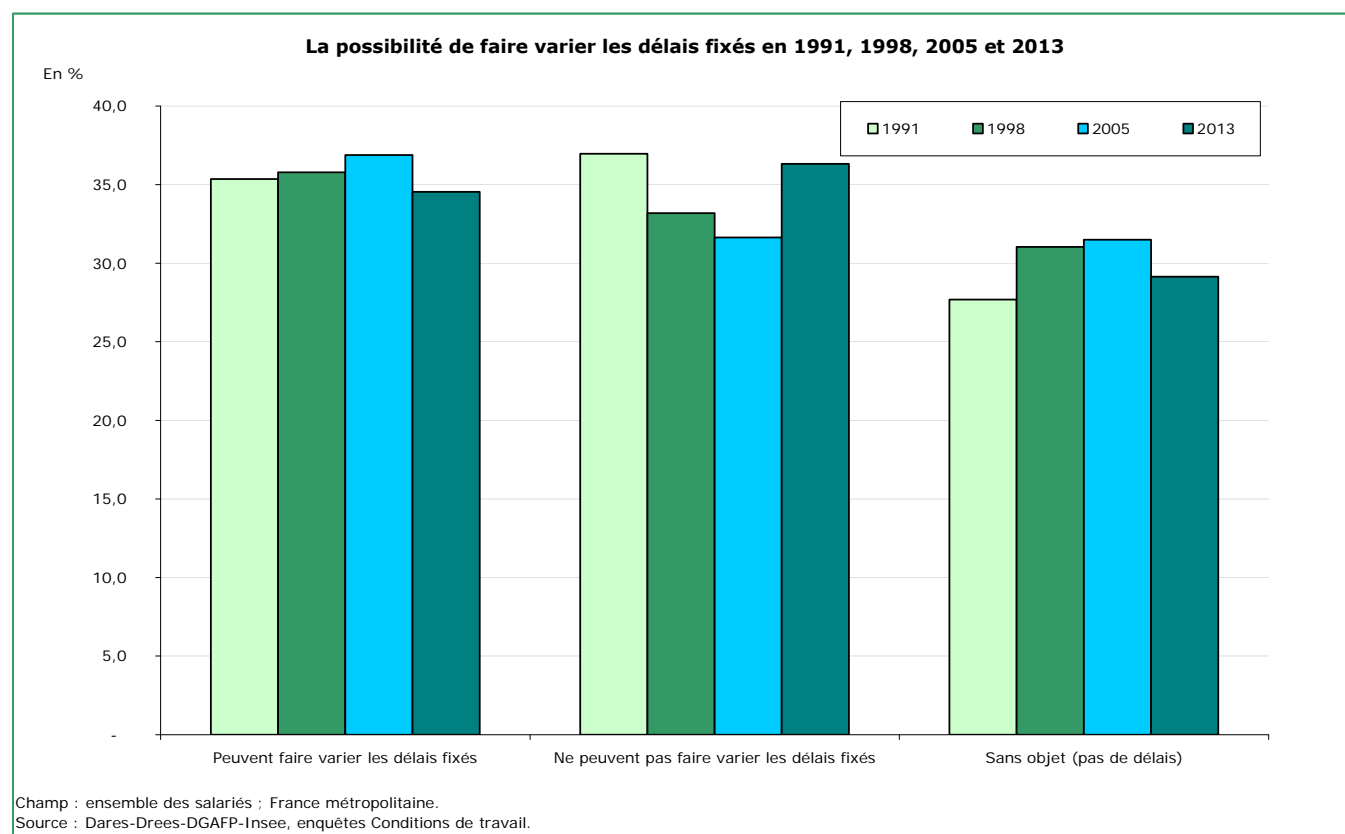


Tableau 5.2 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	2 121	51,2	25,0	23,8
	1998	2 582	50,4	23,7	26,0
	2005	3 327	49,0	25,0	26,0
	2013	4 417	53,1	30,2	16,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	880	37,4	28,5	34,1
	1998	1 104	36,5	27,2	36,3
	2005	1 341	38,4	24,5	37,1
	2013	1 664	39,8	33,5	26,6
36. Cadres d'entreprise	1991	1 231	61,2	22,7	16,1
	1998	1 464	61,0	21,2	17,8
	2005	1 958	56,4	25,3	18,2
	2013	2 564	61,8	29,0	9,2
4. Professions intermédiaires	1991	4 379	46,4	26,8	26,8
	1998	4 517	42,8	26,5	30,7
	2005	5 778	43,1	27,7	29,2
	2013	5 887	40,4	34,6	25,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 855	33,5	28,4	38,1
	1998	1 897	30,5	25,6	43,9
	2005	2 337	30,7	25,7	43,6
	2013	2 326	31,1	31,6	37,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	1 137	52,9	24,8	22,3
	1998	1 196	46,3	25,6	28,0
	2005	1 771	45,9	29,4	24,7
	2013	1 835	39,1	40,5	20,4
47. Techniciens	1991	804	60,0	24,2	15,8
	1998	842	58,1	27,6	14,3
	2005	1 068	60,1	27,1	12,8
	2013	1 159	54,9	32,6	12,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	582	56,3	29,3	14,4
	1998	582	53,8	29,4	16,7
	2005	603	53,2	31,4	15,4
	2013	560	53,6	31,7	14,7

Tableau 5.2 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui			
		Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)	
5. Employés	1991	6 014	27,5	36,3	36,2
	1998	6 607	26,9	31,6	41,5
	2005	7 291	28,0	29,1	43,0
	2013	7 098	21,5	33,6	44,8
51. Employés de la fonction publique	1991	2 189	24,3	38,6	37,1
	1998	2 562	25,8	34,1	40,1
	2005	2 799	29,9	29,3	40,8
	2013	2 641	21,9	33,5	44,5
54. Employés adm. d'entreprise	1991	2 017	40,2	34,7	25,1
	1998	1 969	39,5	32,3	28,2
	2005	1 763	36,8	34,4	28,8
	2013	1 525	31,5	40,5	28,0
55. Employés de commerce	1991	783	16,2	37,9	45,9
	1998	785	17,8	28,2	54,0
	2005	1 042	25,2	27,2	47,6
	2013	1 075	20,8	35,9	43,2
56. Services directs aux particuliers	1991	1 025	17,9	33,3	48,8
	1998	1 291	15,5	27,6	56,8
	2005	1 686	17,3	24,2	58,5
	2013	1 853	13,3	26,6	60,1
6. Ouvriers	1991	6 287	29,8	48,7	21,5
	1998	5 812	33,9	44,4	21,7
	2005	5 847	34,8	42,6	22,6
	2013	5 456	30,3	46,5	23,2
61. Ouvriers qualifiés	1991	4 010	33,9	47,6	18,5
	1998	3 913	37,7	43,9	18,4
	2005	3 815	38,3	41,6	20,0
	2013	3 584	32,5	46,6	20,8
66. Ouvriers non qualifiés	1991	2 047	22,1	52,8	25,0
	1998	1 655	26,2	48,1	25,7
	2005	1 810	28,7	45,8	25,5
	2013	1 616	26,5	48,5	24,9
69. Ouvriers agricoles	1991	230	27,0	30,4	42,5
	1998	244	24,6	28,7	46,7
	2005	222	25,2	32,2	42,6
	2013	252	21,2	31,4	47,4
Ensemble	1991	18 801	35,4	37,0	27,7
	1998	19 517	35,8	33,2	31,0
	2005	22 251	36,9	31,6	31,5
	2013	22 859	34,5	36,3	29,1

Lecture : en 2013, 34,5 % des salariés peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.3 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	1 498	55,0	22,1	23,0
	1998	1 719	53,2	22,1	24,7
	2005	2 115	54,2	21,9	23,9
	2013	2 656	58,5	27,4	14,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	508	38,1	25,8	36,0
	1998	597	38,3	25,4	36,3
	2005	700	42,3	22,1	35,6
	2013	824	43,8	31,1	25,2
36. Cadres d'entreprise	1991	989	63,6	20,1	16,2
	1998	1 119	61,3	20,3	18,4
	2005	1 406	60,1	21,8	18,1
	2013	1 714	65,6	26,3	8,0
4. Professions intermédiaires	1991	2 480	52,8	24,9	22,4
	1998	2 440	49,7	25,4	24,8
	2005	3 043	49,6	28,2	22,2
	2013	2 830	48,3	33,0	18,7
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	641	37,9	25,8	36,3
	1998	557	33,8	23,4	42,8
	2005	730	36,2	26,0	37,9
	2013	613	35,4	31,7	32,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	595	55,5	21,0	23,4
	1998	600	48,6	22,1	29,3
	2005	840	46,5	30,2	23,3
	2013	748	44,4	36,8	18,9
47. Techniciens	1991	705	59,9	24,1	15,9
	1998	740	58,9	27,1	14,0
	2005	938	60,5	26,5	13,0
	2013	973	55,8	32,7	11,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	539	58,0	29,0	13,0
	1998	542	54,9	29,0	16,2
	2005	535	53,9	31,0	15,1
	2013	490	55,3	29,9	14,8

Tableau 5.3 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui			
		Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)	
5. Employés	1991	1 416	26,8	37,9	35,3
	1998	1 584	27,7	34,5	37,8
	2005	1 736	31,6	30,1	38,3
	2013	1 658	25,0	33,8	41,2
51. Employés de la fonction publique	1991	769	24,6	38,0	37,4
	1998	934	25,3	36,2	38,6
	2005	1 018	32,4	28,2	39,3
	2013	888	22,8	31,2	46,0
54. Employés adm. d'entreprise	1991	332	39,0	33,5	27,5
	1998	299	43,7	31,9	24,4
	2005	274	41,5	33,8	24,7
	2013	216	36,9	38,6	24,6
55. Employés de commerce	1991	171	24,3	31,5	44,1
	1998	182	26,4	21,4	52,2
	2005	261	28,9	26,9	44,2
	2013	264	27,0	36,1	36,9
56. Services directs aux particuliers	1991	144	13,2	55,5	31,3
	1998	168	14,6	43,8	41,6
	2005	183	16,3	39,2	44,4
	2013	290	20,9	36,2	42,8
6. Ouvriers	1991	5 011	32,5	46,4	21,1
	1998	4 739	36,2	42,3	21,5
	2005	4 820	36,7	40,8	22,5
	2013	4 351	33,6	44,3	22,1
61. Ouvriers qualifiés	1991	3 611	35,0	46,3	18,6
	1998	3 486	39,3	42,1	18,5
	2005	3 409	39,2	40,5	20,3
	2013	3 127	34,8	44,9	20,2
66. Ouvriers non qualifiés	1991	1 215	25,2	49,4	25,4
	1998	1 065	27,6	45,6	26,8
	2005	1 255	31,8	42,8	25,4
	2013	1 032	31,4	45,1	23,5
69. Ouvriers agricoles	1991	185	30,4	27,2	42,3
	1998	187	27,2	25,8	47,0
	2005	156	21,8	32,5	45,7
	2013	187	24,3	29,5	46,3
Ensemble	1991	10 406	39,8	36,6	23,6
	1998	10 481	40,9	33,9	25,3
	2005	11 720	42,5	32,5	25,0
	2013	11 495	41,6	36,2	22,2

Lecture : en 2013, 41,6 % des hommes salariés peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.4 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui		
			Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1991	623	42,0	32,1	25,9
	1998	863	44,7	26,8	28,5
	2005	1 211	40,0	30,3	29,7
	2013	1 761	45,0	34,4	20,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1991	371	36,3	32,1	31,5
	1998	507	34,4	29,2	36,4
	2005	642	34,1	27,2	38,7
	2013	839	35,9	36,0	28,1
36. Cadres d'entreprise	1991	242	51,2	33,3	15,5
	1998	345	60,2	23,8	16,0
	2005	552	47,1	34,3	18,6
	2013	850	54,2	34,3	11,5
4. Professions intermédiaires	1991	1 898	38,1	29,4	32,5
	1998	2 077	34,7	27,7	37,6
	2005	2 735	35,9	27,1	37,0
	2013	3 057	33,2	36,0	30,8
41. P.I. enseignement, santé, public	1991	1 214	31,1	29,8	39,1
	1998	1 340	29,1	26,5	44,4
	2005	1 606	28,2	25,5	46,3
	2013	1 713	29,6	31,5	38,9
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1991	542	50,1	28,9	21,0
	1998	596	44,0	29,2	26,7
	2005	931	45,4	28,6	26,0
	2013	1 087	35,5	43,0	21,4
47. Techniciennes	1991	99	-	-	-
	1998	102	-	-	-
	2005	130	57,6	31,3	11,1
	2013	186	49,8	32,5	17,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	1991	43	-	-	-
	1998	40	-	-	-
	2005	68	-	-	-
	2013	69	-	-	-

Tableau 5.4 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

SUITE

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui		
			Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
5. Employées	1991	4 598	27,7	35,8	36,5
	1998	5 023	26,7	30,7	42,6
	2005	5 555	26,8	28,7	44,4
	2013	5 440	20,5	33,6	45,9
51. Employées de la fonction publique	1991	1 420	24,1	38,9	37,0
	1998	1 628	26,0	32,9	41,0
	2005	1 782	28,4	30,0	41,6
	2013	1 753	21,5	34,7	43,8
54. Employées adm. d'entreprise	1991	1 685	40,4	35,0	24,6
	1998	1 670	38,8	32,4	28,9
	2005	1 489	35,9	34,5	29,6
	2013	1 309	30,6	40,8	28,6
55. Employées de commerce	1991	612	13,9	39,7	46,4
	1998	603	15,2	30,3	54,5
	2005	781	24,0	27,3	48,7
	2013	811	18,8	35,9	45,3
56. Services directs aux particuliers	1991	881	18,7	29,7	51,7
	1998	1 122	15,7	25,2	59,1
	2005	1 503	17,5	22,3	60,2
	2013	1 563	11,8	24,9	63,3
6. Ouvrières	1991	1 276	19,5	57,7	22,8
	1998	1 073	23,7	54,0	22,4
	2005	1 027	26,1	50,8	23,1
	2013	1 105	17,0	55,2	27,8
61. Ouvrières qualifiées	1991	399	23,9	59,1	17,0
	1998	427	24,5	58,0	17,4
	2005	406	30,9	51,7	17,4
	2013	456	16,5	58,4	25,1
66. Ouvrières non qualifiées	1991	832	17,7	57,8	24,5
	1998	589	23,8	52,6	23,6
	2005	555	21,7	52,5	25,8
	2013	584	17,9	54,6	27,5
69. Ouvrières agricoles	1991	45	-	-	-
	1998	57	-	-	-
	2005	66	-	-	-
	2013	65	-	-	-
Ensemble	1991	8 396	29,9	37,4	32,7
	1998	9 036	29,9	32,4	37,7
	2005	10 530	30,6	30,6	38,7
	2013	11 364	27,4	36,4	36,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 27,4 % des femmes salariées peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.5 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
Moins de 20 ans	1991	251	17,6	49,7	32,7
	1998	216	14,8	50,7	34,5
	2005	320	22,3	32,0	45,7
	2013	257	31,7	36,8	31,5
De 20 à 24 ans	1991	1 729	28,5	42,7	28,9
	1998	1 105	29,9	38,2	32,0
	2005	1 588	32,2	36,0	31,8
	2013	1 536	34,3	36,2	29,5
De 25 à 29 ans	1991	2 957	35,4	38,7	25,8
	1998	2 793	37,5	32,6	29,9
	2005	2 632	39,6	32,2	28,2
	2013	2 578	36,0	36,8	27,2
De 30 à 34 ans	1991	2 957	38,0	37,2	24,8
	1998	2 977	39,5	31,6	29,0
	2005	3 014	40,9	30,2	28,9
	2013	2 734	38,9	36,6	24,5
De 35 à 39 ans	1991	2 941	37,5	34,8	27,7
	1998	2 989	35,2	34,0	30,8
	2005	3 133	38,2	31,3	30,5
	2013	2 934	34,7	36,7	28,6
De 40 à 44 ans	1991	2 963	37,7	35,5	26,8
	1998	2 884	36,8	33,5	29,7
	2005	3 263	38,6	30,5	31,0
	2013	3 269	35,1	37,9	27,0
De 45 à 49 ans	1991	2 030	34,4	36,2	29,4
	1998	2 860	36,1	31,3	32,6
	2005	3 103	36,1	31,2	32,7
	2013	3 243	34,6	37,0	28,5
De 50 à 54 ans	1991	1 485	34,9	35,9	29,2
	1998	2 324	35,4	32,3	32,3
	2005	2 884	35,3	33,4	31,3
	2013	3 026	32,1	36,5	31,4
55 ans et plus	1991	1 488	33,6	33,6	32,8
	1998	1 369	31,4	34,1	34,5
	2005	2 313	32,5	30,3	37,2
	2013	3 283	31,5	32,9	35,5
Ensemble	1991	18 801	35,4	37,0	27,7
	1998	19 517	35,8	33,2	31,0
	2005	22 251	36,9	31,6	31,5
	2013	22 859	34,5	36,3	29,1

Lecture : en 2013, 34,5 % des salariés peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.6 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon l'âge des HOMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
			Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
Moins de 20 ans	1991	166	20,9	49,0	30,1
	1998	174	16,9	51,4	31,8
	2005	223	24,8	31,7	43,6
	2013	168	37,0	33,1	29,9
De 20 à 24 ans	1991	865	31,2	44,2	24,7
	1998	539	31,9	42,3	25,8
	2005	873	35,0	38,8	26,1
	2013	864	40,9	35,4	23,7
De 25 à 29 ans	1991	1 586	39,7	38,6	21,6
	1998	1 516	40,7	35,3	24,0
	2005	1 427	44,7	34,4	21,0
	2013	1 271	42,5	36,5	21,0
De 30 à 34 ans	1991	1 661	41,6	36,5	21,9
	1998	1 658	44,0	32,9	23,0
	2005	1 666	44,5	32,8	22,7
	2013	1 378	46,1	36,9	17,0
De 35 à 39 ans	1991	1 625	42,6	34,3	23,1
	1998	1 625	41,3	34,1	24,6
	2005	1 658	44,1	31,5	24,4
	2013	1 553	37,1	39,5	23,4
De 40 à 44 ans	1991	1 652	41,0	35,5	23,6
	1998	1 518	42,5	32,5	24,9
	2005	1 703	46,3	29,7	24,0
	2013	1 698	41,8	38,6	19,6
De 45 à 49 ans	1991	1 162	40,3	35,2	24,5
	1998	1 470	43,1	31,0	25,9
	2005	1 597	41,3	32,5	26,1
	2013	1 534	44,6	34,6	20,8
De 50 à 54 ans	1991	869	41,2	36,3	22,5
	1998	1 237	41,4	31,9	26,8
	2005	1 427	42,6	32,7	24,7
	2013	1 458	39,0	35,6	25,4
55 ans et plus	1991	819	38,7	31,6	29,7
	1998	745	36,6	33,9	29,4
	2005	1 146	39,5	30,7	29,8
	2013	1 572	41,7	32,4	25,9
Ensemble	1991	10 406	39,8	36,6	23,6
	1998	10 481	40,9	33,9	25,3
	2005	11 720	42,5	32,5	25,0
	2013	11 495	41,6	36,2	22,2

Lecture : en 2013, 41,6 % des hommes salariés peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.7 • La possibilité de faire varier les délais fixés selon l'âge des FEMMES en 1991, 1998, 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui		
			Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
Moins de 20 ans	1991	85	-	-	-
	1998	41	-	-	-
	2005	97	-	-	-
	2013	88	-	-	-
De 20 à 24 ans	1991	864	25,7	41,2	33,1
	1998	566	27,9	34,3	37,8
	2005	715	28,8	32,5	38,7
	2013	672	25,9	37,2	36,9
De 25 à 29 ans	1991	1 371	30,5	38,8	30,7
	1998	1 278	33,7	29,3	37,0
	2005	1 204	33,7	29,6	36,7
	2013	1 306	29,8	37,0	33,2
De 30 à 34 ans	1991	1 296	33,4	38,1	28,5
	1998	1 319	33,7	29,8	36,5
	2005	1 348	36,5	26,9	36,6
	2013	1 356	31,6	36,2	32,2
De 35 à 39 ans	1991	1 317	31,2	35,3	33,4
	1998	1 364	28,0	33,9	38,1
	2005	1 475	31,6	31,1	37,3
	2013	1 381	32,0	33,6	34,4
De 40 à 44 ans	1991	1 311	33,6	35,6	30,8
	1998	1 366	30,5	34,5	35,0
	2005	1 560	30,1	31,3	38,6
	2013	1 571	27,9	37,2	34,9
De 45 à 49 ans	1991	868	26,6	37,5	36,0
	1998	1 390	28,7	31,6	39,6
	2005	1 506	30,6	29,7	39,7
	2013	1 709	25,4	39,1	35,4
De 50 à 54 ans	1991	616	25,9	35,3	38,8
	1998	1 088	28,5	32,9	38,6
	2005	1 457	28,1	34,2	37,7
	2013	1 568	25,7	37,4	36,9
55 ans et plus	1991	668	27,3	36,0	36,7
	1998	624	25,2	34,4	40,4
	2005	1 168	25,6	30,0	44,4
	2013	1 711	22,2	33,4	44,4
Ensemble	1991	8 396	29,9	37,4	32,7
	1998	9 036	29,9	32,4	37,7
	2005	10 530	30,6	30,6	38,7
	2013	11 364	27,4	36,4	36,2

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 27,4 % des femmes salariées peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.8 • **La possibilité de faire varier les délais fixés en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
		Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
Agriculture, sylviculture et pêche	249	28,7	28,7	42,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	28,9	47,1	24,0
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	51,8	39,4	8,7
Fabrication de matériels de transport	442	40,5	51,9	7,6
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	43,1	40,3	16,6
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	50,9	30,5	18,6
Construction	1 478	44,3	38,9	16,8
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	33,9	32,7	33,4
Transports et entreposage	1 322	32,9	46,6	20,5
Hébergement et restauration	814	21,5	45,2	33,4
Information et communication	677	51,3	36,6	12,2
Activités financières et d'assurance	823	43,5	42,6	14,0
Activités immobilières	255	40,7	27,2	32,0
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	41,3	40,6	18,1
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	29,2	33,6	37,2
Autres activités de services	1 612	18,7	21,9	59,5
Non renseigné	111	29,5	40,5	30,0
Ensemble	22 859	34,5	36,3	29,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 34,5 % des salariés peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.9 • **La possibilité de faire varier les délais fixés en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
		Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
Fonct. pub. de l'État	2 316	32,2	34,1	33,7
Fonct. pub. territoriale	1 755	30,3	31,6	38,1
Fonct. pub. hospitalière	1 099	31,0	30,6	38,4
Marchand ou associatif	17 689	35,5	37,4	27,1
Ensemble	22 859	34,5	36,3	29,1

Lecture : en 2013, 34,5 % des salariés peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.10 • **La possibilité de faire varier les délais fixés en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui		
		Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
Fonct. pub. de l'État	1 019	36,2	32,3	31,5
Fonct. pub. territoriale	716	36,8	29,6	33,6
Fonct. pub. hospitalière	271	35,0	30,1	34,9
Marchand ou associatif	9 490	42,8	37,3	19,9
Ensemble	11 495	41,6	36,2	22,2

Lecture : en 2013, 41,6 % des hommes salariés peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 5.11 • **La possibilité de faire varier les délais fixés en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui		
		Peuvent faire varier les délais fixés	Ne peuvent pas faire varier les délais fixés	Sans objet (pas de délais)
Fonct. pub. de l'État	1 297	29,1	35,5	35,4
Fonct. pub. territoriale	1 038	25,8	33,0	41,2
Fonct. pub. hospitalière	829	29,7	30,7	39,6
Marchand ou associatif	8 200	27,0	37,6	35,4
Ensemble	11 364	27,4	36,4	36,2

Lecture : en 2013, 27,4 % des femmes salariées peuvent faire varier les délais fixés.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

6 • La possibilité d'organiser son travail

Tableau 6.1 • La possibilité d'organiser son travail en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concer- né(e)s
Femmes	11 364	5,1	13,6	50,6	29,6	1,1
Hommes	11 495	5,2	12,6	50,6	30,8	0,7
Ensemble	22 859	5,2	13,1	50,6	30,2	0,9

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

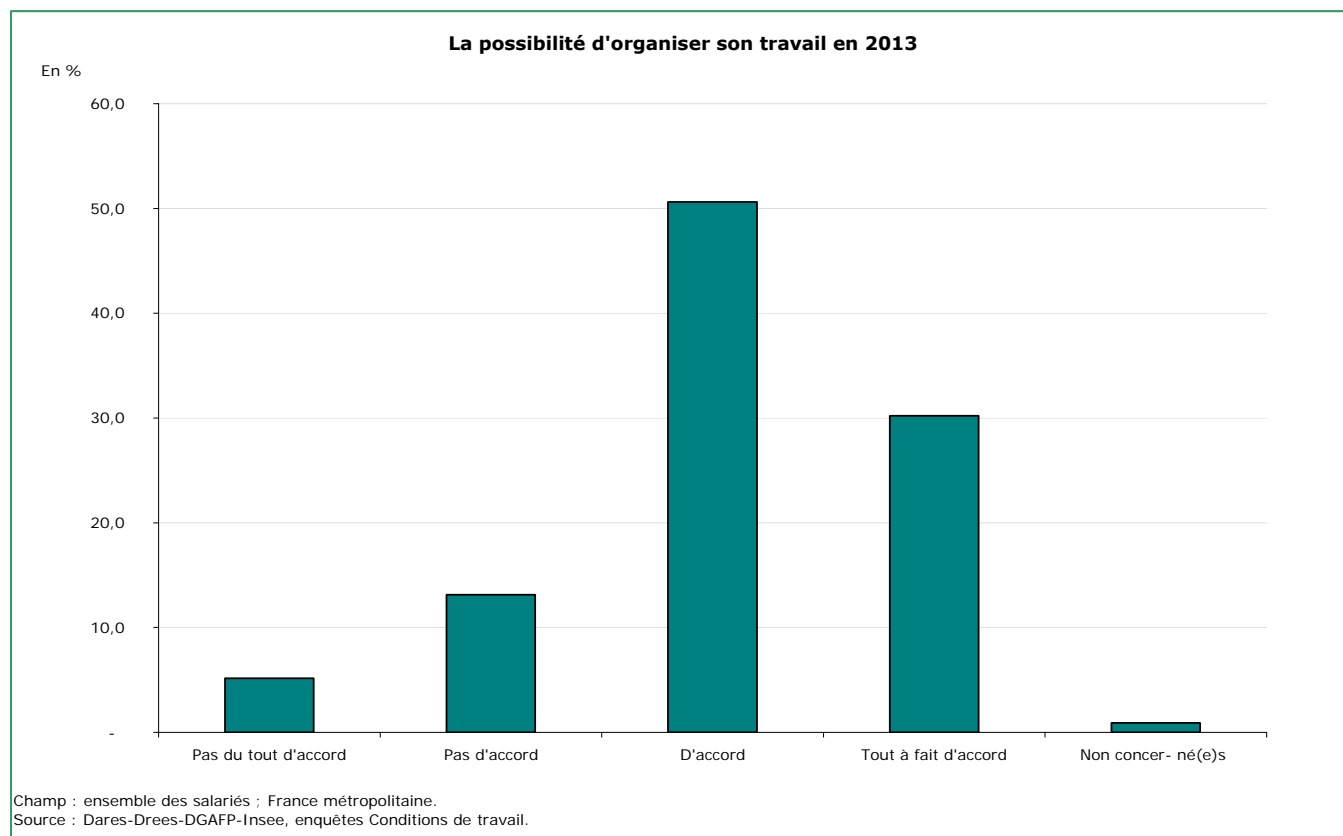


Tableau 6.2 • La possibilité d'organiser son travail selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(s)
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	2,2	8,2	48,3	40,9	0,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	2,3	10,6	51,3	35,0	0,7
36. Cadres d'entreprise	2 564	2,1	6,9	46,9	43,9	0,2
4. Professions intermédiaires	5 887	3,0	15,0	52,2	29,3	0,5
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	3,2	16,3	53,7	26,1	0,7
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	2,5	15,8	49,8	31,8	0,1
47. Techniciens	1 159	3,6	13,5	51,6	30,1	1,2
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	2,7	9,6	54,8	32,9	-
5. Employés	7 098	6,6	13,7	50,0	28,3	1,4
51. Employés de la fonction publique	2 641	8,2	16,7	51,9	21,7	1,6
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	3,3	11,9	45,4	39,0	0,4
55. Employés de commerce	1 075	11,5	17,3	50,6	19,9	0,7
56. Services directs aux particuliers	1 853	4,3	8,5	51,0	33,8	2,3
6. Ouvriers	5 456	7,8	14,5	51,6	25,1	1,0
61. Ouvriers qualifiés	3 584	7,4	14,8	51,7	25,2	0,9
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	8,8	14,0	52,6	23,2	1,3
69. Ouvriers agricoles	252	6,6	13,6	45,0	34,8	-
Ensemble	22 859	5,2	13,1	50,6	30,2	0,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.3 • La possibilité d'organiser son travail selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(s)
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	1,6	7,1	47,8	43,0	0,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	2,3	9,1	50,0	37,6	1,0
36. Cadres d'entreprise	1 714	1,2	6,5	47,3	44,8	0,3
4. Professions intermédiaires	2 830	2,8	12,5	52,5	31,4	0,7
41. P.I. enseignement, santé, public	613	2,1	15,8	53,1	27,9	1,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	2,4	10,3	50,5	36,8	-
47. Techniciens	973	3,8	13,7	51,0	30,0	1,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	2,6	9,4	57,7	30,4	-
5. Employés	1 658	8,6	16,6	50,6	23,4	0,8
51. Employés de la fonction publique	888	10,9	19,0	48,8	20,2	1,1
54. Employés adm. d'entreprise	216	4,6	17,1	41,3	37,0	-
55. Employés de commerce	264	5,9	17,9	55,7	20,5	-
56. Services directs aux particuliers	290	6,9	7,6	58,3	25,8	1,3
6. Ouvriers	4 351	7,6	14,6	51,2	25,8	0,8
61. Ouvriers qualifiés	3 127	7,2	14,2	51,5	26,3	0,8
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	8,8	15,9	51,9	22,3	1,1
69. Ouvriers agricoles	187	7,8	12,6	41,8	37,8	-
Ensemble	11 495	5,2	12,6	50,6	30,8	0,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,8 % des hommes salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.4 • **La possibilité d'organiser son travail selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	3,1	9,7	49,1	37,7	0,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	2,4	12,2	52,6	32,4	0,4
36. Cadres d'entreprise	850	4,0	7,6	46,2	42,1	0,1
4. Professions intermédiaires	3 057	3,2	17,2	51,9	27,3	0,4
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	3,7	16,5	53,9	25,4	0,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	2,5	19,6	49,3	28,3	0,2
47. Techniciennes	186	2,5	12,7	54,3	30,5	-
48. Contremaitres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-	-
5. Employées	5 440	6,0	12,8	49,9	29,8	1,5
51. Employées de la fonction publique	1 753	6,8	15,5	53,4	22,5	1,8
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	3,1	11,0	46,0	39,4	0,5
55. Employées de commerce	811	13,3	17,2	48,9	19,7	1,0
56. Services directs aux particuliers	1 563	3,8	8,7	49,7	35,3	2,5
6. Ouvrières	1 105	8,6	14,3	53,5	22,0	1,6
61. Ouvrières qualifiées	456	8,9	18,6	52,9	17,8	1,8
66. Ouvrières non qualifiées	584	8,9	10,5	53,9	24,9	1,7
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-	-
Ensemble	11 364	5,1	13,6	50,6	29,6	1,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 29,6 % des femmes salariées se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.5 • La possibilité d'organiser son travail selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013 En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Moins de 20 ans	257	11,7	8,8	54,4	24,2	0,8
De 20 à 24 ans	1 536	6,2	16,4	46,2	30,1	1,1
De 25 à 29 ans	2 578	5,1	16,0	49,1	28,8	1,0
De 30 à 34 ans	2 734	5,2	13,3	48,4	32,5	0,6
De 35 à 39 ans	2 934	5,5	13,7	50,2	29,7	0,9
De 40 à 44 ans	3 269	4,8	14,5	49,8	30,5	0,4
De 45 à 49 ans	3 243	5,4	12,1	53,8	27,8	0,9
De 50 à 54 ans	3 026	4,8	12,1	52,0	30,3	0,8
55 ans et plus	3 283	4,3	9,6	52,1	32,5	1,6
Ensemble	22 859	5,2	13,1	50,6	30,2	0,9

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.6 • La possibilité d'organiser son travail selon l'âge des HOMMES en 2013 En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Moins de 20 ans	168	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	6,1	15,5	45,5	31,1	1,8
De 25 à 29 ans	1 271	5,0	14,3	49,2	30,9	0,6
De 30 à 34 ans	1 378	6,4	11,5	48,5	32,9	0,7
De 35 à 39 ans	1 553	6,0	12,9	51,3	29,6	0,2
De 40 à 44 ans	1 698	4,5	17,1	50,8	27,3	0,4
De 45 à 49 ans	1 534	5,3	12,6	53,1	27,8	1,2
De 50 à 54 ans	1 458	4,3	10,5	51,7	33,0	0,5
55 ans et plus	1 572	4,1	8,2	51,2	35,7	0,9
Ensemble	11 495	5,2	12,6	50,6	30,8	0,7

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,8 % des hommes salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.7 • La possibilité d'organiser son travail selon l'âge des FEMMES en 2013 En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	6,4	17,6	47,1	28,7	0,2
De 25 à 29 ans	1 306	5,2	17,7	49,0	26,8	1,3
De 30 à 34 ans	1 356	3,8	15,2	48,3	32,2	0,4
De 35 à 39 ans	1 381	5,0	14,6	49,0	29,7	1,7
De 40 à 44 ans	1 571	5,1	11,7	48,8	33,9	0,5
De 45 à 49 ans	1 709	5,6	11,6	54,4	27,9	0,5
De 50 à 54 ans	1 568	5,2	13,6	52,3	27,8	1,1
55 ans et plus	1 711	4,4	10,8	52,9	29,6	2,3
Ensemble	11 364	5,1	13,6	50,6	29,6	1,1

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 29,6 % des femmes salariées se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.8 • La possibilité d'organiser son travail en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Agriculture, sylviculture et pêche	249	6,8	10,8	49,7	32,7	-
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	9,9	14,7	49,4	25,0	1,0
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	4,3	10,7	46,8	37,3	1,0
Fabrication de matériels de transport	442	5,0	14,4	52,1	27,6	0,8
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	4,5	12,9	51,1	31,3	0,2
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	4,3	9,6	54,0	30,4	1,8
Construction	1 478	4,0	13,0	53,8	29,0	0,3
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	6,6	12,6	49,8	30,5	0,5
Transports et entreposage	1 322	9,0	17,8	45,2	26,8	1,2
Hébergement et restauration	814	6,8	10,7	49,0	32,1	1,5
Information et communication	677	2,0	11,7	53,1	33,1	0,1
Activités financières et d'assurance	823	4,6	14,7	50,7	29,8	0,2
Activités immobilières	255	3,0	11,9	50,0	32,7	2,4
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	4,8	11,8	46,8	35,7	1,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	4,9	14,5	52,6	27,0	1,0
Autres activités de services	1 612	3,2	8,9	46,7	38,9	2,3
Non renseigné	111	1,4	13,4	64,4	20,3	0,5
Ensemble	22 859	5,2	13,1	50,6	30,2	0,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « Je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.9 • **La possibilité d'organiser son travail en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	2 316	4,1	12,0	52,1	30,5	1,4
Fonct. pub. territoriale	1 755	5,0	10,5	54,3	29,3	0,9
Fonct. pub. hospitalière	1 099	5,7	19,8	51,2	22,4	1,0
Marchand ou associatif	17 689	5,3	13,1	50,0	30,8	0,8
Ensemble	22 859	5,2	13,1	50,6	30,2	0,9

Lecture : en 2013, 30,2 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.10 • **La possibilité d'organiser son travail en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	1 019	4,6	12,0	51,1	31,4	0,9
Fonct. pub. territoriale	716	4,4	10,7	51,7	32,1	1,0
Fonct. pub. hospitalière	271	5,3	21,4	51,4	21,5	0,4
Marchand ou associatif	9 490	5,4	12,6	50,4	30,9	0,7
Ensemble	11 495	5,2	12,6	50,6	30,8	0,7

Lecture : en 2013, 30,8 % des hommes salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 6.11 • **La possibilité d'organiser son travail en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"Je peux organiser mon travail de la façon qui me convient le mieux", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	1 297	3,7	12,0	52,8	29,9	1,7
Fonct. pub. territoriale	1 038	5,3	10,3	56,1	27,4	0,9
Fonct. pub. hospitalière	829	5,8	19,3	51,1	22,6	1,2
Marchand ou associatif	8 200	5,2	13,7	49,6	30,5	1,0
Ensemble	11 364	5,1	13,6	50,6	29,6	1,1

Lecture : en 2013, 29,6 % des femmes salariées se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « je peux organiser mon travail de la manière qui me convient le mieux ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

II – MONOTONIE ET ENNUI

7 • La monotonie des tâches

Tableau 7.1 • La monotonie des tâches en 2005 et 2013

En %

Sexe		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés dont le travail implique des tâches monotones			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	2005	10 530	5,9	9,5	32,3	52,3
	2013	11 364	8,3	13,7	33,3	44,7
Hommes	2005	11 720	5,4	9,4	34,9	50,3
	2013	11 495	6,7	12,8	36,6	44,0
Ensemble	2005	22 251	5,6	9,5	33,7	51,2
	2013	22 859	7,5	13,2	34,9	44,3

Lecture : en 2013, 7,5 % des salariés déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

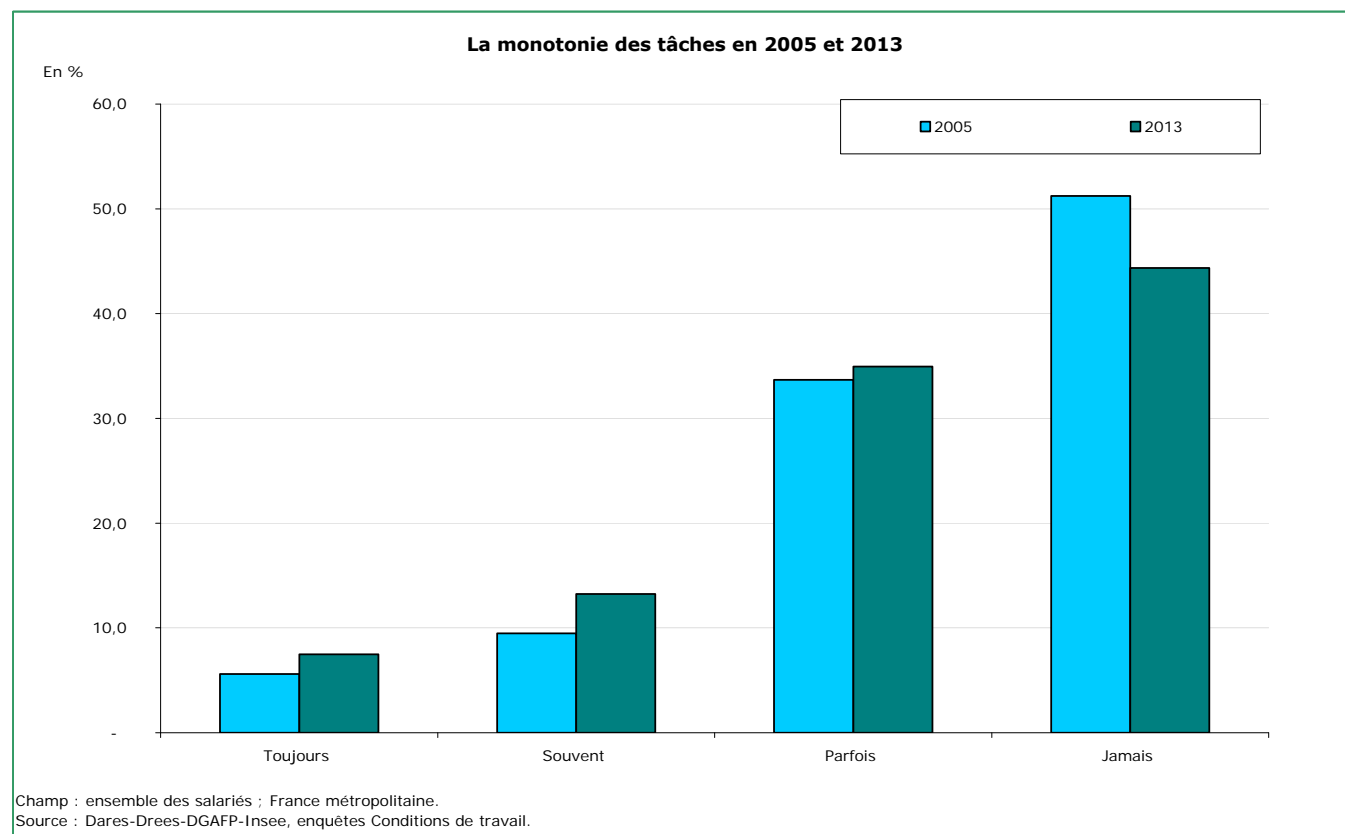


Tableau 7.2 • La monotonie des tâches selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés dont le travail implique des tâches monotones				
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	0,6	4,0	34,8	60,6
	2013	4 417	1,2	6,2	35,1	57,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	0,9	4,5	31,7	63,0
	2013	1 664	1,0	7,2	32,6	59,3
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	0,4	3,7	37,3	58,6
	2013	2 564	1,4	5,5	37,2	55,8
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	1,9	7,5	33,4	57,1
	2013	5 887	2,6	9,4	37,2	50,7
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	1,3	5,6	27,9	65,3
	2013	2 326	1,7	8,3	33,6	56,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	2,7	10,1	36,7	50,5
	2013	1 835	4,5	10,5	38,7	46,3
47. Techniciens	2005	1 068	1,8	7,3	40,1	50,8
	2013	1 159	1,9	11,0	39,8	47,3
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	603	2,6	7,5	33,5	56,4
	2013	560	2,3	7,1	42,4	48,3
5. Employés	2005	7 291	6,8	11,2	34,5	47,6
	2013	7 098	10,1	16,5	33,7	39,7
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	6,3	11,8	32,9	49,0
	2013	2 641	10,0	16,3	32,2	41,5
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	4,4	11,3	41,7	42,6
	2013	1 525	5,5	13,0	42,0	39,5
55. Employés de commerce	2005	1 042	9,6	10,4	38,8	41,2
	2013	1 075	13,0	19,2	34,2	33,6
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	8,3	10,4	26,9	54,4
	2013	1 853	12,1	18,0	28,8	41,1
6. Ouvriers	2005	5 847	10,7	12,5	32,3	44,6
	2013	5 456	14,2	18,9	34,1	32,8
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	7,5	11,1	33,3	48,0
	2013	3 584	10,8	17,6	36,0	35,6
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	17,5	15,5	29,0	38,0
	2013	1 616	21,0	22,5	30,3	26,1
69. Ouvriers agricoles	2005	222	8,9	11,1	40,8	39,3
	2013	252	18,4	14,9	30,5	36,2
Ensemble	2005	22 251	5,6	9,5	33,7	51,2
	2013	22 859	7,5	13,2	34,9	44,3

Lecture : en 2013, 7,5 % des salariés déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.3 • La monotonie des tâches selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés dont le travail implique des tâches monotones			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	0,3	3,3	35,4	61,0
	2013	2 656	1,3	4,9	35,1	58,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	0,5	3,8	33,4	62,3
	2013	824	0,6	5,5	33,0	61,0
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	0,2	3,1	36,5	60,2
	2013	1 714	1,7	4,5	36,9	57,0
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	2,2	7,6	35,5	54,7
	2013	2 830	1,9	9,0	39,6	49,5
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	1,4	6,6	31,5	60,6
	2013	613	1,1	8,6	35,5	54,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	3,4	10,0	34,3	52,3
	2013	748	2,9	8,3	39,8	49,0
47. Techniciens	2005	938	1,7	6,7	40,5	51,1
	2013	973	1,6	10,7	39,7	47,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	535	2,1	6,9	34,1	57,0
	2013	490	1,9	7,2	44,1	46,8
5. Employés	2005	1 736	6,4	13,9	38,5	41,2
	2013	1 658	9,6	18,0	35,9	36,5
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	5,5	15,7	35,5	43,2
	2013	888	9,5	17,0	33,2	40,2
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	6,4	15,5	50,0	28,1
	2013	216	8,8	13,9	49,0	28,3
55. Employés de commerce	2005	261	9,8	8,2	38,4	43,7
	2013	264	12,6	18,4	37,3	31,7
56. Services directs aux particuliers	2005	183	6,9	9,4	37,9	45,8
	2013	290	7,7	24,0	32,9	35,5
6. Ouvriers	2005	4 820	9,2	11,7	33,1	46,0
	2013	4 351	11,7	18,1	35,9	34,4
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	6,9	10,7	33,3	49,1
	2013	3 127	9,7	17,8	36,1	36,3
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	16,0	14,5	31,6	37,9
	2013	1 032	15,9	20,0	35,6	28,4
69. Ouvriers agricoles	2005	156	5,5	10,3	40,9	43,3
	2013	187	20,8	11,2	32,5	35,5
Ensemble	2005	11 720	5,4	9,4	34,9	50,3
	2013	11 495	6,7	12,8	36,6	44,0

Lecture : en 2013, 6,7 % des hommes salariés déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAPP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.4 • La monotonie des tâches selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées dont le travail implique des tâches monotones				
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	1,0	5,3	33,8	59,9
	2013	1 761	1,1	8,0	35,0	55,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	1,2	5,4	29,7	63,7
	2013	839	1,4	8,8	32,2	57,6
36. Cadres d'entreprise	2005	552	0,8	5,3	39,3	54,6
	2013	850	0,8	7,6	38,0	53,5
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	1,7	7,3	31,2	59,8
	2013	3 057	3,3	9,8	35,1	51,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	1,2	5,1	26,3	67,4
	2013	1 713	1,9	8,3	32,9	57,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	2,2	10,1	38,9	48,8
	2013	1 087	5,6	12,0	38,0	44,4
47. Techniciennes	2005	130	2,3	11,3	37,6	48,8
	2013	186	3,1	12,6	40,5	43,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	68	-	-	-	-
	2013	69	-	-	-	-
5. Employées	2005	5 555	6,9	10,3	33,2	49,6
	2013	5 440	10,2	16,0	33,1	40,7
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	6,7	9,6	31,3	52,3
	2013	1 753	10,2	15,9	31,7	42,1
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	4,0	10,5	40,2	45,3
	2013	1 309	4,9	12,9	40,8	41,4
55. Employées de commerce	2005	781	9,5	11,2	39,0	40,3
	2013	811	13,1	19,5	33,2	34,2
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	8,5	10,5	25,6	55,4
	2013	1 563	12,9	16,9	28,0	42,2
6. Ouvrières	2005	1 027	17,5	16,0	28,4	38,1
	2013	1 105	24,3	22,2	27,0	26,5
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	12,8	14,4	33,8	39,0
	2013	456	18,7	15,7	35,1	30,6
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	21,0	17,6	23,0	38,3
	2013	584	30,0	26,9	21,0	22,1
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-	-	-
	2013	65	-	-	-	-
Ensemble	2005	10 530	5,9	9,5	32,3	52,3
	2013	11 364	8,3	13,7	33,3	44,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 8,3 % des femmes salariées déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.5 • La monotonie des tâches selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés dont le travail implique des tâches monotones			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2005	320	11,0	6,4	38,4	44,2
	2013	257	10,7	18,6	34,4	36,3
De 20 à 24 ans	2005	1 588	7,6	13,8	37,4	41,2
	2013	1 536	12,7	20,0	39,1	28,2
De 25 à 29 ans	2005	2 632	5,1	10,2	38,5	46,3
	2013	2 578	7,7	16,5	39,5	36,4
De 30 à 34 ans	2005	3 014	5,4	10,3	37,6	46,7
	2013	2 734	7,4	15,1	37,4	40,1
De 35 à 39 ans	2005	3 133	4,8	10,3	34,7	50,1
	2013	2 934	6,7	13,2	39,1	41,0
De 40 à 44 ans	2005	3 263	5,7	9,2	32,6	52,5
	2013	3 269	7,6	11,6	35,3	45,6
De 45 à 49 ans	2005	3 103	5,9	7,6	31,3	55,2
	2013	3 243	6,0	13,1	32,1	48,8
De 50 à 54 ans	2005	2 884	5,4	8,1	30,0	56,5
	2013	3 026	7,5	11,4	31,5	49,6
55 ans et plus	2005	2 313	5,2	8,4	27,9	58,5
	2013	3 283	6,7	9,0	29,5	54,8
Ensemble	2005	22 251	5,6	9,5	33,7	51,2
	2013	22 859	7,5	13,2	34,9	44,3

Lecture : en 2013, 7,5 % des salariés déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.6 • La monotonie des tâches selon l'âge des HOMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés dont le travail implique des tâches monotones			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2005	223	9,5	4,5	39,8	46,2
	2013	168	7,5	17,6	37,5	37,4
De 20 à 24 ans	2005	873	6,9	14,3	39,4	39,4
	2013	864	11,7	18,9	41,4	28,0
De 25 à 29 ans	2005	1 427	5,7	11,1	39,6	43,6
	2013	1 271	7,0	16,4	42,3	34,3
De 30 à 34 ans	2005	1 666	5,4	10,1	40,5	44,0
	2013	1 378	7,1	15,2	39,5	38,1
De 35 à 39 ans	2005	1 658	4,6	11,5	35,3	48,5
	2013	1 553	6,8	14,1	40,8	38,2
De 40 à 44 ans	2005	1 703	6,3	9,3	32,6	51,8
	2013	1 698	6,7	12,1	35,5	45,7
De 45 à 49 ans	2005	1 597	5,2	6,7	31,3	56,7
	2013	1 534	5,5	11,9	33,4	49,3
De 50 à 54 ans	2005	1 427	4,9	7,9	30,6	56,6
	2013	1 458	5,5	8,9	31,2	54,5
55 ans et plus	2005	1 146	3,4	6,5	29,9	60,2
	2013	1 572	5,2	7,6	31,6	55,6
Ensemble	2005	11 720	5,4	9,4	34,9	50,3
	2013	11 495	6,7	12,8	36,6	44,0

Lecture : en 2013, 6,7 % des hommes salariés déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.7 • La monotonie des tâches selon l'âge des FEMMES en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées dont le travail implique des tâches monotones			
			Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	2005	97	-	-	-	-
	2013	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	8,5	13,2	34,9	43,5
	2013	672	13,9	21,5	36,1	28,4
De 25 à 29 ans	2005	1 204	4,4	9,1	37,2	49,4
	2013	1 306	8,2	16,5	36,8	38,4
De 30 à 34 ans	2005	1 348	5,4	10,5	34,1	50,0
	2013	1 356	7,7	15,1	35,2	42,0
De 35 à 39 ans	2005	1 475	5,1	8,9	34,1	51,9
	2013	1 381	6,6	12,1	37,1	44,1
De 40 à 44 ans	2005	1 560	5,0	9,2	32,5	53,3
	2013	1 571	8,5	11,0	35,0	45,5
De 45 à 49 ans	2005	1 506	6,6	8,6	31,3	53,5
	2013	1 709	6,4	14,3	30,9	48,4
De 50 à 54 ans	2005	1 457	5,9	8,4	29,3	56,4
	2013	1 568	9,4	13,8	31,8	45,0
55 ans et plus	2005	1 168	7,0	10,2	25,9	56,9
	2013	1 711	8,1	10,3	27,5	54,1
Ensemble	2005	10 530	5,9	9,5	32,3	52,3
	2013	11 364	8,3	13,7	33,3	44,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 8,3 % des femmes salariées déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.8 • La monotonie des tâches en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés dont le travail implique des tâches monotones			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	249	10,7	13,3	35,2	40,8
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	12,6	16,7	38,2	32,5
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	10,3	7,2	39,4	43,2
Fabrication de matériels de transport	442	12,4	14,7	35,8	37,1
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	7,9	12,1	37,5	42,5
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	7,3	12,0	35,7	45,1
Construction	1 478	4,5	13,1	41,0	41,4
Commerce et réparation auto, moto.	2 798	7,8	15,7	35,4	41,1
Transports et entreposage	1 322	11,5	16,5	32,5	39,4
Hébergement et restauration	814	13,6	19,1	32,7	34,6
Information et communication	677	4,6	7,7	37,7	50,0
Activités financières et d'assurance	823	4,3	8,9	44,0	42,7
Activités immobilières	255	9,8	14,3	38,3	37,6
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	9,2	12,9	34,0	44,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	5,2	12,7	32,9	49,2
Autres activités de services	1 612	8,8	12,3	28,9	50,0
Non renseigné	111	7,2	10,9	40,2	41,7
Ensemble	22 859	7,5	13,2	34,9	44,3

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 7,5 % des salariés déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.9 • **La monotonie des tâches en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés dont le travail implique des tâches monotones			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 316	2,7	11,3	33,6	52,4
Fonct. pub. territoriale	1 755	6,4	11,2	34,9	47,4
Fonct. pub. hospitalière	1 099	5,1	13,5	36,4	45,0
Marchand ou associatif	17 689	8,3	13,7	35,0	42,9
Ensemble	22 859	7,5	13,2	34,9	44,3

Lecture : en 2013, 7,5 % des salariés déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.10 • **La monotonie des tâches en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés dont le travail implique des tâches monotones			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 019	2,3	12,0	35,5	50,3
Fonct. pub. territoriale	716	6,7	11,0	37,3	44,9
Fonct. pub. hospitalière	271	4,8	11,1	37,1	47,0
Marchand ou associatif	9 490	7,2	13,0	36,6	43,2
Ensemble	11 495	6,7	12,8	36,6	44,0

Lecture : en 2013, 6,7 % des hommes salariés déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 7.11 • **La monotonie des tâches en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées dont le travail implique des tâches monotones			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 297	3,1	10,8	32,1	54,0
Fonct. pub. territoriale	1 038	6,2	11,4	33,3	49,1
Fonct. pub. hospitalière	829	5,2	14,2	36,1	44,4
Marchand ou associatif	8 200	9,7	14,4	33,2	42,7
Ensemble	11 364	8,3	13,7	33,3	44,7

Lecture : en 2013, 8,3 % des femmes salariées déclarent que leur travail implique toujours des tâches monotones.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

8 • L'ennui au travail

Tableau 8.1 • L'ennui au travail en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	11 364	2,2	7,0	30,8	60,0
Hommes	11 495	2,4	8,3	36,2	53,1
Ensemble	22 859	2,3	7,7	33,5	56,5

Lecture : en 2013, 2,3 % des salariés déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

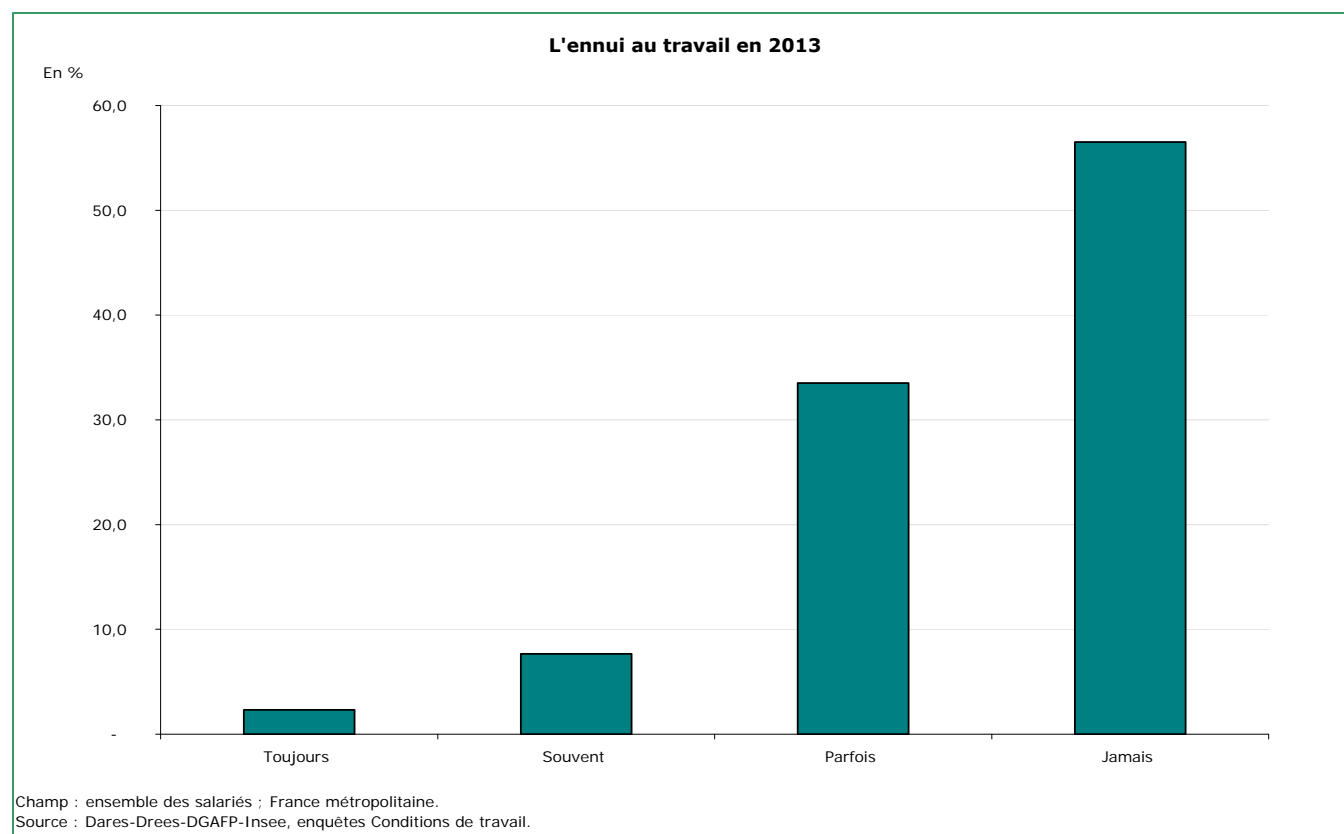


Tableau 8.2 • L'ennui au travail selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	0,5	5,5	32,9	61,1
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	0,5	5,5	31,5	62,5
36. Cadres d'entreprise	2 564	0,5	5,8	34,4	59,4
4. Professions intermédiaires	5 887	1,6	6,7	33,2	58,6
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	1,0	4,7	29,3	65,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	1,4	8,6	35,3	54,7
47. Techniciens	1 159	2,2	7,3	38,0	52,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	3,2	7,5	32,3	57,0
5. Employés	7 098	2,9	8,4	32,1	56,6
51. Employés de la fonction publique	2 641	2,3	8,2	28,0	61,4
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	2,2	8,1	34,8	54,9
55. Employés de commerce	1 075	5,3	13,9	37,7	43,1
56. Services directs aux particuliers	1 853	2,9	5,7	32,3	59,1
6. Ouvriers	5 456	3,8	9,5	36,3	50,3
61. Ouvriers qualifiés	3 584	3,3	8,8	37,5	50,5
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	5,2	11,6	34,6	48,7
69. Ouvriers agricoles	252	3,3	7,2	30,4	59,1
Ensemble	22 859	2,3	7,7	33,5	56,5

Lecture : en 2013, 2,3 % des salariés déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.3 • L'ennui au travail selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	0,4	5,1	35,0	59,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	0,5	4,2	34,9	60,4
36. Cadres d'entreprise	1 714	0,4	5,8	36,1	57,7
4. Professions intermédiaires	2 830	1,9	7,5	35,9	54,6
41. P.I. enseignement, santé, public	613	1,1	6,9	38,7	53,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	1,0	7,9	33,6	57,6
47. Techniciens	973	2,3	7,3	37,8	52,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	3,7	8,5	32,4	55,5
5. Employés	1 658	3,7	11,9	36,5	48,0
51. Employés de la fonction publique	888	3,0	12,1	35,5	49,4
54. Employés adm. d'entreprise	216	5,0	11,5	44,3	39,2
55. Employés de commerce	264	5,3	16,6	40,8	37,3
56. Services directs aux particuliers	290	3,0	7,2	29,5	60,3
6. Ouvriers	4 351	3,5	9,4	37,1	50,0
61. Ouvriers qualifiés	3 127	3,2	8,8	38,1	50,0
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	4,6	11,7	34,9	48,8
69. Ouvriers agricoles	187	3,5	6,4	32,0	58,1
Ensemble	11 495	2,4	8,3	36,2	53,1

Lecture : en 2013, 2,4 % des hommes salariés déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.4 • L'ennui au travail selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariées disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	0,6	6,2	29,8	63,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	0,6	6,8	28,1	64,6
36. Cadres d'entreprise	850	0,6	5,9	30,9	62,6
4. Professions intermédiaires	3 057	1,2	5,9	30,6	62,3
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	0,9	4,0	25,9	69,2
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	1,7	9,1	36,4	52,8
47. Techniciennes	186	1,1	7,1	39,3	52,5
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-
5. Employées	5 440	2,7	7,3	30,7	59,2
51. Employées de la fonction publique	1 753	1,9	6,3	24,3	67,5
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	1,8	7,5	33,2	57,5
55. Employées de commerce	811	5,3	13,0	36,7	45,0
56. Services directs aux particuliers	1 563	2,9	5,4	32,9	58,8
6. Ouvrières	1 105	5,1	10,1	33,3	51,5
61. Ouvrières qualifiées	456	3,9	8,6	33,6	53,9
66. Ouvrières non qualifiées	584	6,3	11,4	33,8	48,5
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-
Ensemble	11 364	2,2	7,0	30,8	60,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 2,2 % des femmes salariées déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.5 • L'ennui au travail selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	257	1,9	7,0	35,4	55,7
De 20 à 24 ans	1 536	4,3	13,2	40,0	42,5
De 25 à 29 ans	2 578	2,7	10,4	37,9	49,0
De 30 à 34 ans	2 734	2,3	9,3	35,8	52,6
De 35 à 39 ans	2 934	2,7	8,2	34,7	54,4
De 40 à 44 ans	3 269	2,2	5,9	34,1	57,7
De 45 à 49 ans	3 243	1,7	6,5	30,7	61,2
De 50 à 54 ans	3 026	2,4	6,1	31,3	60,2
55 ans et plus	3 283	1,3	5,4	28,1	65,2
Ensemble	22 859	2,3	7,7	33,5	56,5

Lecture : en 2013, 2,3 % des salariés déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.6 • L'ennui au travail selon l'âge des HOMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	168	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	4,3	15,0	41,6	39,1
De 25 à 29 ans	1 271	2,0	11,6	39,9	46,5
De 30 à 34 ans	1 378	2,2	8,6	38,2	51,0
De 35 à 39 ans	1 553	3,4	8,8	39,1	48,7
De 40 à 44 ans	1 698	2,4	5,3	37,4	54,9
De 45 à 49 ans	1 534	1,5	8,2	34,6	55,6
De 50 à 54 ans	1 458	2,9	6,1	31,8	59,2
55 ans et plus	1 572	1,7	6,4	30,0	61,9
Ensemble	11 495	2,4	8,3	36,2	53,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 2,4 % des hommes salariés déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.7 • L'ennui au travail selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariées disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	4,3	10,9	37,8	47,0
De 25 à 29 ans	1 306	3,5	9,2	36,0	51,4
De 30 à 34 ans	1 356	2,3	10,0	33,4	54,3
De 35 à 39 ans	1 381	1,9	7,4	29,6	61,0
De 40 à 44 ans	1 571	2,1	6,6	30,6	60,7
De 45 à 49 ans	1 709	1,8	4,9	27,1	66,2
De 50 à 54 ans	1 568	1,8	6,2	30,9	61,1
55 ans et plus	1 711	1,1	4,5	26,3	68,1
Ensemble	11 364	2,2	7,0	30,8	60,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 2,2 % des femmes salariées déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.8 • L'ennui au travail en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	249	2,9	7,3	26,9	62,9
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	3,9	10,2	37,2	48,7
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	2,8	9,5	35,2	52,6
Fabrication de matériels de transport	442	3,8	13,4	33,8	49,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	2,9	7,0	35,4	54,6
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	1,4	6,7	33,5	58,4
Construction	1 478	1,6	5,2	33,2	60,0
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	3,2	10,0	35,8	51,0
Transports et entreposage	1 322	3,3	9,6	39,3	47,8
Hébergement et restauration	814	5,0	7,0	35,1	52,9
Information et communication	677	1,9	5,9	40,7	51,6
Activités financières et d'assurance	823	0,6	7,2	36,7	55,6
Activités immobilières	255	0,8	9,7	34,2	55,3
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	2,4	9,6	36,2	51,8
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	1,4	5,9	29,7	63,0
Autres activités de services	1 612	2,8	5,9	30,1	61,3
Non renseigné	111	3,8	14,6	37,9	43,7
Ensemble	22 859	2,3	7,7	33,5	56,5

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 2,3 % des salariés déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.9 • **L'ennui au travail en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS** En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 316	1,3	5,7	32,6	60,4
Fonct. pub. territoriale	1 755	1,9	5,3	29,1	63,7
Fonct. pub. hospitalière	1 099	0,9	4,8	27,1	67,1
Marchand ou associatif	17 689	2,6	8,3	34,5	54,6
Ensemble	22 859	2,3	7,7	33,5	56,5

Lecture : en 2013, 2,3 % des salariés déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.10 • **L'ennui au travail en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES** En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 019	1,4	5,7	38,6	54,4
Fonct. pub. territoriale	716	2,5	5,9	32,8	58,9
Fonct. pub. hospitalière	271	1,0	7,0	38,2	53,7
Marchand ou associatif	9 490	2,6	8,8	36,1	52,5
Ensemble	11 495	2,4	8,3	36,2	53,1

Lecture : en 2013, 2,4 % des hommes salariés déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 8.11 • **L'ennui au travail en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES** En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariées disent éprouver de l'ennui durant leur travail			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 297	1,2	5,8	27,9	65,1
Fonct. pub. territoriale	1 038	1,5	5,0	26,5	67,0
Fonct. pub. hospitalière	829	0,9	4,1	23,5	71,5
Marchand ou associatif	8 200	2,5	7,8	32,5	57,1
Ensemble	11 364	2,2	7,0	30,8	60,0

Lecture : en 2013, 2,2 % des femmes salariées déclarent éprouver toujours de l'ennui durant leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

9 • La possibilité de faire des choses plaisantes

Tableau 9.1 • La possibilité de faire des choses plaisantes en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Femmes	11 364	12,7	44,0	35,1	8,1
Hommes	11 495	10,7	41,2	40,3	7,9
Ensemble	22 859	11,7	42,6	37,7	8,0

Lecture : en 2013, 11,7 % des salariés disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

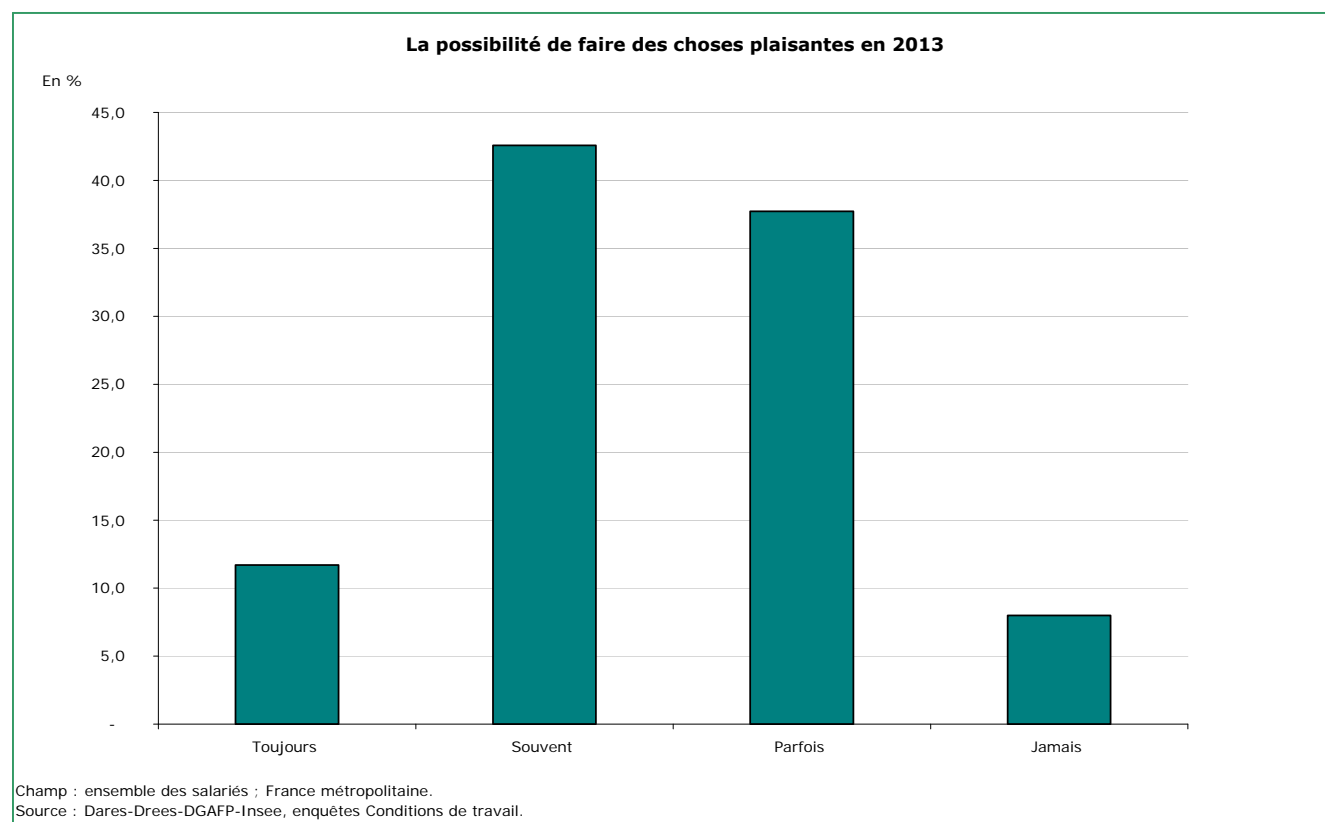


Tableau 9.2 • La possibilité de faire des choses plaisantes selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	12,4	60,1	25,8	1,7
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	14,5	63,0	21,5	1,1
36. Cadres d'entreprise	2 564	10,4	58,0	29,5	2,1
4. Professions intermédiaires	5 887	11,2	48,7	36,1	3,9
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	14,0	54,8	29,2	2,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	11,6	46,1	36,3	5,9
47. Techniciens	1 159	7,1	43,5	44,8	4,6
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	6,9	42,5	47,0	3,6
5. Employés	7 098	12,8	37,4	40,5	9,3
51. Employés de la fonction publique	2 641	11,4	37,7	42,5	8,5
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	9,9	41,1	42,6	6,4
55. Employés de commerce	1 075	8,5	33,5	44,4	13,6
56. Services directs aux particuliers	1 853	19,6	36,4	33,8	10,2
6. Ouvriers	5 456	10,2	28,3	45,5	16,0
61. Ouvriers qualifiés	3 584	10,1	30,7	45,3	13,9
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	9,3	21,4	47,1	22,3
69. Ouvriers agricoles	252	18,3	38,1	39,1	4,4
Ensemble	22 859	11,7	42,6	37,7	8,0

Lecture : en 2013, 11,7 % des salariés disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.3 • La possibilité de faire des choses plaisantes selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	12,7	59,3	26,8	1,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	15,0	62,1	22,5	0,4
36. Cadres d'entreprise	1 714	10,5	58,0	29,9	1,6
4. Professions intermédiaires	2 830	9,8	44,7	41,7	3,8
41. P.I. enseignement, santé, public	613	10,8	51,7	36,2	1,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	15,9	45,5	34,5	4,1
47. Techniciens	973	6,2	41,1	47,8	4,9
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	6,5	41,5	47,9	4,0
5. Employés	1 658	9,5	36,2	44,3	9,9
51. Employés de la fonction publique	888	9,7	35,6	44,8	9,8
54. Employés adm. d'entreprise	216	9,2	35,5	45,6	9,7
55. Employés de commerce	264	7,1	35,9	44,1	12,9
56. Services directs aux particuliers	290	11,6	38,8	42,1	7,6
6. Ouvriers	4 351	10,4	29,5	46,1	13,9
61. Ouvriers qualifiés	3 127	10,1	31,1	45,6	13,3
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	9,6	23,1	49,6	17,8
69. Ouvriers agricoles	187	22,4	39,5	35,1	3,0
Ensemble	11 495	10,7	41,2	40,3	7,9

Lecture : en 2013, 10,7 % des hommes salariés disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.4 • **La possibilité de faire des choses plaisantes selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariées disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	12,0	61,3	24,4	2,4
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	13,9	63,8	20,5	1,8
36. Cadres d'entreprise	850	10,2	58,2	28,6	3,1
4. Professions intermédiaires	3 057	12,5	52,5	31,0	4,0
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	15,2	55,9	26,6	2,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	8,7	46,6	37,5	7,2
47. Techniciennes	186	11,8	56,3	28,9	3,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-
5. Employées	5 440	13,7	37,8	39,4	9,1
51. Employées de la fonction publique	1 753	12,2	38,7	41,3	7,8
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	10,0	42,0	42,1	5,9
55. Employées de commerce	811	8,9	32,8	44,5	13,8
56. Services directs aux particuliers	1 563	21,1	36,0	32,3	10,6
6. Ouvrières	1 105	9,2	23,5	43,1	24,3
61. Ouvrières qualifiées	456	10,1	28,6	42,7	18,7
66. Ouvrières non qualifiées	584	8,7	18,3	42,5	30,6
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-
Ensemble	11 364	12,7	44,0	35,1	8,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 12,7 % des femmes salariées disent toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.5 • La possibilité de faire des choses plaisantes selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	257	24,9	27,9	37,7	9,5
De 20 à 24 ans	1 536	11,3	39,7	38,1	10,9
De 25 à 29 ans	2 578	12,2	43,8	36,7	7,3
De 30 à 34 ans	2 734	10,2	45,0	37,8	7,0
De 35 à 39 ans	2 934	9,9	45,0	37,7	7,4
De 40 à 44 ans	3 269	11,5	42,2	38,1	8,2
De 45 à 49 ans	3 243	11,4	42,3	38,6	7,6
De 50 à 54 ans	3 026	10,5	42,1	38,9	8,5
55 ans et plus	3 283	14,9	41,1	35,9	8,1
Ensemble	22 859	11,7	42,6	37,7	8,0

Lecture : en 2013, 11,7 % des salariés disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.6 • La possibilité de faire des choses plaisantes selon l'âge des HOMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	168	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	8,7	37,9	42,4	11,1
De 25 à 29 ans	1 271	11,4	40,6	40,4	7,6
De 30 à 34 ans	1 378	9,2	45,2	38,2	7,4
De 35 à 39 ans	1 553	9,5	42,4	40,6	7,6
De 40 à 44 ans	1 698	9,6	41,5	40,8	8,1
De 45 à 49 ans	1 534	10,4	39,5	41,9	8,2
De 50 à 54 ans	1 458	9,4	41,5	42,0	7,1
55 ans et plus	1 572	15,0	40,9	36,9	7,2
Ensemble	11 495	10,7	41,2	40,3	7,9

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 10,7 % des hommes salariés disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.7 • La possibilité de faire des choses plaisantes selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariées disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	14,7	42,2	32,5	10,6
De 25 à 29 ans	1 306	13,1	46,8	33,0	7,1
De 30 à 34 ans	1 356	11,2	44,9	37,3	6,7
De 35 à 39 ans	1 381	10,5	48,0	34,4	7,2
De 40 à 44 ans	1 571	13,5	42,9	35,3	8,3
De 45 à 49 ans	1 709	12,3	44,9	35,6	7,1
De 50 à 54 ans	1 568	11,4	42,7	36,2	9,7
55 ans et plus	1 711	14,7	41,2	35,1	9,0
Ensemble	11 364	12,7	44,0	35,1	8,1

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 12,7 % des femmes salariées disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.8 • La possibilité de faire des choses plaisantes en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Agriculture, sylviculture et pêche	249	16,6	51,1	28,2	4,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	9,8	35,6	39,4	15,2
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	3,2	41,0	44,4	11,4
Fabrication de matériels de transport	442	6,7	35,2	48,1	10,1
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	6,2	39,3	42,4	12,1
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	7,6	39,3	45,8	7,3
Construction	1 478	12,8	36,4	43,1	7,7
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	10,6	39,4	39,2	10,7
Transports et entreposage	1 322	10,5	33,2	44,3	12,1
Hébergement et restauration	814	17,4	34,0	34,4	14,2
Information et communication	677	7,2	53,1	37,2	2,5
Activités financières et d'assurance	823	7,7	49,8	39,9	2,7
Activités immobilières	255	10,0	38,0	47,6	4,4
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	12,2	42,9	36,0	9,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	12,4	48,6	34,1	4,9
Autres activités de services	1 612	22,2	41,8	28,3	7,8
Non renseigné	111	8,4	34,9	47,6	9,1
Ensemble	22 859	11,7	42,6	37,7	8,0

- Question non posée l'année *n* ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 11,7 % des salariés disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.9 • La possibilité de faire des choses plaisantes en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	2 316	12,5	53,1	31,0	3,4
Fonct. pub. territoriale	1 755	14,0	44,9	35,8	5,3
Fonct. pub. hospitalière	1 099	10,1	49,7	35,8	4,4
Marchand ou associatif	17 689	11,5	40,5	38,9	9,1
Ensemble	22 859	11,7	42,6	37,7	8,0

Lecture : en 2013, 11,7 % des salariés disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.10 • La possibilité de faire des choses plaisantes en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariés disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 019	11,3	50,9	34,8	3,0
Fonct. pub. territoriale	716	12,0	44,4	38,8	4,8
Fonct. pub. hospitalière	271	9,3	44,3	40,2	6,2
Marchand ou associatif	9 490	10,6	39,8	41,0	8,7
Ensemble	11 495	10,7	41,2	40,3	7,9

Lecture : en 2013, 10,7 % des hommes salariés disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 9.11 • La possibilité de faire des choses plaisantes en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Fréquence à laquelle les salariées disent pouvoir faire des choses qui leur plaisent			
		Toujours	Souvent	Parfois	Jamais
Fonct. pub. de l'État	1 297	13,5	54,8	28,0	3,8
Fonct. pub. territoriale	1 038	15,3	45,2	33,8	5,7
Fonct. pub. hospitalière	829	10,4	51,4	34,3	3,8
Marchand ou associatif	8 200	12,5	41,4	36,5	9,5
Ensemble	11 364	12,7	44,0	35,1	8,1

Lecture : en 2013, 12,7 % des femmes salariées disent pouvoir toujours faire des choses qui leur plaisent dans leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

III – DÉVELOPPEMENT CULTUREL, UTILISATION ET ACCROISSEMENT DES COMPÉTENCES

10 • Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles

Tableau 10.1 • Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles en 2005 et 2013
En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés pour qui le travail		
		Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles	
Femmes	2005	10 530	75,0	25,0
	2013	11 364	75,3	24,7
Hommes	2005	11 720	76,2	23,8
	2013	11 495	78,7	21,3
Ensemble	2005	22 251	75,6	24,4
	2013	22 859	77,0	23,0

Lecture : en 2013, 77,0 % des salariés déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

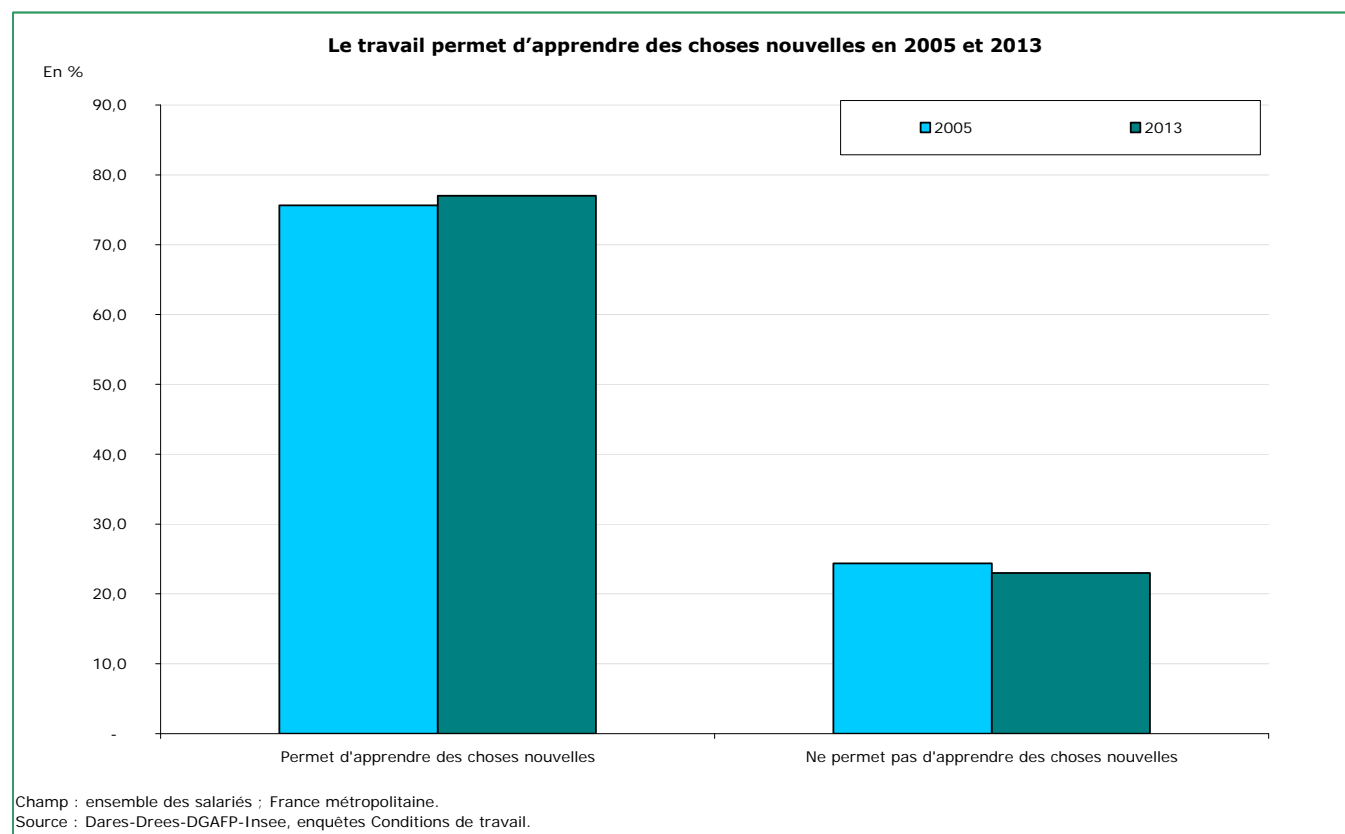


Tableau 10.2 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés pour qui le travail	
			Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	3 327	93,5	6,5
	2013	4 417	94,5	5,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	1 341	95,1	4,9
	2013	1 664	94,8	5,2
36. Cadres d'entreprise	2005	1 958	92,4	7,6
	2013	2 564	94,7	5,3
4. Professions intermédiaires	2005	5 778	87,8	12,2
	2013	5 887	86,5	13,5
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	2 337	91,3	8,7
	2013	2 326	89,9	10,1
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	1 771	85,5	14,5
	2013	1 835	82,6	17,4
47. Techniciens	2005	1 068	88,0	12,0
	2013	1 159	85,5	14,5
48. Contremaitres, agents de maîtrise	2005	603	80,9	19,1
	2013	560	87,2	12,8
5. Employés	2005	7 291	68,8	31,2
	2013	7 098	69,1	30,9
51. Employés de la fonction publique	2005	2 799	72,0	28,0
	2013	2 641	72,5	27,5
54. Employés adm. d'entreprise	2005	1 763	80,0	20,0
	2013	1 525	79,3	20,7
55. Employés de commerce	2005	1 042	67,8	32,2
	2013	1 075	62,3	37,7
56. Services directs aux particuliers	2005	1 686	52,6	47,4
	2013	1 853	59,9	40,1
6. Ouvriers	2005	5 847	61,8	38,2
	2013	5 456	63,1	36,9
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 815	65,9	34,1
	2013	3 584	67,8	32,2
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 810	53,1	46,9
	2013	1 616	54,0	46,0
69. Ouvriers agricoles	2005	222	64,4	35,6
	2013	252	53,8	46,2
Ensemble	2005	22 251	75,6	24,4
	2013	22 859	77,0	23,0

Lecture : en 2013, 77,0 % des salariés déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.3 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés pour qui le travail		
		Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	2 115	94,0	6,0
	2013	2 656	95,4	4,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	700	95,1	4,9
	2013	824	96,2	3,8
36. Cadres d'entreprise	2005	1 406	93,4	6,6
	2013	1 714	95,7	4,3
4. Professions intermédiaires	2005	3 043	86,8	13,2
	2013	2 830	85,7	14,3
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	730	89,6	10,4
	2013	613	85,0	15,0
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	840	86,7	13,3
	2013	748	84,8	15,2
47. Techniciens	2005	938	87,9	12,1
	2013	973	85,3	14,7
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	2005	535	80,9	19,1
	2013	490	88,7	11,3
5. Employés	2005	1 736	68,5	31,5
	2013	1 658	71,8	28,2
51. Employés de la fonction publique	2005	1 018	68,2	31,8
	2013	888	70,4	29,6
54. Employés adm. d'entreprise	2005	274	75,4	24,6
	2013	216	77,9	22,1
55. Employés de commerce	2005	261	71,5	28,5
	2013	264	68,8	31,2
56. Services directs aux particuliers	2005	183	55,4	44,6
	2013	290	74,0	26,0
6. Ouvriers	2005	4 820	64,5	35,5
	2013	4 351	66,7	33,3
61. Ouvriers qualifiés	2005	3 409	66,6	33,4
	2013	3 127	69,1	30,9
66. Ouvriers non qualifiés	2005	1 255	58,1	41,9
	2013	1 032	61,5	38,5
69. Ouvriers agricoles	2005	156	70,0	30,0
	2013	187	55,8	44,2
Ensemble	2005	11 720	76,2	23,8
	2013	11 495	78,7	21,3

Lecture : en 2013, 78,7 % des hommes salariés déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.4 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2005 et 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées pour qui le travail		
		Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles	
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2005	1 211	92,6	7,4
	2013	1 761	93,1	6,9
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	2005	642	95,1	4,9
	2013	839	93,4	6,6
36. Cadres d'entreprise	2005	552	89,6	10,4
	2013	850	92,6	7,4
4. Professions intermédiaires	2005	2 735	89,0	11,0
	2013	3 057	87,2	12,8
41. P.I. enseignement, santé, public	2005	1 606	92,0	8,0
	2013	1 713	91,6	8,4
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	2005	931	84,4	15,6
	2013	1 087	81,0	19,0
47. Techniciennes	2005	130	88,2	11,8
	2013	186	86,3	13,7
48. Contremaitres, agents de maîtrise	2005	68	-	-
	2013	69	-	-
5. Employées	2005	5 555	69,0	31,0
	2013	5 440	68,3	31,7
51. Employées de la fonction publique	2005	1 782	74,1	25,9
	2013	1 753	73,5	26,5
54. Employées adm. d'entreprise	2005	1 489	80,8	19,2
	2013	1 309	79,5	20,5
55. Employées de commerce	2005	781	66,5	33,5
	2013	811	60,2	39,8
56. Services directs aux particuliers	2005	1 503	52,3	47,7
	2013	1 563	57,2	42,8
6. Ouvrières	2005	1 027	49,5	50,5
	2013	1 105	48,7	51,3
61. Ouvrières qualifiées	2005	406	60,0	40,0
	2013	456	58,9	41,1
66. Ouvrières non qualifiées	2005	555	41,7	58,3
	2013	584	40,8	59,2
69. Ouvrières agricoles	2005	66	-	-
	2013	65	-	-
Ensemble	2005	10 530	75,0	25,0
	2013	11 364	75,3	24,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 75,3 % des femmes salariées déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.5 • Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2005 et 2013

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés pour qui le travail	
			Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles
Moins de 20 ans	2005	320	90,5	9,5
	2013	257	85,6	14,4
De 20 à 24 ans	2005	1 588	79,9	20,1
	2013	1 536	80,3	19,7
De 25 à 29 ans	2005	2 632	82,0	18,0
	2013	2 578	81,9	18,1
De 30 à 34 ans	2005	3 014	78,1	21,9
	2013	2 734	80,8	19,2
De 35 à 39 ans	2005	3 133	74,6	25,4
	2013	2 934	78,9	21,1
De 40 à 44 ans	2005	3 263	74,4	25,6
	2013	3 269	77,2	22,8
De 45 à 49 ans	2005	3 103	74,5	25,5
	2013	3 243	74,8	25,2
De 50 à 54 ans	2005	2 884	74,0	26,0
	2013	3 026	71,2	28,8
55 ans et plus	2005	2 313	66,6	33,4
	2013	3 283	73,5	26,5
Ensemble	2005	22 251	75,6	24,4
	2013	22 859	77,0	23,0

Lecture : en 2013, 77,0 % des salariés déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.6 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles selon l'âge des HOMMES en 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés pour qui le travail	
			Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles
Moins de 20 ans	2005	223	93,3	6,7
	2013	168	90,4	9,6
De 20 à 24 ans	2005	873	81,3	18,7
	2013	864	81,6	18,4
De 25 à 29 ans	2005	1 427	80,8	19,2
	2013	1 271	82,2	17,8
De 30 à 34 ans	2005	1 666	77,1	22,9
	2013	1 378	82,5	17,5
De 35 à 39 ans	2005	1 658	74,5	25,5
	2013	1 553	77,5	22,5
De 40 à 44 ans	2005	1 703	75,5	24,5
	2013	1 698	79,7	20,3
De 45 à 49 ans	2005	1 597	75,2	24,8
	2013	1 534	74,5	25,5
De 50 à 54 ans	2005	1 427	73,0	27,0
	2013	1 458	75,6	24,4
55 ans et plus	2005	1 146	70,7	29,3
	2013	1 572	76,5	23,5
Ensemble	2005	11 720	76,2	23,8
	2013	11 495	78,7	21,3

Lecture : en 2013, 78,7 % des hommes salariés déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.7 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles selon l'âge des FEMMES en 2005 et 2013**

En %

Âge		Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées pour qui le travail	
			Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles
Moins de 20 ans	2005	97	-	-
	2013	88	-	-
De 20 à 24 ans	2005	715	78,2	21,8
	2013	672	78,7	21,3
De 25 à 29 ans	2005	1 204	83,5	16,5
	2013	1 306	81,6	18,4
De 30 à 34 ans	2005	1 348	79,3	20,7
	2013	1 356	79,0	21,0
De 35 à 39 ans	2005	1 475	74,7	25,3
	2013	1 381	80,5	19,5
De 40 à 44 ans	2005	1 560	73,3	26,7
	2013	1 571	74,5	25,5
De 45 à 49 ans	2005	1 506	73,8	26,2
	2013	1 709	75,0	25,0
De 50 à 54 ans	2005	1 457	75,0	25,0
	2013	1 568	67,1	32,9
55 ans et plus	2005	1 168	62,6	37,4
	2013	1 711	70,7	29,3
Ensemble	2005	10 530	75,0	25,0
	2013	11 364	75,3	24,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 75,3 % des femmes salariées déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.8 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés pour qui le travail	
		Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles
Agriculture, sylviculture et pêche	249	60,9	39,1
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	64,3	35,7
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	81,1	18,9
Fabrication de matériels de transport	442	78,0	22,0
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	75,0	25,0
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	81,2	18,8
Construction	1 478	85,4	14,6
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	71,2	28,8
Transports et entreposage	1 322	64,7	35,3
Hébergement et restauration	814	65,5	34,5
Information et communication	677	89,7	10,3
Activités financières et d'assurance	823	90,4	9,6
Activités immobilières	255	78,8	21,2
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	77,1	22,9
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	82,7	17,3
Autres activités de services	1 612	64,2	35,8
Non renseigné	111	66,4	33,6
Ensemble	22 859	77,0	23,0

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 77,0 % des salariés déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.9 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés pour qui le travail	
		Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles
Fonct. pub. de l'État	2 316	87,0	13,0
Fonct. pub. territoriale	1 755	76,8	23,2
Fonct. pub. hospitalière	1 099	87,3	12,7
Marchand ou associatif	17 689	75,1	24,9
Ensemble	22 859	77,0	23,0

Lecture : en 2013, 77,0 % des salariés déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.10 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés pour qui le travail	
		Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles
Fonct. pub. de l'État	1 019	87,8	12,2
Fonct. pub. territoriale	716	75,4	24,6
Fonct. pub. hospitalière	271	86,2	13,8
Marchand ou associatif	9 490	77,7	22,3
Ensemble	11 495	78,7	21,3

Lecture : en 2013, 78,7 % des hommes salariés déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 10.11 • **Le travail permet d'apprendre des choses nouvelles en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées pour qui le travail	
		Permet d'apprendre des choses nouvelles	Ne permet pas d'apprendre des choses nouvelles
Fonct. pub. de l'État	1 297	86,4	13,6
Fonct. pub. territoriale	1 038	77,7	22,3
Fonct. pub. hospitalière	829	87,6	12,4
Marchand ou associatif	8 200	72,0	28,0
Ensemble	11 364	75,3	24,7

Lecture : en 2013, 75,3 % des femmes salariées déclarent que leur travail leur permet d'apprendre des choses nouvelles.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

11 • Le manque de compétences, les compétences inutilisées

Tableau 11.1 • Le manque de compétences, les compétences inutilisées en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui pensent que*	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
Femmes	11 364	35,8	51,7
Hommes	11 495	36,9	57,7
Ensemble	22 859	36,4	54,7

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 36,4 % des salariés pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

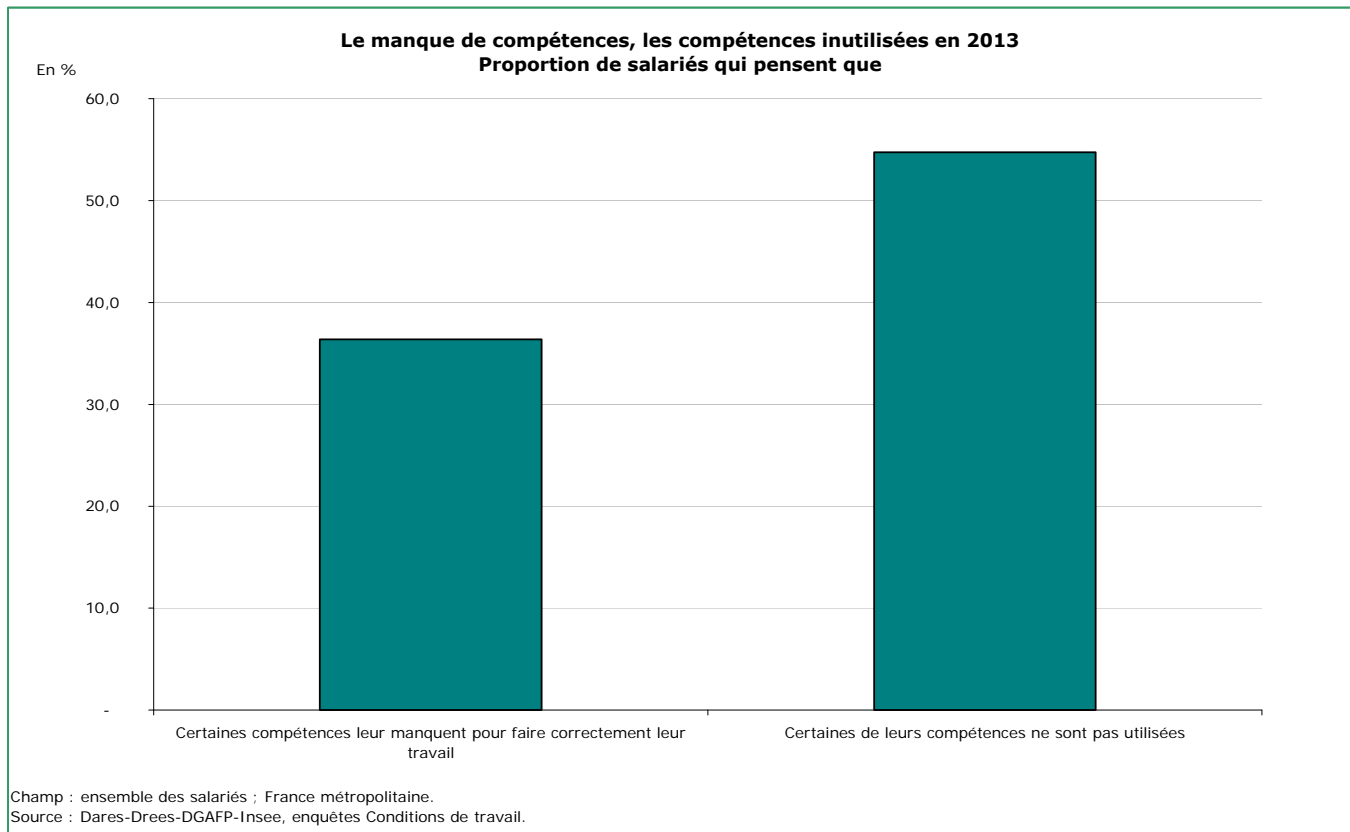


Tableau 11.2 • **Le manque de compétences, les compétences inutilisées selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui pensent que*	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	39,2	54,8
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	40,7	52,8
36. Cadres d'entreprise	2 564	38,4	56,8
4. Professions intermédiaires	5 887	43,9	58,2
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	45,6	55,8
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	39,3	61,7
47. Techniciens	1 159	44,0	58,0
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	560	52,2	57,3
5. Employés	7 098	32,3	53,1
51. Employés de la fonction publique	2 641	35,4	55,2
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	38,2	54,3
55. Employés de commerce	1 075	29,3	63,0
56. Services directs aux particuliers	1 853	24,6	43,1
6. Ouvriers	5 456	31,2	53,1
61. Ouvriers qualifiés	3 584	31,4	55,1
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	30,3	50,2
69. Ouvriers agricoles	252	33,3	43,7
Ensemble	22 859	36,4	54,7

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 36,4 % des salariés pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.3 • **Le manque de compétences, les compétences inutilisées selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui pensent que*	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	35,9	56,2
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	35,9	53,9
36. Cadres d'entreprise	1 714	36,3	58,0
4. Professions intermédiaires	2 830	45,1	60,7
41. P.I. enseignement, santé, public	613	45,9	64,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	41,2	62,0
47. Techniciens	973	43,2	58,4
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	490	53,7	58,2
5. Employés	1 658	33,8	63,0
51. Employés de la fonction publique	888	34,6	63,2
54. Employés adm. d'entreprise	216	36,3	67,8
55. Employés de commerce	264	29,9	69,6
56. Services directs aux particuliers	290	32,8	52,8
6. Ouvriers	4 351	33,3	54,8
61. Ouvriers qualifiés	3 127	31,8	56,0
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	37,0	53,0
69. Ouvriers agricoles	187	37,7	45,1
Ensemble	11 495	36,9	57,7

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 36,9 % des hommes salariés pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.4 • **Le manque de compétences, les compétences inutilisées selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013**

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui pensent que	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	44,0	52,6
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	45,4	51,7
36. Cadres d'entreprise	850	42,7	54,5
4. Professions intermédiaires	3 057	42,8	55,9
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	45,4	52,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	38,0	61,6
47. Techniciennes	186	48,5	55,8
48. Contremaîtres, agents de maîtrise	69	-	-
5. Employées	5 440	31,8	50,0
51. Employées de la fonction publique	1 753	35,8	51,1
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	38,6	52,0
55. Employées de commerce	811	29,1	60,8
56. Services directs aux particuliers	1 563	23,1	41,2
6. Ouvrières	1 105	22,9	46,6
61. Ouvrières qualifiées	456	28,6	49,1
66. Ouvrières non qualifiées	584	18,7	45,3
69. Ouvrières agricoles	65	-	-
Ensemble	11 364	35,8	51,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 35,8 % des femmes salariées pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.5 • **Le manque de compétences, les compétences inutilisées selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013**

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui pensent que*	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
Moins de 20 ans	257	52,3	40,5
De 20 à 24 ans	1 536	37,0	65,1
De 25 à 29 ans	2 578	36,5	60,9
De 30 à 34 ans	2 734	38,3	58,3
De 35 à 39 ans	2 934	40,4	56,3
De 40 à 44 ans	3 269	40,4	55,3
De 45 à 49 ans	3 243	34,6	53,0
De 50 à 54 ans	3 026	33,6	50,6
55 ans et plus	3 283	30,0	46,4
Ensemble	22 859	36,4	54,7

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 36,4 % des salariés pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.6 • **Le manque de compétences, les compétences inutilisées selon l'âge des HOMMES en 2013**

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui pensent que*	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
Moins de 20 ans	168	62,3	39,3
De 20 à 24 ans	864	37,4	68,1
De 25 à 29 ans	1 271	34,3	64,1
De 30 à 34 ans	1 378	36,9	59,6
De 35 à 39 ans	1 553	40,3	57,6
De 40 à 44 ans	1 698	40,8	60,1
De 45 à 49 ans	1 534	34,2	56,4
De 50 à 54 ans	1 458	33,1	53,1
55 ans et plus	1 572	34,7	50,1
Ensemble	11 495	36,9	57,7

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 36,9 % des hommes salariés pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.7 • Le manque de compétences, les compétences inutilisées selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui pensent que	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
Moins de 20 ans	88	-	-
De 20 à 24 ans	672	36,3	61,3
De 25 à 29 ans	1 306	38,5	57,7
De 30 à 34 ans	1 356	39,8	57,0
De 35 à 39 ans	1 381	40,5	54,7
De 40 à 44 ans	1 571	39,8	50,1
De 45 à 49 ans	1 709	34,9	50,1
De 50 à 54 ans	1 568	33,9	48,3
55 ans et plus	1 711	25,7	42,8
Ensemble	11 364	35,8	51,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 35,8 % des femmes salariées pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.8 • Le manque de compétences, les compétences inutilisées en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui pensent que*	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
Agriculture, sylviculture et pêche	249	38,5	41,6
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	33,2	56,3
Cokéfaction et raffinage	55	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	35,5	63,4
Fabrication de matériels de transport	442	31,8	62,3
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	37,7	57,3
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	35,4	54,9
Construction	1 478	44,2	50,2
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	34,6	56,2
Transports et entreposage	1 322	26,9	54,2
Hébergement et restauration	814	32,4	54,7
Information et communication	677	35,3	61,0
Activités financières et d'assurance	823	38,2	58,4
Activités immobilières	255	33,6	57,3
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	35,8	56,0
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	40,3	53,9
Autres activités de services	1 612	26,0	46,4
Non renseigné	111	29,9	62,5
Ensemble	22 859	36,4	54,7

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 36,4 % des salariés pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.9 • **Le manque de compétences, les compétences inutilisées en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui pensent que*	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
Fonct. pub. de l'État	2 316	45,0	56,3
Fonct. pub. territoriale	1 755	38,2	54,7
Fonct. pub. hospitalière	1 099	39,0	50,8
Marchand ou associatif	17 689	34,9	54,8
Ensemble	22 859	36,4	54,7

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 36,4 % des salariés pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.10 • **Le manque de compétences, les compétences inutilisées en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariés qui pensent que*	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
Fonct. pub. de l'État	1 019	41,1	60,4
Fonct. pub. territoriale	716	38,2	60,1
Fonct. pub. hospitalière	271	44,7	53,3
Marchand ou associatif	9 490	36,2	57,4
Ensemble	11 495	36,9	57,7

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 36,9 % des hommes salariés pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 11.11 • **Le manque de compétences, les compétences inutilisées en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES**

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	Proportion de salariées qui pensent que	
		Certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail	Certaines de leurs compétences ne sont pas utilisées
Fonct. pub. de l'État	1 297	48,0	53,1
Fonct. pub. territoriale	1 038	38,3	50,9
Fonct. pub. hospitalière	829	37,2	50,0
Marchand ou associatif	8 200	33,4	51,7
Ensemble	11 364	35,8	51,7

* Les deux questions sont indépendantes, deux réponses positives sont possibles.

Lecture : en 2013, 35,8 % des femmes salariées pensent que certaines compétences leur manquent pour faire correctement leur travail.

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

12 • La possibilité de développer ses compétences

Tableau 12.1 • La possibilité de développer ses compétences en 2013

En %

Sexe	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Femmes	11 364	10,8	20,8	49,5	14,2	4,6
Hommes	11 495	8,9	19,5	52,8	16,6	2,2
Ensemble	22 859	9,9	20,1	51,2	15,4	3,4

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

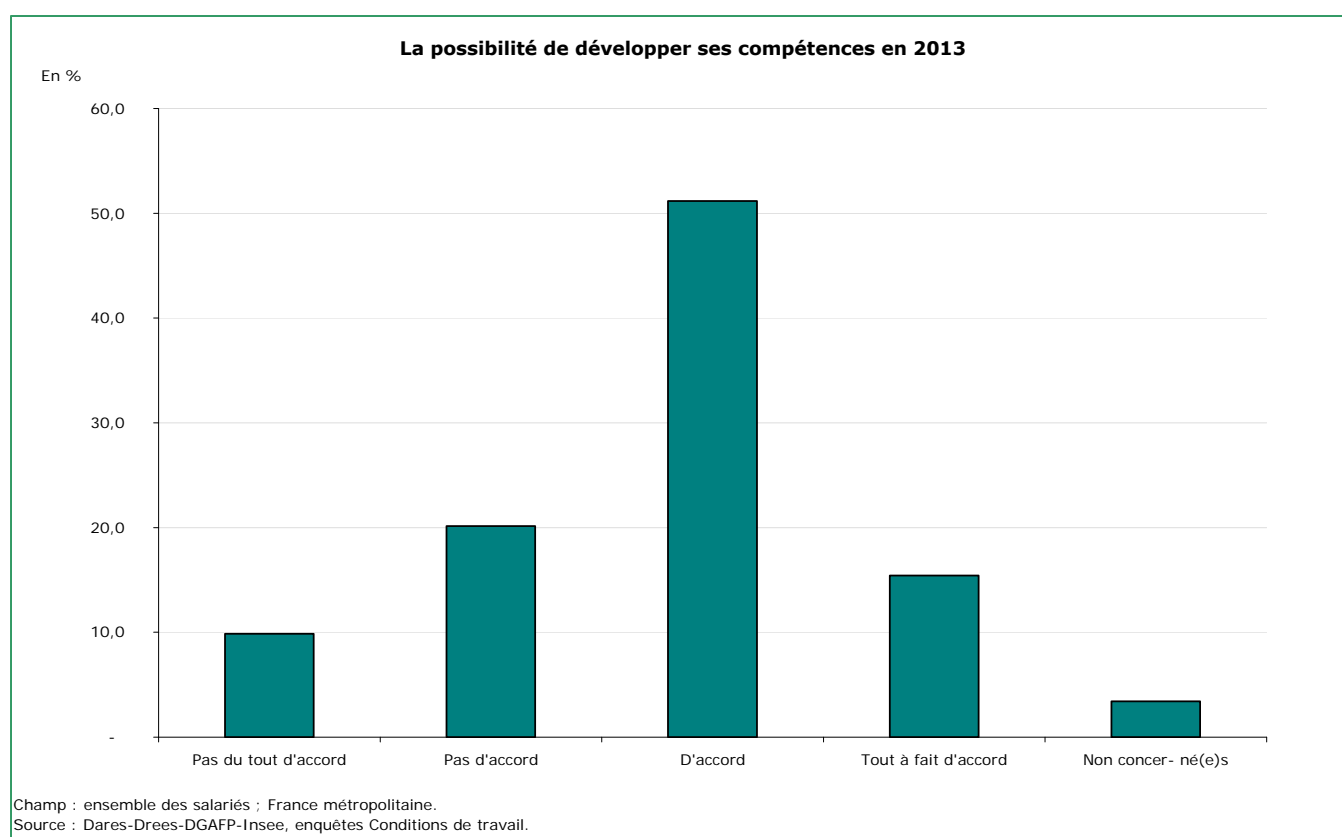


Tableau 12.2 • La possibilité de développer ses compétences selon la catégorie socioprofessionnelle de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	4 417	3,2	12,7	58,1	25,0	1,0
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	1 664	3,5	14,9	57,9	22,6	1,1
36. Cadres d'entreprise	2 564	3,0	11,5	58,7	26,0	0,8
4. Professions intermédiaires	5 887	7,1	20,9	55,8	14,7	1,4
41. P.I. enseignement, santé, public	2 326	6,3	19,1	57,7	15,6	1,3
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 835	8,4	23,4	54,8	11,8	1,6
47. Techniciens	1 159	6,3	22,4	52,8	16,8	1,8
48. Contremaitres, agents de maîtrise	560	7,8	17,5	57,4	16,4	0,9
5. Employés	7 098	12,2	21,7	48,0	12,5	5,6
51. Employés de la fonction publique	2 641	10,5	20,5	54,0	12,4	2,5
54. Employés adm. d'entreprise	1 525	10,8	24,1	48,3	14,2	2,6
55. Employés de commerce	1 075	15,7	31,6	39,1	9,7	3,9
56. Services directs aux particuliers	1 853	13,8	15,6	44,2	13,0	13,5
6. Ouvriers	5 456	15,3	23,2	44,7	12,1	4,7
61. Ouvriers qualifiés	3 584	13,2	25,1	46,1	12,3	3,3
66. Ouvriers non qualifiés	1 616	20,6	20,2	40,1	11,2	7,8
69. Ouvriers agricoles	252	11,6	13,8	55,2	15,0	4,4
Ensemble	22 859	9,9	20,1	51,2	15,4	3,4

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.3 • La possibilité de développer ses compétences selon la catégorie socioprofessionnelle des HOMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	2 656	1,8	12,2	58,8	26,0	1,3
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	824	2,4	14,5	54,7	26,5	1,9
36. Cadres d'entreprise	1 714	1,5	11,4	60,9	25,2	1,0
4. Professions intermédiaires	2 830	6,5	19,1	58,0	15,0	1,3
41. P.I. enseignement, santé, public	613	7,6	17,6	60,3	13,9	0,6
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	748	4,6	19,5	61,8	12,7	1,4
47. Techniciens	973	6,2	20,8	54,0	17,0	2,0
48. Contremaitres, agents de maîtrise	490	8,5	17,4	57,3	16,1	0,7
5. Employés	1 658	12,3	21,7	50,2	13,1	2,8
51. Employés de la fonction publique	888	11,5	21,3	53,7	11,5	2,0
54. Employés adm. d'entreprise	216	12,5	24,6	42,8	19,0	1,1
55. Employés de commerce	264	16,1	26,2	42,3	10,1	5,3
56. Services directs aux particuliers	290	10,9	16,5	52,1	16,4	4,2
6. Ouvriers	4 351	13,6	23,2	46,9	13,1	3,2
61. Ouvriers qualifiés	3 127	12,7	25,0	46,7	12,7	3,0
66. Ouvriers non qualifiés	1 032	16,7	19,2	46,2	13,7	4,3
69. Ouvriers agricoles	187	11,1	14,6	54,3	17,7	2,3
Ensemble	11 495	8,9	19,5	52,8	16,6	2,2

Lecture : en 2013, 16,6 % des hommes salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.4 • La possibilité de développer ses compétences selon la catégorie socioprofessionnelle des FEMMES en 2013

En %

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
3. Cadres et prof. intellectuelles sup.	1 761	5,2	13,5	57,2	23,6	0,5
32. Cadres du public, prof. intel. et art.	839	4,6	15,3	61,1	18,7	0,4
36. Cadres d'entreprise	850	6,0	11,9	54,2	27,6	0,4
4. Professions intermédiaires	3 057	7,6	22,6	53,8	14,4	1,6
41. P.I. enseignement, santé, public	1 713	5,8	19,7	56,7	16,2	1,5
46. P.I. adm et comm. des entrepr.	1 087	10,9	26,1	50,1	11,2	1,7
47. Techniciennes	186	6,4	30,6	46,2	15,6	1,2
48. Contremaitres, agents de maîtrise	69	-	-	-	-	-
5. Employées	5 440	12,2	21,7	47,3	12,4	6,5
51. Employées de la fonction publique	1 753	10,0	20,1	54,1	12,9	2,8
54. Employées adm. d'entreprise	1 309	10,5	24,0	49,2	13,4	2,9
55. Employées de commerce	811	15,5	33,4	38,0	9,6	3,5
56. Services directs aux particuliers	1 563	14,4	15,4	42,8	12,4	15,1
6. Ouvrières	1 105	22,4	23,1	35,9	7,9	10,7
61. Ouvrières qualifiées	456	17,1	25,7	41,6	9,6	6,0
66. Ouvrières non qualifiées	584	27,9	22,3	28,7	6,6	14,5
69. Ouvrières agricoles	65	-	-	-	-	-
Ensemble	11 364	10,8	20,8	49,5	14,2	4,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 14,2 % des femmes salariées se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.5 • La possibilité de développer ses compétences selon l'âge de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Moins de 20 ans	257	4,4	14,0	39,0	41,0	1,6
De 20 à 24 ans	1 536	8,8	16,8	50,7	22,1	1,6
De 25 à 29 ans	2 578	8,6	19,1	51,0	19,6	1,7
De 30 à 34 ans	2 734	10,2	21,8	48,7	17,7	1,6
De 35 à 39 ans	2 934	9,1	22,4	53,0	13,0	2,4
De 40 à 44 ans	3 269	10,7	21,0	52,1	13,3	2,9
De 45 à 49 ans	3 243	9,6	21,6	52,3	13,6	2,9
De 50 à 54 ans	3 026	11,1	21,0	51,2	12,8	3,8
55 ans et plus	3 283	10,4	16,5	50,9	13,4	8,8
Ensemble	22 859	9,9	20,1	51,2	15,4	3,4

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.6 • La possibilité de développer ses compétences selon l'âge des HOMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concer- né(e)s
Moins de 20 ans	168	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	864	8,2	14,7	51,9	23,4	1,8
De 25 à 29 ans	1 271	8,9	16,8	50,2	22,4	1,7
De 30 à 34 ans	1 378	8,7	19,6	51,3	19,7	0,6
De 35 à 39 ans	1 553	8,7	22,4	54,7	12,1	2,1
De 40 à 44 ans	1 698	9,8	21,4	54,1	13,0	1,8
De 45 à 49 ans	1 534	9,4	21,5	54,0	13,3	1,8
De 50 à 54 ans	1 458	9,8	19,8	52,7	15,4	2,3
55 ans et plus	1 572	8,0	17,8	53,7	15,0	5,6
Ensemble	11 495	8,9	19,5	52,8	16,6	2,2

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 16,6 % des hommes salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.7 • La possibilité de développer ses compétences selon l'âge des FEMMES en 2013

En %

Âge	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concer- né(e)s
Moins de 20 ans	88	-	-	-	-	-
De 20 à 24 ans	672	9,5	19,6	49,0	20,5	1,3
De 25 à 29 ans	1 306	8,4	21,3	51,7	16,8	1,8
De 30 à 34 ans	1 356	11,8	24,0	46,0	15,6	2,6
De 35 à 39 ans	1 381	9,6	22,5	51,1	14,0	2,8
De 40 à 44 ans	1 571	11,7	20,5	50,0	13,7	4,0
De 45 à 49 ans	1 709	9,7	21,7	50,8	13,9	3,9
De 50 à 54 ans	1 568	12,4	22,1	49,9	10,3	5,3
55 ans et plus	1 711	12,7	15,2	48,3	12,0	11,8
Ensemble	11 364	10,8	20,8	49,5	14,2	4,6

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 14,2 % des femmes salariées se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.8 • **La possibilité de développer ses compétences en 2013 selon le secteur d'activité (Naf rév.2) de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS**

En %

Secteur d'activité économique (Naf rév.2)	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(s)
Agriculture, sylviculture et pêche	249	12,3	17,0	49,8	17,9	3,0
Fabrication aliments, boissons, tabac	582	14,9	25,0	44,3	12,8	2,9
Cokéfaction et raffinage	55	-	-	-	-	-
Fabrication d'équipements et de machines	478	11,3	25,1	45,6	15,9	2,2
Fabrication de matériels de transport	442	9,0	21,2	56,0	12,3	1,5
Fabrication d'autres produits industriels	1 614	11,6	22,2	48,6	14,4	3,3
Ind. extractives, énergie, eau, déchets, dépollution	443	7,7	15,4	54,4	21,6	0,9
Construction	1 478	8,7	17,2	52,3	19,2	2,5
Commerce et réparation auto. moto.	2 798	12,5	24,1	47,2	12,7	3,4
Transports et entreposage	1 322	12,4	23,7	47,9	12,7	3,2
Hébergement et restauration	814	13,0	19,7	46,6	16,5	4,1
Information et communication	677	3,2	20,6	57,0	17,4	1,8
Activités financières et d'assurance	823	3,1	17,7	58,7	19,6	0,8
Activités immobilières	255	6,2	30,6	46,4	13,8	3,1
Act. scientifiques, techniques, services adm., soutien	2 072	11,1	19,5	48,4	18,0	2,9
Adm. publique, enseignement, santé et social	7 034	7,8	19,1	55,5	15,1	2,4
Autres activités de services	1 612	12,9	15,0	44,6	14,3	13,3
Non renseigné	111	15,2	10,9	53,0	19,1	1,8
Ensemble	22 859	9,9	20,1	51,2	15,4	3,4

- Question non posée l'année n ou effectifs insuffisants.

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.9 • La possibilité de développer ses compétences en 2013 selon le type d'employeur de l'ENSEMBLE DES SALARIÉS

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	2 316	7,1	19,9	56,6	15,0	1,4
Fonct. pub. territoriale	1 755	7,3	18,1	56,7	15,6	2,3
Fonct. pub. hospitalière	1 099	5,3	17,4	58,1	17,6	1,5
Marchand ou associatif	17 689	10,8	20,5	49,5	15,3	3,9
Ensemble	22 859	9,9	20,1	51,2	15,4	3,4

Lecture : en 2013, 15,4 % des salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : ensemble des salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.10 • La possibilité de développer ses compétences en 2013 selon le type d'employeur des HOMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariés qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	1 019	5,9	19,0	57,7	16,6	0,8
Fonct. pub. territoriale	716	6,6	19,2	56,7	16,1	1,4
Fonct. pub. hospitalière	271	5,1	16,7	52,9	23,3	2,0
Marchand ou associatif	9 490	9,5	19,7	52,0	16,4	2,5
Ensemble	11 495	8,9	19,5	52,8	16,6	2,2

Lecture : en 2013, 16,6 % des hommes salariés se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : hommes salariés ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.

Tableau 12.11 • La possibilité de développer ses compétences en 2013 selon le type d'employeur des FEMMES

En %

Type d'employeur	Effectifs (en milliers)	"J'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles", proportion de salariées qui sont				
		Pas du tout d'accord	Pas d'accord	D'accord	Tout à fait d'accord	Non concerné(e)s
Fonct. pub. de l'État	1 297	8,1	20,5	55,8	13,8	1,9
Fonct. pub. territoriale	1 038	7,7	17,4	56,7	15,2	2,9
Fonct. pub. hospitalière	829	5,4	17,7	59,7	15,8	1,4
Marchand ou associatif	8 200	12,2	21,6	46,6	14,0	5,6
Ensemble	11 364	10,8	20,8	49,5	14,2	4,6

Lecture : en 2013, 14,2 % des femmes salariées se disent tout à fait d'accord avec la proposition suivante : « j'ai l'occasion de développer mes compétences professionnelles ».

Champ : femmes salariées ; France métropolitaine.

Source : Dares-Drees-DGAFP-Insee, enquêtes Conditions de travail.